

**Burkina Faso : Première revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit et demande de dérogation pour inobservation d'un critère de réalisation - Rapport des services du FMI; supplément des services du FMI; communiqué de presse publié à l'issue des travaux du Conseil d'administration; et déclaration de l'administrateur du FMI pour le Burkina Faso.**

Dans le contexte de la première revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit et de la demande de dérogation pour inobservation d'un critère de réalisation, les documents ci-après ont été diffusés et figurent dans ce dossier.

- Le rapport des services du FMI relatif à la première revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit et à la demande de dérogation pour inobservation d'un critère de réalisation, établi par une équipe des services du FMI à l'issue des entretiens qui ont pris fin le 30 septembre 2010 avec les autorités du Burkina Faso sur l'évolution et la politique économiques. La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 18 novembre 2010. Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'équipe des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement au point de vue du Conseil d'administration du FMI.
- Un supplément daté du 18 novembre 2010, comportant une mise à jour de l'évolution économique récente.
- Un communiqué de presse résumant les points de vue des administrateurs tels qu'exprimés le 3 novembre 2010 lors de l'examen du rapport des services du FMI qui concluait la demande et/ou la revue.
- Une déclaration de l'administrateur pour le Burkina Faso.

Les documents ci-après ont été ou seront diffusés séparément.

Lettre d'intention adressée par les autorités du Burkina Faso au FMI\*  
Mémorandum de politique économique et financière des autorités du Burkina Faso\*

\*Peut aussi figurer dans le rapport des services du FMI

La politique de publication concernant les rapports des services du FMI et d'autres documents autorise la suppression d'informations susceptibles d'influencer le marché.

Ces documents peuvent être obtenus sur demande à l'adresse suivante

International Monetary Fund • Publication Services  
700 19th Street, N.W. • Washington, D.C. 20431  
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopie : (202) 623-7201  
Adresse électronique : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org) Internet: <http://www.imf.org>

Prix : 18 dollars l'exemplaire

**Fonds monétaire international  
Washington**

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

BURKINA FASO

**Première revue de l'accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit  
et demande de dérogation pour la non-observation d'un critère de performance**

Préparé par le Département Afrique

Approuvé par Peter Allum et Thomas Dorsey

18 Novembre, 2010

**L'accord.** Le 14 juin 2010, le Conseil d'Administration a approuvé un accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) en faveur du Burkina Faso, avec un accès total de 46,154 millions de DTS (76,67 % de la quote-part).

**La mission.** La mission était composée de Mmes Kabedi-Mbuyi (Chef de mission), Diouf, et Adenauer (représentante résidente), et Messrs. Boutin-Dufresne et Lonkeng Ngouana (tous du Département Afrique). La mission s'est déroulée à Ouagadougou du 16 au 30 septembre 2010. L'équipe a rencontré M. Lucien N. Bembamba, Ministre de l'économie et des finances, M. Bolo Sanou, Directeur National de la BCEAO, et d'autres hauts responsables de l'Etat, ainsi que des représentants du secteur privé, des syndicats, de la société civile, des bailleurs de fonds et de la presse.

**Résultat de la mission.** La mise en œuvre du programme a été satisfaisante dans l'ensemble. A fin juin 2010, les autorités avaient respecté tous les repères structurels et tous les critères de réalisation quantitatifs, à l'exception d'un. Elles demandent une dérogation pour la non-observation du critère de réalisation ayant trait au déficit global, due à un retard de décaissement de dons budgétaires. Les services du FMI appuient la demande des autorités car il s'agit d'un manquement temporaire. Les dons budgétaires attendus en juin ayant été décaissés en août, les autorités pensent pouvoir atteindre l'objectif budgétaire de fin décembre. Les services du FMI recommandent la conclusion de la première revue au titre de la FEC étant donné les résultats enregistrés dans la mise en œuvre du programme, et les engagements pris par les autorités dans la lettre d'intention ci-jointe.

| Table des matières   | Page |
|--|------|
| Résumé analytique  |      |
| Résumé analytique .....  | 4    |
| I. Evolution récente et perspectives à court terme .....   | 5    |
| II. Résultats de la mise en œuvre du programme.....  | 7    |
| III. Entretiens de politique économique.....   | 8    |
| A. Renforcer et diversifier la croissance.....   | 8    |
| B. Améliorer la viabilité budgétaire.....  | 12   |
| C. Faire face à la vulnérabilité du secteur extérieur.....   | 15   |
| IV. Modalités du programme et risques.....   | 16   |
| V. Evaluation par les services du FMI.....   | 19   |
| <br>Tableaux   |      |
| 1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2007–14.....  | 20   |
| 2. Balance des paiements, 2007–14 .....  | 21   |
| 3. Situation monétaire, 2007–11 .....  | 22   |
| 4. Opérations consolidées de l’administration centrale, 2007–14 .....  | 23   |
| 5. Indicateurs de la capacité à rembourser le FMI, 2008–14 .....   | 25   |
| 6. Calendrier des décaissements au titre de l’accord de la Facilité élargie de crédit<br>(FEC), 2010–13.....                     | 26   |
| 7. Dépenses sociales en faveur de la réduction de la pauvreté, 2001–10 .....   | 27   |
| 8. Principaux indicateurs des objectifs du millénaire pour le développement (OMD),<br>1990–2008.....                             | 28   |
| <br>Graphiques   |      |
| 1. Eléments de comparaison entre le Burkina Faso et l’UEMOA: évolution<br>économique récente et perspectives à moyen terme ..... | 10   |
| 2. Indicateurs budgétaires, 2002–13 .....  | 13   |
| 3. Financement sur le marché obligataire régional de l’UEMOA, 2007–13 .....  | 14   |
| 4. Indicateurs du secteur extérieur, 2005–13 .....   | 17   |
| 5. Indicateurs d’Endettement extérieur générés par les scénarios alternatifs,<br>2010–2030.....                                  | 18   |
| <br>Annexe I. Lettre d’intention.....  |      |
| Pièce jointe I. Mémoire de politique économique et financière pour 2010–11 ...   | 32   |
| Pièce jointe II. Protocole d’accord technique .....  | 45   |

**Liste des sigles**

|         |  |
|---------|--|
| BCEAO   | Banque centrale des états d'Afrique de l'ouest                           |
| BIC     | Bénéfices industriels et commerciaux (impôt sur)                         |
| BSNF    | Biens et services non facteurs   |
| CPIA    | Evaluation de la politique et des institutions nationales                |
| DeMPA   | Evaluation des résultats de la gestion de la dette                       |
| DGE     | Direction des grandes entreprises  |
| DME     | Division des moyennes entreprises  |
| DSRP    | Document de stratégie de réduction de la pauvreté                        |
| GFP     | Gestion des finances publiques   |
| IGF     | Inspection Générale des Finances   |
| MCC     | Millénium Challenge Corporation  |
| MPEF    | Mémorandum de politique économique et financière                         |
| OHADA   | Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires       |
| RNB     | Revenu national brut   |
| SCADD   | Stratégie pour une Croissance Accélérée et pour le Développement Durable |
| SOFITEX | Société Burkinabè des Fibres Textiles                                    |
| TCER    | Taux de change effectif réel   |
| TVA     | Taxe sur la valeur ajoutée   |
| UEMOA   | Union économique et monétaire ouest-africaine                            |
| VA      | Valeur actualisée  |

## RESUME ANALYTIQUE

- **La reprise économique a continué au cours du premier semestre 2010, et les perspectives à court terme se sont améliorées.** Le secteur privé a connu un regain d'activité, et la production agricole a progressé grâce à des conditions climatiques favorables, limitant ainsi les pressions inflationnistes. Etant donné l'amélioration des perspectives dans les secteurs cotonnier et minier, la croissance économique en 2010-2011 devrait être supérieure aux projections initiales.
- **La mise en œuvre du programme a été bonne dans l'ensemble.** Les autorités ont satisfait tous les critères de réalisation quantitatifs fixés pour fin juin, sauf un. En effet, le plafond fixé pour le critère de réalisation portant sur le déficit global (base engagement, y compris dons) a été dépassé car la plus grande partie des dons budgétaires programmés pour fin juin n'a été décaissé qu'en août. Les autorités ont respecté les repères structurels prévus jusqu'à fin septembre et ont fait des progrès dans la mise en œuvre des mesures programmées pour le reste de l'année.
- **L'assainissement des finances publiques est essentiel pour la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette du Burkina Faso.** Les autorités axent leur stratégie budgétaire à moyen terme sur une meilleure mobilisation des recettes et une augmentation des dépenses dans les domaines prioritaires. Elles comptent renforcer davantage l'efficacité de l'administration fiscale et intensifier les mesures destinées à lutter contre la fraude. Elles prévoient d'accroître les dépenses d'investissement, notamment pour reconstruire les infrastructures endommagées par les inondations de 2009-2010 et soutenir la croissance économique.
- **Les réformes structurelles restent axées sur un nombre restreint de domaines prioritaires qui sous-tendent la stabilité macroéconomique et la croissance.** Les mesures prises dans le cadre du programme sont destinées à améliorer le recouvrement des recettes et la gestion des dépenses, à renforcer la viabilité financière du secteur cotonnier, à encourager l'intermédiation financière et à soutenir le développement du secteur privé.
- **La position extérieure du Burkina Faso demeure fragile.** Les exportations restent limitées à quelques produits et le risque de surendettement est élevé. Pour faire face à ces facteurs de vulnérabilité, les autorités entendent développer les possibilités de diversification des exportations, notamment dans les secteurs agricole et minier, et demeurent déterminées à rester prudents dans leurs politiques d'emprunt.
- **Les chocs liés aux termes de l'échange et aux conditions climatiques sont les principaux risques qui pèsent sur les perspectives économiques,** car ils peuvent entraîner des dépenses supplémentaires et entraver l'assainissement des finances

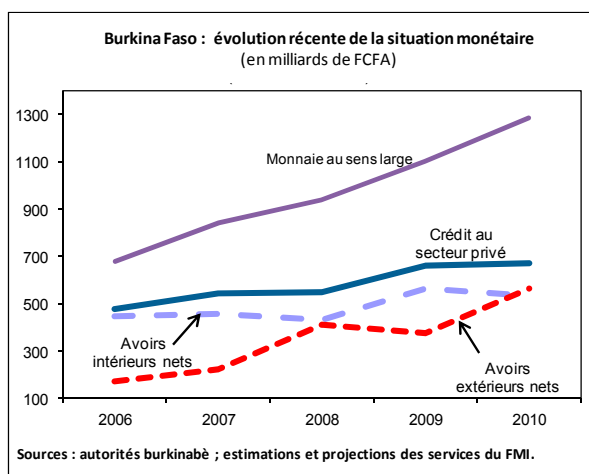
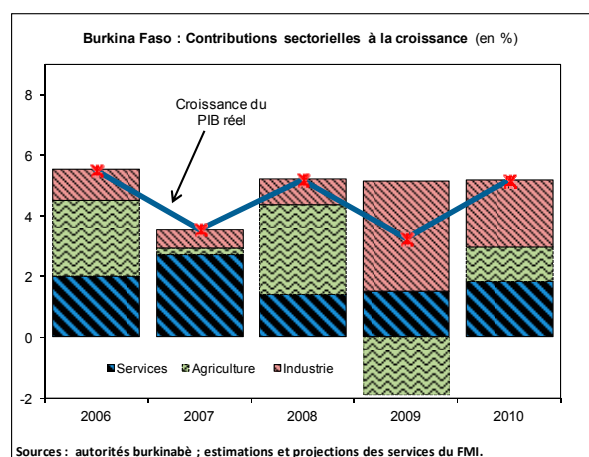
publiques. La mise en œuvre efficace de réformes génératrices de croissance et les progrès dans la diversification des exportations permettraient d'atténuer ces risques.

- **Les autorités demandent une dérogation pour la non-observation du critère de réalisation sur le déficit global à fin juin.** Les services du FMI soutiennent cette demande étant donné que le dépassement du plafond programmé a été temporaire. Ils recommandent la conclusion de la première revue au titre de la FEC sur la base des résultats enregistrés dans la mise en œuvre du programme, et des engagements pris par les autorités.

## I. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES A COURT TERME

### 1. L'évolution macroéconomique récente laisse présager une amélioration des perspectives à court terme (tableaux 1–3).

- *L'activité économique s'est renforcée et la croissance devrait dépasser les prévisions.* Le secteur privé a connu un regain d'activité, grâce essentiellement à l'augmentation des productions agricole et minière.
- *L'inflation a été faible.* Le taux moyen d'inflation a régressé de 1 % en juin, en raison surtout de l'augmentation de l'offre de produits alimentaires. Il est estimé à 0,1 % pour l'année.
- *L'amélioration des termes de l'échange a permis de renforcer la position extérieure.* Grâce au redressement des cours mondiaux du coton et à la hausse des cours de l'or, la position extérieure ne devrait se détériorer que très légèrement par rapport à 2009.
- *La masse monétaire s'est nettement accrue à fin juin,* en raison surtout d'une hausse des avoirs extérieurs nets, traduisant l'amélioration de la position extérieure. Le crédit à l'économie s'est renforcé en même temps que la reprise économique, et les crédits nets à l'Etat ont augmenté.



**2. La politique budgétaire a été dans l'ensemble prudente durant la période précédant l'élection présidentielle de novembre, et les objectifs de fin d'année sont réalisables** (tableau 1 du corps du texte ; MPEF ¶ 4–5).

- *Les recettes ont dépassé les objectifs à fin juin et devraient être supérieures aux prévisions annuelles du programme.* Elles devraient en effet progresser à 15,6 % du PIB en 2010 (contre 13,9 % prévu dans le programme), grâce à la mise en œuvre de mesures administratives, notamment le suivi plus rapproché des régies de recouvrement et l'intensification des efforts de lutte contre la fraude fiscale ; associée à des recettes non fiscales exceptionnelles à hauteur de 1,4 % du PIB, provenant du renouvellement des licences de téléphonie mobile.
- *Les dépenses ont été légèrement inférieures aux prévisions du programme à fin juin. Elles devraient progresser au second semestre en raison de la hausse des dépenses d'investissement.* L'exécution du budget d'investissement est affectée par la faible capacité administrative et les goulots d'étranglement dans les procédures de passation de marchés. Les autorités ont pris des mesures pour accélérer l'exécution des investissements en 2010–11, notamment à travers la préparation précoce des projets d'investissement. Les autorités ont effectuées de janvier à avril 2010, des dépenses liées à des crédits budgétaires de 2009 totalisant 1,6 % du PIB. Les autorités ont convenu avec les services du FMI que la clôture du budget 2009 en avril 2010 n'était pas conforme à la réglementation en vigueur selon laquelle le mois de décembre marque la fin de l'exercice budgétaire. Elles ont expliqué que ces dépenses ponctuelles concernaient des programmes approuvés par le parlement en 2009 pour faire face aux effets des chocs exogènes, y compris les inondations de septembre 2009 et la récession économique mondiale.
- *Les mesures prises par les autorités suite aux inondations de juillet ne devraient pas peser sur le budget 2010.* Les autorités ont alloué près de 4 milliards de FCFA à l'aide humanitaire aux victimes des inondations et sont en train d'évaluer les dégâts causés aux infrastructures.

Tableau 1. Burkina Faso : Principaux indicateurs budgétaires, 2008–10  
(En % du PIB)

|                                      | 2008 | 2009  | 2010      |       |       |       |
|--------------------------------------|------|-------|-----------|-------|-------|-------|
|                                      |      |       | Janv–Juin |       | Année |       |
|                                      |      |       | Prog.     | Proj. | Prog. | Proj. |
| Total recettes et dons               | 17.1 | 19.4  | 10.2      | 8.5   | 20.1  | 22.0  |
| Recettes Totales                     | 13.1 | 13.5  | 7.0       | 7.3   | 13.9  | 15.6  |
| Recettes fiscales                    | 12.1 | 12.4  | 6.6       | 6.7   | 12.8  | 13.0  |
| Recettes non fiscales                | 1.1  | 1.1   | 0.4       | 0.6   | 1.0   | 2.6   |
| Dons                                 | 4.0  | 5.8   | 3.1       | 1.3   | 6.3   | 6.4   |
| Projet                               | 1.6  | 2.2   | 1.4       | 0.6   | 2.9   | 2.8   |
| Programme                            | 2.4  | 3.7   | 1.7       | 0.7   | 3.4   | 3.5   |
| Total dépenses et prêts nets         | 21.6 | 24.1  | 12.3      | 12.1  | 25.1  | 26.8  |
| Dépenses courantes                   | 12.3 | 12.5  | 6.2       | 6.2   | 12.6  | 12.4  |
| Masse salariale                      | 5.4  | 5.7   | 2.8       | 2.6   | 5.7   | 5.7   |
| Dépenses non salariales              | 6.9  | 6.8   | 3.4       | 3.6   | 6.9   | 6.7   |
| Dépenses d'investissement            | 8.9  | 11.5  | 6.1       | 4.4   | 12.4  | 12.9  |
| Financées sur ressources intérieures | 5.4  | 6.6   | 3.0       | 2.1   | 6.0   | 6.5   |
| Financées sur ressources extérieures | 3.5  | 4.9   | 3.2       | 2.2   | 6.4   | 6.3   |
| Dépenses non classées                | 0.0  | 0.0   | 0.0       | 1.6   | 0.0   | 1.6   |
| Prêts nets                           | 0.3  | 0.1   | 0.0       | -0.1  | 0.2   | -0.1  |
| Solde global (base engagement)       |      |       |           |       |       |       |
| Dons inclus                          | -4.5 | -4.7  | -2.1      | -3.5  | -5.0  | -4.8  |
| Dons exclus                          | -8.4 | -10.6 | -5.3      | -4.8  | -11.3 | -11.2 |

Sources : autorités burkinabè ; estimations et projections des services du FMI.

## II. RESULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

### 3. Les résultats de la mise en œuvre du programme ont été dans l'ensemble satisfaisants (MPEF ¶ 8–11; tableaux 1 et 2).

- *Les autorités ont satisfait tous les repères structurels à fin juin et ont fait des progrès dans la mise en œuvre des autres réformes structurelles.* Elles ont adopté les textes juridiques mettant en place la réforme fiscale approuvée par le parlement en janvier 2010 et ont préparé le premier rapport trimestriel sur les dépenses pour la réduction de la pauvreté. Les repères structurels à fin septembre ont également été satisfaits et la mise en place des mesures programmées pour décembre est bien avancée.
- *Les critères de réalisation quantitatifs et les objectifs indicatifs ont pour la plupart été respectés.* Le gouvernement a maintenu une bonne politique d'endettement extérieur et n'a pas accumulé d'arriérés de paiement. Les objectifs indicatifs liés aux recettes et au taux de grands contribuables non déclarants ont été dépassés. Cependant, les dépenses sociales prioritaires ont été légèrement en dessous du niveau



ciblé. Les autorités demandent une dérogation pour la non-observation du critère de réalisation portant sur le déficit budgétaire global (base engagement, y compris dons) qui a dépassé l'objectif fixé pour fin juin d'environ 0,9% du PIB, car des dons budgétaires programmés pour fin juin n'ont été décaissés qu'en août à cause de retards administratifs. Etant donné que les nouvelles prévisions d'aide budgétaire pour 2010 sont supérieures à ce qui avait été programmé, le gouvernement pense pouvoir respecter le critère de réalisation de fin décembre sur le déficit global.

### III. DISCUSSIONS DES POLITIQUES ECONOMIQUES

4. **Les autorités ont réitéré leur détermination à mettre en œuvre des politiques appropriées afin d'accélérer la croissance et réduire la pauvreté.** Les discussions se sont articulées autour de trois questions fondamentales: (i) renforcer et diversifier la croissance; (ii) améliorer la viabilité budgétaire; et (iii) faire face aux facteurs de vulnérabilité extérieurs. Les services du FMI se sont entendus avec les autorités sur de nouvelles mesures de réformes structurelles pour 2011 devant contribuer à atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus (tableau 2 du corps du texte; tableau 2 du MPEF).

| Mesures   | Objectif                                  | Échéance |
|---|---|----------|
| Préparer un audit des systèmes d'engagement de dépenses dans les ministères dépensiers  | Améliorer la gestion des dépenses         | Juin     |
| Mettre en œuvre un nouveau système de tarification et d'imposition des produits pétroliers                                    | Réduire les subventions                   | Juin     |
| Mettre en place un système informatisé d'évaluation des marchandises à deux postes douaniers                                  | Renforcer la mobilisation des recettes    | Décembre |
| Mettre en place un guichet unique de dédouanement   | Améliorer le climat des affaires          | Décembre |
| Mettre en œuvre les mesures clés de la nouvelle stratégie du secteur de la microfinance                                       | Améliorer l'accès aux services financiers | Juin     |
| Terminer le recensement de la fonction publique et harmoniser le système de la solde avec le registre de la fonction publique | Améliorer la politique salariale          | Décembre |

#### A. Renforcer et diversifier la croissance

5. **Les politiques économiques gouvernementales visent à atteindre les objectifs suivants à l'horizon 2013** (tableau 3 du corps du texte): (i) une croissance du PIB réel supérieure à 6 %; (ii) un taux moyen d'inflation de 2 %, légèrement inférieur au critère de convergence régionale; et (iii) un déficit courant de la balance des paiements (hors transferts officiels) d'environ 11 % du PIB. Ces objectifs sont conformes au DSRP du gouvernement. Le Burkina Faso présente des perspectives à moyen terme semblables à celles des autres pays de l'UEMOA, avec toutefois de meilleures perspectives de croissance et d'inflation (graphique 1).

Tableau 3. Burkina Faso : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2010–13  
(Unités indiquées)

|   | Projections du programme initial FEC <sup>1</sup> |       |       |       | Projections révisées |      |       |       |
|---|---|-------|-------|-------|----------------------|------|-------|-------|
|   | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2010                 | 2011 | 2012  | 2013  |
| <b>PIB et prix</b>  |   |       |       |       |                      |      |       |       |
| PIB réel <sup>2</sup>   | 4.4   | 4.7   | 5.5   | 6.2   | 5.2                  | 5.5  | 5.6   | 6.2   |
| Prix à la consommation (moyenne pour la période) <sup>2</sup>             | 2.3   | 2.0   | 2.0   | 2.0   | 0.2                  | 2.0  | 2.0   | 2.0   |
| Investissements intérieurs bruts <sup>3</sup>                             | 21.2  | 20.8  | 21.5  | 23.0  | 22.8                 | 24.5 | 25.3  | 26.0  |
| <b>Indicateurs budgétaires<sup>3</sup></b>                                |   |       |       |       |                      |      |       |       |
| Recettes totales  | 13.9  | 14.9  | 15.4  | 15.9  | 15.6                 | 15.7 | 16.1  | 17.0  |
| Dépenses totales  | 25.1  | 24.9  | 24.8  | 24.7  | 26.8                 | 25.2 | 25.3  | 25.6  |
| Solde primaire de base  | -4.5  | -1.1  | -0.7  | -0.5  | -4.4                 | -2.7 | -1.9  | -1.2  |
| Solde budgétaire global (hors dons)                                       | -11.3   | -9.9  | -9.4  | -8.9  | -11.2                | -9.6 | -9.2  | -8.6  |
| <b>Indicateurs de la balance des paiements</b>                            |   |       |       |       |                      |      |       |       |
| Solde des transactions courantes (hors transferts officiels) <sup>3</sup> | -13.1   | -13.7 | -13.1 | -11.7 | -9.3                 | -9.6 | -11.3 | -11.0 |
| Exportations <sup>2</sup>   |   |       |       |       |                      |      |       |       |
| Coton   |   |       |       |       |                      |      |       |       |
| volume  | -15.1   | 8.9   | 10.5  | 12.0  | -20.4                | 37.5 | 16.0  | 15.0  |
| prix (\$ EU cents par livre)  | 22.7  | 1.3   | 0.0   | 0.0   | 35.5                 | -5.9 | -2.5  | 0.0   |
| Or  |   |       |       |       |                      |      |       |       |
| volume  | 48.2  | 21.0  | 17.1  | 3.9   | 52.5                 | 40.0 | 7.6   | 6.4   |
| prix (\$ EU pour une once)  | 15.5  | 1.0   | 2.4   | 3.4   | 21.6                 | 3.1  | 2.0   | 2.9   |
| Importation de biens (valeur, fâb) <sup>2</sup>                           | 24.7  | 13.6  | 9.7   | 2.5   | 23.7                 | 23.3 | 14.9  | 6.9   |
| Produits pétroliers (part dans les importations de biens)                 | 34.3  | 32.6  | 29.9  | 30.5  | 29.8                 | 27.9 | 31.5  | 32.2  |
| Prix moyen au comptant du pétrole (\$EU par baril) <sup>2</sup>           | 29.5  | 3.8   | 1.5   | 0.9   | 23.3                 | 3.3  | 4.4   | 3.0   |

Sources : autorités burkibabè ; estimations et projections des services du FMI.

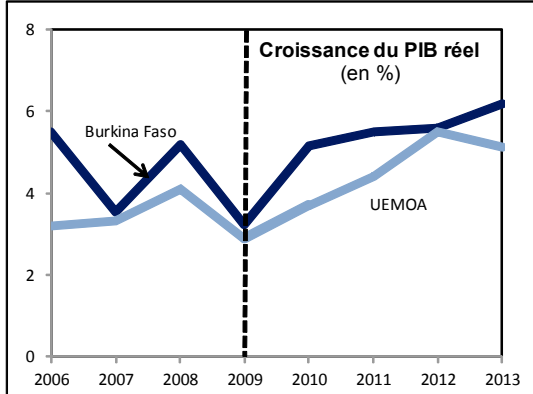
<sup>1</sup> Rapport des services du FMI sur les économies nationales 10/197.

<sup>2</sup> Variation annuelle en %.

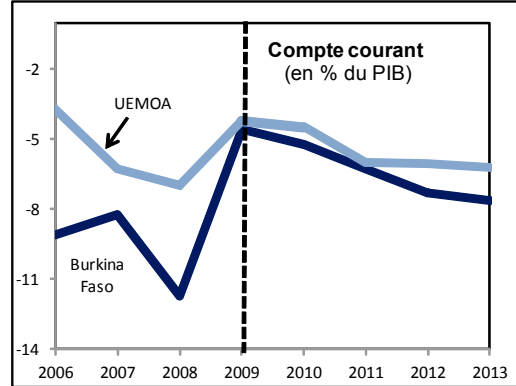
<sup>3</sup> En % du PIB.

**Graphique 1. Eléments de comparaison entre le Burkina Faso et les autres pays de l'UEMOA : évolution économique récente et perspectives à moyen terme**

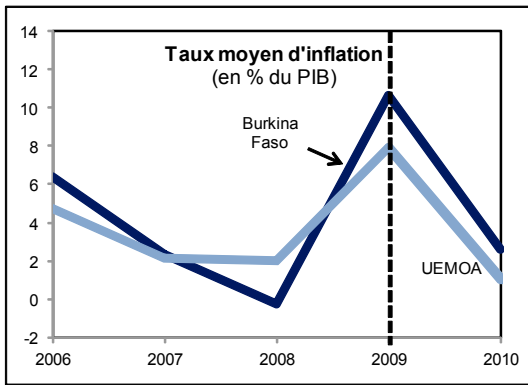
*La croissance continue à dépasser la moyenne de l'UEMOA.*



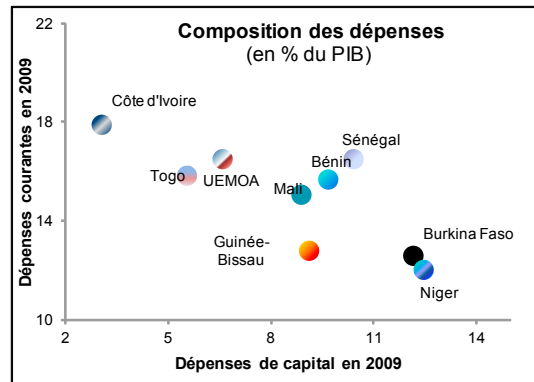
*Les résultats du compte courant ont été dopés par les exportations d'or, ...*



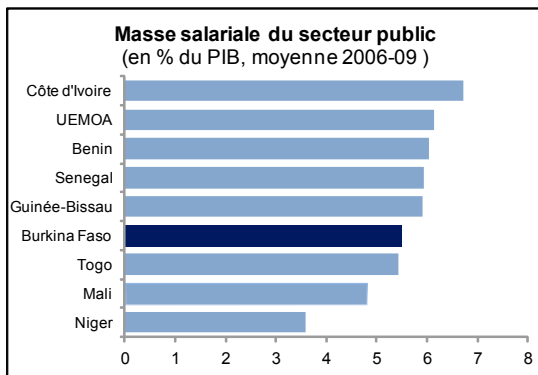
*... et l'inflation régresse après une forte hausse en 2008.*



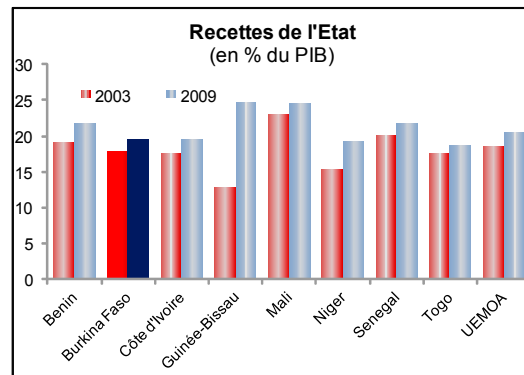
*La composition des dépenses publiques est favorable à l'investissement.*



*La masse salariale du secteur public est modérée et légèrement inférieure à la moyenne régionale.*



*La hausse des recettes est cependant restée relativement timide.*



Sources : autorités burkinabè ; estimations et projections des services du FMI.

6. **Les secteurs agricole, cotonnier et minier sont les principales sources de croissance.** Promouvoir leur développement fait donc partie des priorités de politique économique pour les autorités. Leur vulnérabilité aux chocs climatiques et des termes de l'échange rend incertaines les perspectives de croissance à moyen terme, et met en évidence l'importance pour les autorités de faire avancer leur programme de réformes structurelles afin de préserver la stabilité macroéconomique.

- *La production agricole, notamment céréalière, devrait augmenter grâce aux mesures de soutien au secteur adoptées au cours des dernières années, et contribuer à contenir les pressions inflationnistes.* Le gouvernement compte renforcer son soutien à l'agriculture par des initiatives de diversification des exportations. Cependant, il fait face à des contraintes de financement.
- *Les perspectives de la filière cotonnière sont meilleures et le gouvernement accélère les réformes dans le secteur.* La production devrait augmenter, compte tenu: (i) du recours accru aux semences génétiquement modifiées, qui devrait permettre des gains de productivité; (ii) du redressement des cours mondiaux du coton; et (iii) de l'augmentation récente des prix aux producteurs. Les autorités ont convenu avec les services du FMI qu'il était important de poursuivre la réhabilitation du secteur coton afin d'en assurer la viabilité à moyen terme. Elles ont également convenu que l'amélioration des perspectives à court terme dans le secteur cotonnier représente une opportunité pour la mise en œuvre des réformes nécessaires et la réduction du poids qu'il exerce sur les finances publiques. Les autorités ont ainsi entamé des discussions avec la SOFITEX pour le remboursement des sommes payées par le trésor aux banques pour son compte en 2009–10, et elles ont mis en place une structure de suivi de la mise en œuvre des réformes. En outre, les principales mesures prévues pour 2010-11 visent à renforcer les capacités de gestion et d'évaluation des risques pour l'entreprise. Le gouvernement étudie avec d'autres acteurs de la filière, les perspectives d'amélioration du fonds de lissage, et de mise en place de nouveaux dispositifs de financement des intrants (MPEF ¶ 24 et tableau 2).
- *Les perspectives de moyen terme du secteur minier se sont améliorées.* La production d'or devrait augmenter car des nouvelles mines deviennent opérationnelles, et la plus grande mine accélère sa production afin de tirer profit de la hausse des cours mondiaux. Il y a également de bonnes perspectives pour l'exploitation d'autres minerais, et le gouvernement poursuit des discussions avec d'éventuels investisseurs, notamment en ce qui concerne le manganèse, le cuivre, le fer et le zinc.

7. **En vue d'accélérer une croissance diversifiée, les autorités prévoient d'accroître les investissements publics et d'améliorer le climat des affaires.** Dans le cadre de la nouvelle stratégie de croissance (SCADD) devant être adoptée en début 2011, le gouvernement compte atteindre une croissance à deux chiffres d'ici 2013. Pour y parvenir, il

prévoit d'augmenter considérablement les investissements publics, notamment en infrastructures. Cependant les autorités partagent l'avis des services du FMI quant à l'importance de prendre des mesures plus ambitieuses afin d'accroître l'efficacité de l'exécution du budget d'investissement public, et la nécessité d'évaluer les différentes solutions de financement en tenant compte de leurs conséquences sur l'accroissement et la viabilité de la dette. Pour encourager le développement du secteur privé, deux mesures sont prévues pour 2011: la mise en place d'un guichet unique pour accélérer les opérations de dédouanement des importations; et l'entrée en fonction des deux tribunaux de commerce créés en 2009. Pour ces derniers, le gouvernement a élaboré un cadre de dialogue constructif avec le secteur privé par le biais de la Chambre de Commerce. Dans le secteur financier, les autorités prévoient d'accélérer la mise en œuvre des mesures destinées à faciliter l'accès aux services financiers, notamment par la réhabilitation des deux banques en difficulté et le renforcement des établissements de microfinance (MPEF ¶ 26).

## **B. Améliorer la viabilité des finances publiques**

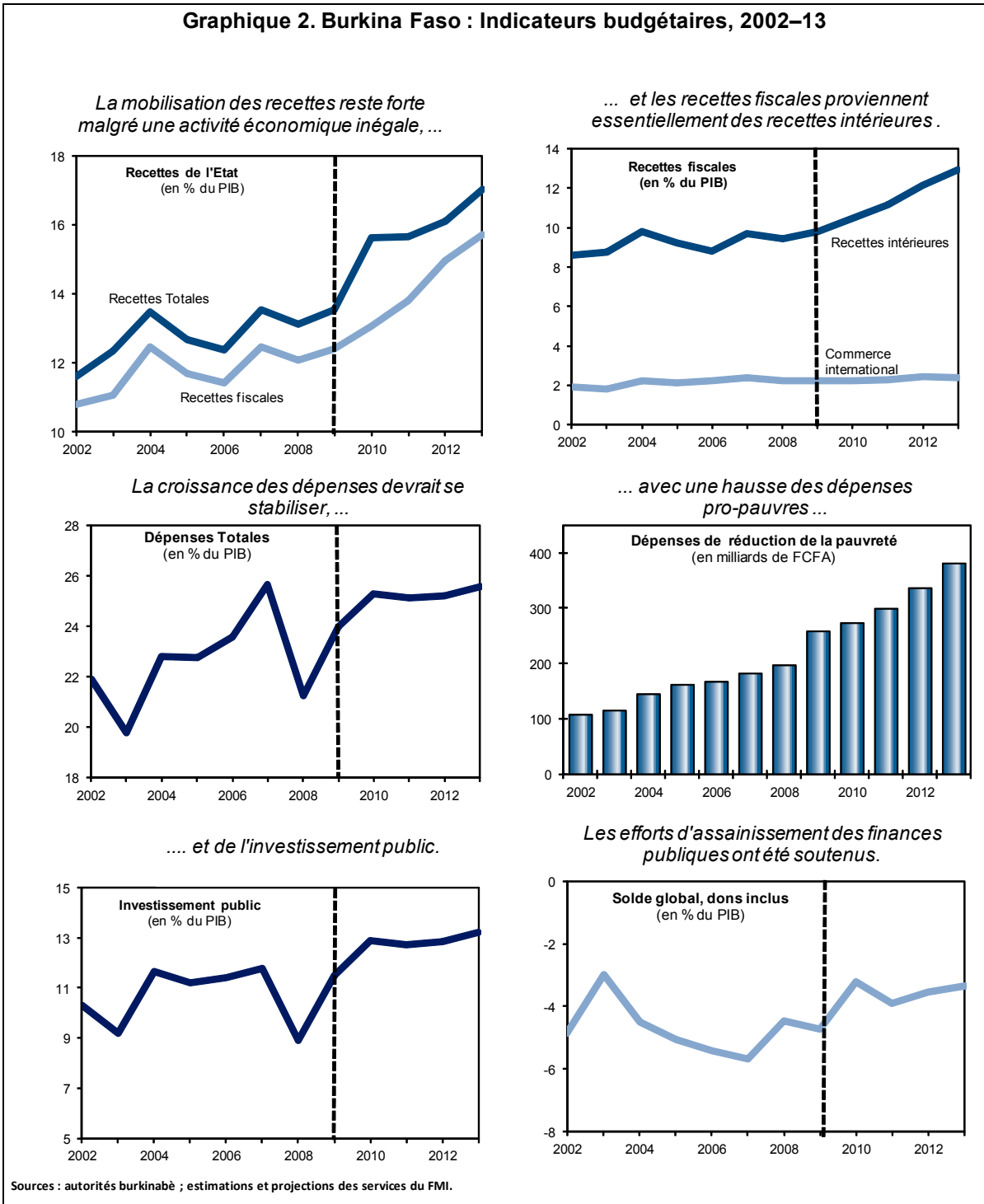
8. **La stratégie budgétaire de moyen terme des autorités vise à renforcer la viabilité des finances publiques par des efforts de mobilisation de recettes continus et la réforme de la dépense** (tableau 4, graphique 2). D'ici 2013, les recettes devraient atteindre 17 % du PIB, sous l'effet de l'amélioration continue de l'administration des impôts, des nouvelles mesures de politique fiscale, et de la hausse des recettes provenant du secteur minier. Les prochaines revues du programme fourniront l'occasion de convenir avec les autorités des mesures spécifiques de mobilisation de recettes. Les dépenses devraient se situer à 25,6 % du PIB, avec la hausse des dépenses d'investissement et des dépenses pro-pauvres. Le déficit budgétaire global devrait ainsi régresser à 3,9 % du PIB en 2011 (MPEF ¶ 15).

9. **Les recettes devraient progresser pour atteindre 15,7 % du PIB en 2011.** Les principales mesures prévues pour atteindre cet objectif sont : la mise en place de l'impôt sur les bénéficiaires dans le cadre de l'entrée en vigueur de la réforme fiscale de 2010 ; l'augmentation du taux d'accise sur les boissons alcoolisées qui passe de 25 à 30 %; la hausse des redevances sur l'or qui passent de 3 à 5 % du chiffre d'affaires. La mobilisation de recettes bénéficiera également des nouvelles ressources qui devraient provenir de la vente d'une quatrième licence de téléphonie mobile, et de l'amélioration de l'efficacité administrative. Cette dernière sera soutenue par : la mise en place d'un système informatisé d'évaluation des importations au service des douanes, et la création d'une division des moyennes entreprises au sein de la Direction des impôts afin de renforcer le suivi fiscal et d'encourager le civisme (MPEF ¶ 16).

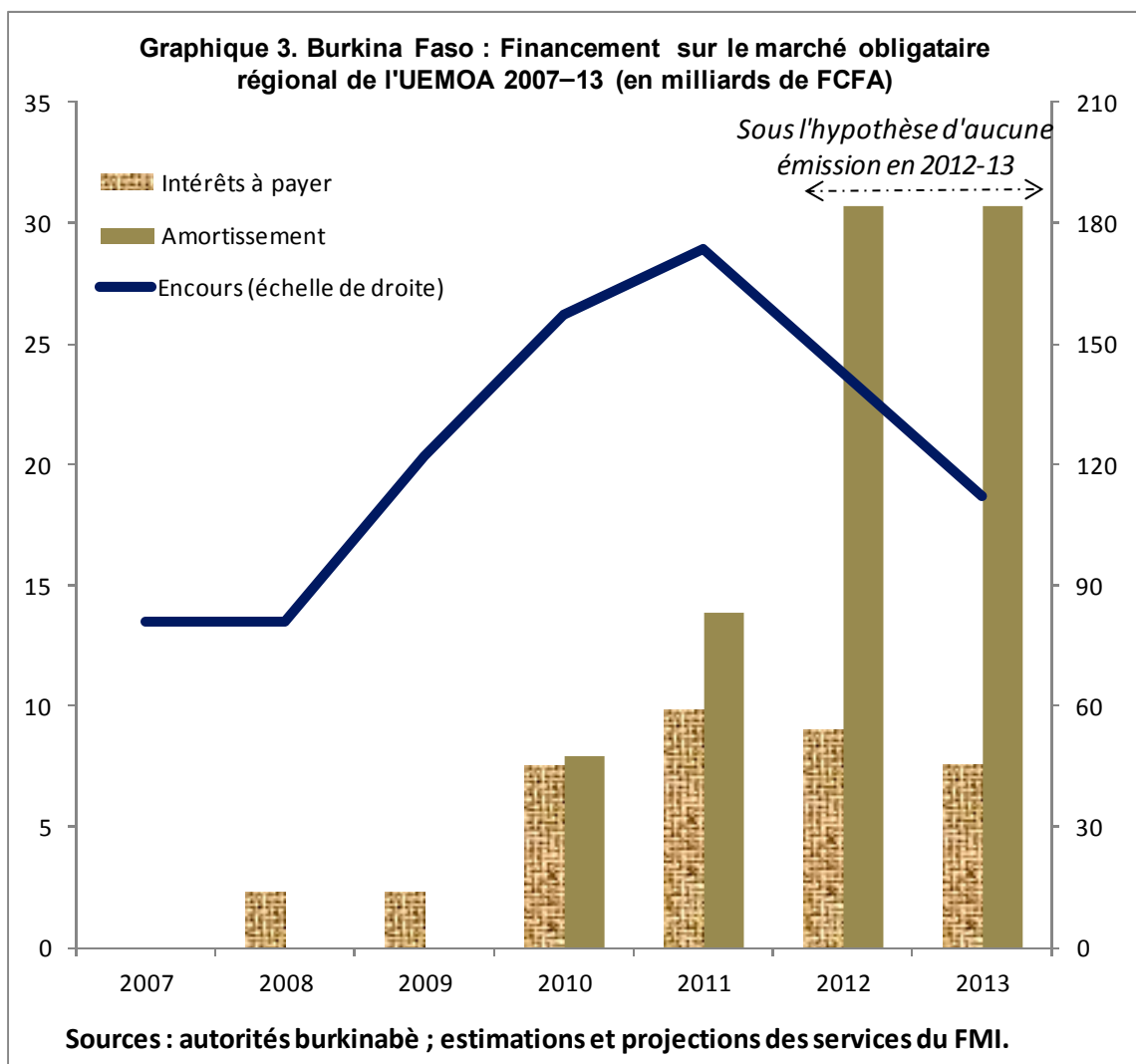
10. **Les dépenses devraient régresser pour se situer à 25 % du PIB en 2011**, une fois que les programmes d'investissement ponctuels de 2010 seront achevés. Les dépenses courantes devraient se stabiliser aux alentours de 12½ % du PIB. En raison de l'intensification des politiques sociales prévue par le gouvernement, les dépenses pro-pauvres

devraient atteindre 6½ % du PIB, en s'orientant prioritairement vers les domaines liés aux OMD (MPEF ¶ 12, 15, 17).

**Graphique 2. Burkina Faso : Indicateurs budgétaires, 2002–13**



11. **Le projet de loi de finances 2011 est conforme au cadrage du programme.** Il sera en grande partie financé par le soutien attendu des bailleurs de fonds et les décaissements programmés au titre de la FEC, qui seront complétés par l'émission d'obligations sur le marché régional de l'UEMOA. Les services du FMI ont attiré l'attention des autorités sur la hausse attendue du service de la dette intérieure (graphique 3) suite aux obligations émises au cours des années précédentes.<sup>1</sup>



<sup>1</sup> L'encours de titres obligataires émis par le Burkina Faso sur le marché régional représentait 3,7 % du PIB en fin 2010.

12. **Les réformes de la GFP sont axées sur la chaîne de la dépense et la gestion de la liquidité du trésor.** Le gouvernement prévoit de renforcer le respect des procédures d'exécution budgétaire, notamment en ce qui concerne la clôture de l'exercice. Afin d'éliminer les goulots d'étranglement et les retards dans l'exécution du budget, il entend préparer un audit des systèmes d'engagement des dépenses dans les ministères sectoriels, et de mettre en œuvre ses recommandations en 2011 (MPEF ¶ 22). La gestion des liquidités du trésor devrait également être améliorée grâce au nouveau système préparé en septembre.

13. **Les autorités prévoient de faire un recensement de la fonction publique en 2011 pour améliorer la politique salariale.** Les résultats de ce recensement permettront d'actualiser et d'harmoniser le fichier de la solde et de la fonction publique, et de mieux évaluer les besoins en recrutement (MPEF ¶ 25).

### C. Faire face à la vulnérabilité du secteur extérieur

14. **La position extérieure du Burkina Faso est fragile malgré des perspectives encourageantes pour 2010–11.** En dépit d'une hausse des exportations, le déficit des transactions courantes (hors transferts officiels) devrait se creuser et passer de 9,3 % du PIB en 2010 à 11 % en 2013, du fait de la détérioration des termes de l'échange et d'une forte demande d'importations engendrée par l'activité économique soutenue et la hausse des cours du pétrole (graphique 4). Le gouvernement est conscient que la diversification des exportations permettrait de réduire la vulnérabilité du pays aux chocs exogènes, notamment les fluctuations des termes de l'échange. Il est recherché des opportunités de diversification, particulièrement dans les secteurs agricole et minier. Dans ce contexte, la conclusion positive des récentes discussions avec un investisseur privé pour une société textile est encourageante.

15. **Les autorités ont convenu avec les services du FMI de la nécessité de maintenir des politiques d'endettement prudentes et de renforcer la gestion de la dette.** Les services du FMI ont souligné que le Burkina Faso devrait continuer à faire recours aux dons et aux prêts hautement concessionnels pour répondre à ses besoins de financement. Ils ont également attiré l'attention des autorités sur le risque élevé de surendettement qui pèse sur le pays, comme l'a montré la dernière analyse de viabilité de la dette<sup>2</sup> (graphique 5). Ils ont également encouragé les autorités à réaliser une nouvelle évaluation de la gestion de la dette en collaboration avec la Banque mondiale et à renforcer leur capacité de gestion en améliorant les équipements et en intensifiant la formation au sein de la direction de la dette publique (MPEF ¶ 20–21).

---

<sup>2</sup> Rapport des services du FMI sur les économies nationales N° 10/197 (Juillet 2010).



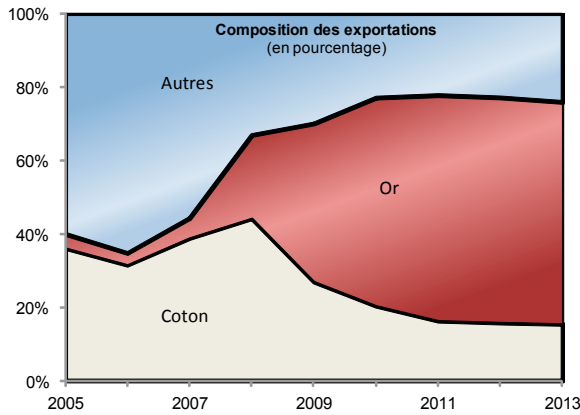
#### IV. MODALITES DU PROGRAMME ET RISQUES

16. **Le programme prévoit des repères structurels et des objectifs quantitatifs** (tableaux 1 et 2 du MPEF) qui permettent un suivi semestriel de la performance. Il fixe des critères de réalisation quantitatifs pour juin et décembre 2011 et des objectifs indicatifs pour mars et septembre 2011. Les mesures de conditionnalité structurelles ont pour but de renforcer l'assainissement des finances publiques, la réhabilitation du secteur cotonnier, l'intermédiation financière, et l'amélioration du climat des affaires.

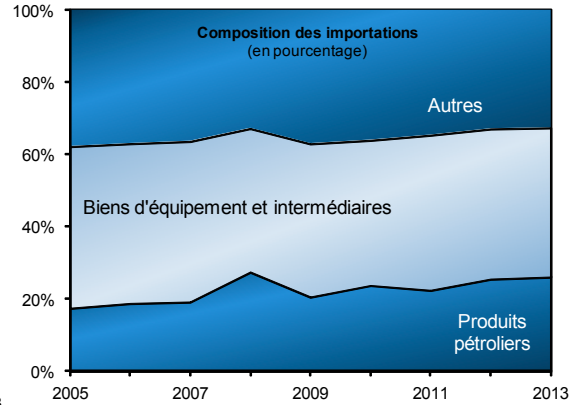
17. **Les chocs liés aux termes de l'échange et aux conditions climatiques sont les principaux risques qui pèsent sur les perspectives économiques** car ils peuvent entraîner des dépenses supplémentaires et entraver l'assainissement des finances publiques. Une mobilisation insuffisante des recettes, combinée à un manque d'appui budgétaire pourraient aussi constituer d'éventuels risques. Si ces scénarii devaient se matérialiser, les possibilités de financer le programme d'investissement prévu dans le budget de 2011 et à moyen terme seraient limitées. A ce titre, une mise en œuvre efficiente des politiques programmées et des progrès dans la diversification des exportations contribueraient à atténuer ces risques.

**Graphique 4. Burkina Faso : Indicateurs du secteur extérieur, 2005–13**

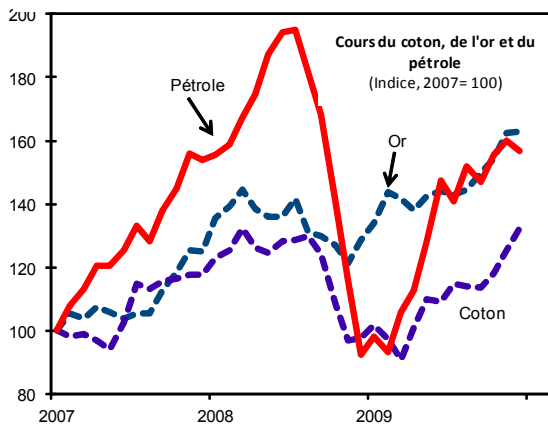
*Le coton et l'or prédominent dans la balance commerciale, ...*



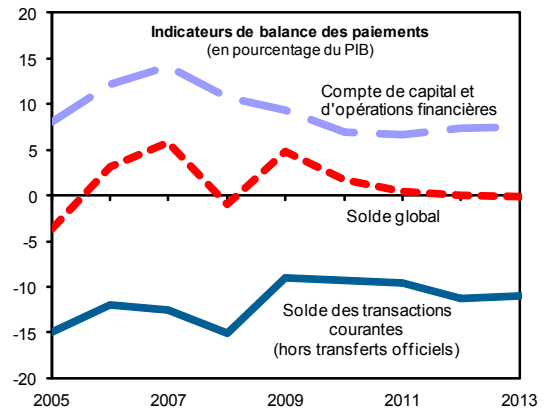
*... et le pétrole représente environ un tiers des importations, ...*



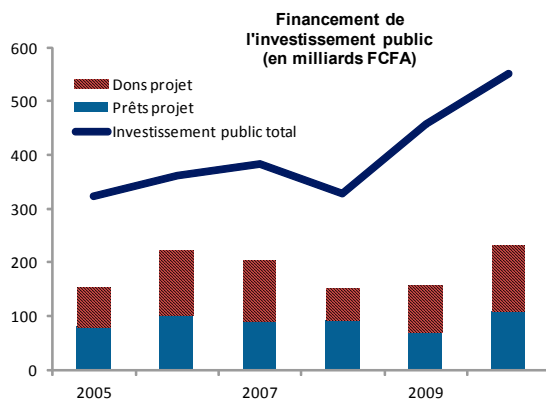
*... d'où une vulnérabilité de la situation extérieure aux chocs des termes de l'échange.*



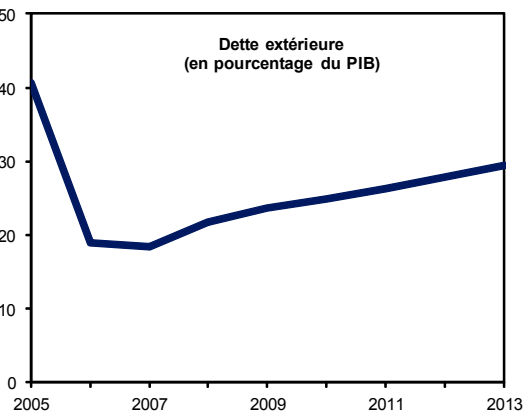
*Après s'être améliorée en 2009, la position extérieure devrait se détériorer.*



*Il existe une grande dépendance à l'égard des emprunts extérieurs pour investir, ...*

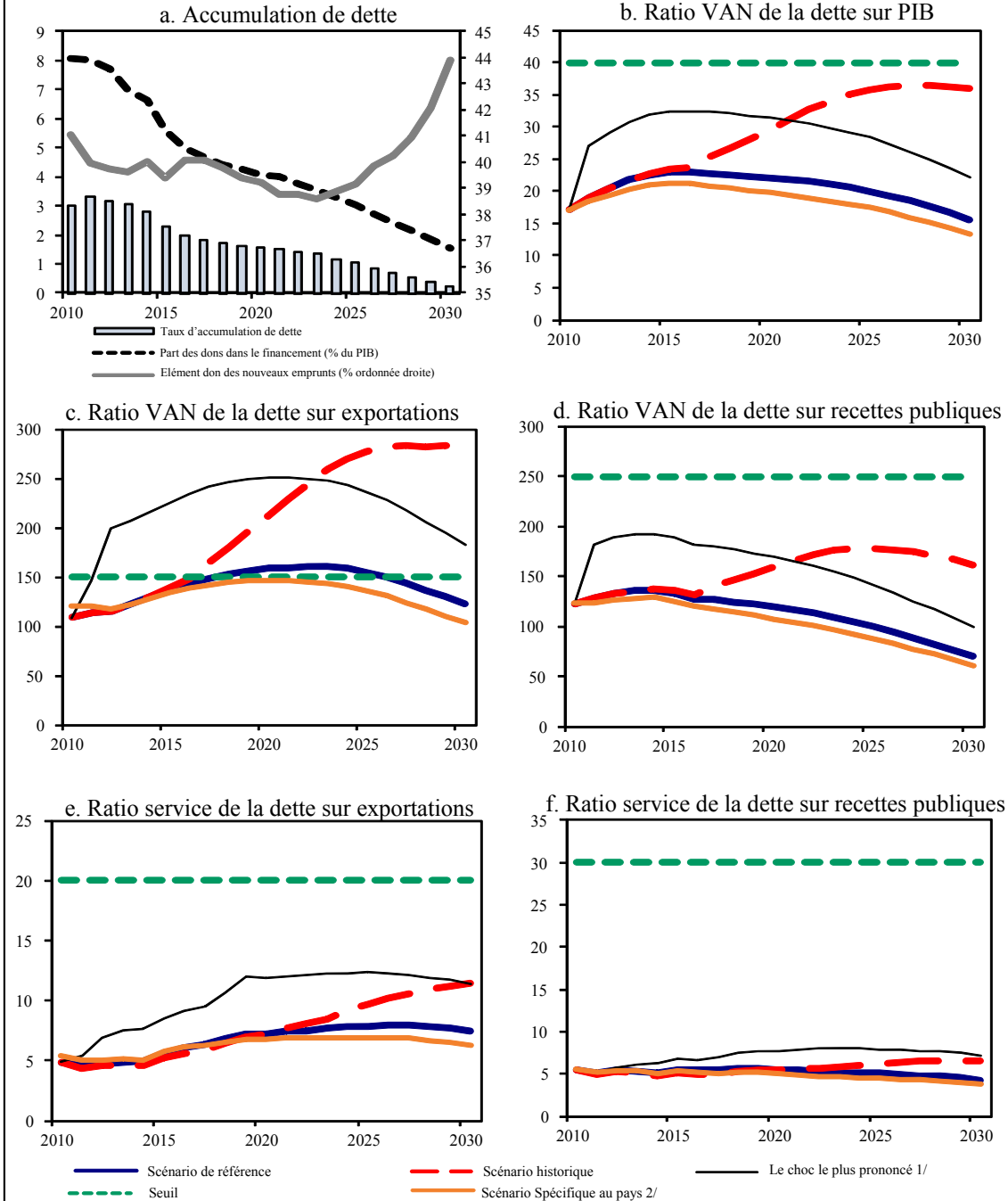


*... et l'endettement extérieur s'accroît.*



Sources : autorités burkinabè ; estimations et projections des services du FMI.

**Graphique 5. Burkina Faso : Indicateurs d'Endettement Extérieur Générés par les Scénarios Alternatifs, 2010–2030 1/**



Sources : Projections et simulations des services du FMI.

(Rapport des services du FMI sur les économies nationales N° 10/197 (Juillet 2010))

1/ Le choc le plus prononcé est celui qui génère le plus grand ratio en 2020. Dans le graphique b., Il correspond à un choc Scénario Spécifique au pays; dans le graphique c., à un choc Scénario Spécifique au pays; dans le graphique d., à un choc Scénario Spécifique au pays; dans le graphique e., à un choc Scénario Spécifique au pays et dans le graphique f., à un choc Scénario Spécifique au pays.

2/ Scénario de multiplication de la dette spécifique au pays et dont 60% des besoins financiers sont comblés à travers des dons.

## V. EVALUATION DES SERVICES DU FMI

18. **Les perspectives macroéconomiques se sont améliorées, et la croissance économique devrait être supérieure aux prévisions pour 2010–11.** Les secteurs agricole, cotonnier et minier restent les principales sources de croissance. Du fait de la vulnérabilité de ces derniers aux chocs exogènes, les services du FMI invitent les autorités à accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles de façon à soutenir une croissance diversifiée et à maintenir la stabilité macroéconomique.

19. **Les services du FMI félicitent le gouvernement de sa détermination à mettre en œuvre des politiques économiques saines et l’encouragent à mener le programme de réformes à son terme.** Ils l’invitent tout particulièrement à donner un nouvel élan aux réformes de la GFP, notamment en matière de gestion des dépenses, à éviter la réapparition de retards dans la clôture de l’exercice budgétaire comme ce fut le cas pour le budget 2009, et à accélérer la mise en œuvre des réformes du secteur financier.

20. **Les services du FMI invitent les autorités à maintenir leurs efforts de mobilisation des recettes afin d’améliorer la viabilité des finances publiques.** Les mesures de politique et d’administration fiscale envisagées dans le cadre du programme devraient permettre aux autorités d’atteindre leurs objectifs budgétaires à moyen terme. Les services du FMI incitent les autorités à améliorer l’efficacité des investissements publics de façon à soutenir les gains de productivité dans le secteur privé et à stimuler la croissance.

21. **La position extérieure du Burkina Faso est fragile et le risque de surendettement est élevé.** Les services du FMI encouragent le gouvernement à explorer les opportunités de diversification tout en maintenant des politiques d’endettement prudentes.

22. **Les services du FMI appuient la demande de dérogation adressée par les autorités pour la non-observation du critère de réalisation relatif au déficit budgétaire à fin juin 2010 et recommandent la conclusion de la revue,** étant donné la bonne mise en œuvre des programmes observée, et l’engagement des autorités Burkinabè vis-à-vis des politiques économiques envisagées.

Tableau 1. Burkina Faso : Principaux indicateurs économiques et financiers, 2007–14

|   | 2007  | 2008  | 2009  |         | 2010    |         | 2011    | 2012    | 2013    | 2014 |
|---|-------|-------|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|------|
|   |       |       | Est.  | Prog.   | Proj.   | Proj.   | Proj.   | Proj.   |         |      |
| (Variation annuelle en %, sauf indication contraire)                |       |       |       |         |         |         |         |         |         |      |
| <b>PIB et prix</b>  |       |       |       |         |         |         |         |         |         |      |
| PIB à prix constants  | 3.6   | 5.2   | 3.2   | 4.4     | 5.2     | 5.5     | 5.6     | 6.2     | 6.5     |      |
| Déflateur du PIB  | -1.0  | 7.8   | 4.7   | 2.0     | 2.1     | 2.0     | 2.0     | 2.0     | 2.0     |      |
| Prix à la consommation (moyenne annuelle)                           | -0.2  | 10.7  | 2.6   | 2.3     | 0.2     | 2.0     | 2.0     | 2.0     | 2.0     |      |
| Prix à la consommation (fin de période)                             | 2.3   | 11.6  | -0.3  | 2.0     | 0.1     | 2.0     | 2.0     | 2.0     | 2.0     |      |
| <b>Monnaie et crédit</b>  |       |       |       |         |         |         |         |         |         |      |
| Avoirs intérieurs nets (système bancaire) <sup>1</sup>              | -4.0  | 15.9  | -2.0  | 9.7     | 9.4     | 5.5     | 7.0     | 8.2     | 10.1    |      |
| Crédit à l'Etat <sup>1</sup>  | -9.4  | 4.6   | 0.2   | 7.9     | 6.8     | 3.1     | 0.2     | -0.5    | -1.0    |      |
| Crédit à l'économie <sup>1</sup>                                    | 0.6   | 13.6  | 1.2   | 1.8     | 2.5     | 2.5     | 6.8     | 8.7     | 11.1    |      |
| Monnaie au sens large (M2)  | 23.8  | 11.7  | 18.2  | 6.5     | 16.6    | 7.6     | 7.7     | 8.3     | 8.6     |      |
| Velocité (PIB/M2)   | 3.9   | 3.9   | 3.6   | 3.6     | 3.3     | 3.3     | 3.3     | 3.3     | 3.3     |      |
| <b>Secteur extérieur</b>  |       |       |       |         |         |         |         |         |         |      |
| Exportations (f.à.b. ; valeur en FCFA)                              | -2.9  | 3.9   | 34.7  | 23.4    | 40.3    | 32.7    | 9.5     | 9.2     | 6.9     |      |
| Importations (f.à.b. ; valeur en FCFA)                              | 4.1   | 21.8  | -9.2  | 24.7    | 23.7    | 23.3    | 14.9    | 6.9     | 4.6     |      |
| Termes de l'échange   | 1.2   | -3.2  | 28.6  | -3.1    | 16.5    | -3.3    | -2.1    | -0.8    | 0.1     |      |
| Taux de change effectif réel (= dépréciation)                       | -1.0  | 8.6   | 2.6   | ...     | ...     | ...     | ...     | ...     | ...     |      |
| Cours mondial du coton (\$EU cents par livre)                       | 63.3  | 71.4  | 62.8  | 77.0    | 85.0    | 80.0    | 78.0    | 78.0    | 77.0    |      |
| Prix moyen au comptant du pétrole (\$EU par baril)                  | 71.1  | 97.0  | 61.8  | 80.0    | 76.2    | 78.8    | 82.3    | 84.8    | 86.0    |      |
| Cours moyen de l'or (\$EU pour une once)                            | 696.7 | 871.7 | 973.0 | 1,136.0 | 1,183.3 | 1,220.5 | 1,245.1 | 1,281.0 | 1,329.4 |      |
| (En % du PIB, sauf indication contraire)                            |       |       |       |         |         |         |         |         |         |      |
| <b>Finances de l'administration centrale</b>                        |       |       |       |         |         |         |         |         |         |      |
| Recettes courantes  | 13.5  | 13.1  | 13.5  | 13.9    | 15.6    | 15.7    | 16.1    | 17.0    | 17.7    |      |
| <i>dont</i> : recettes fiscales                                     | 12.5  | 12.1  | 12.4  | 12.8    | 13.0    | 13.8    | 15.0    | 15.7    | 16.3    |      |
| Dépenses totales  | 25.7  | 21.6  | 24.1  | 25.1    | 26.8    | 25.2    | 25.3    | 25.6    | 25.6    |      |
| <i>dont</i> : dépenses courantes                                    | 13.8  | 12.3  | 12.5  | 12.6    | 12.4    | 12.4    | 12.4    | 12.4    | 12.3    |      |
| Solde budgétaire global, dons exclus (base engagement)              | -12.1 | -8.4  | -10.6 | -11.3   | -11.2   | -9.6    | -9.2    | -8.6    | -7.9    |      |
| Solde budgétaire global, dons inclus (base engagement)              | -5.7  | -4.5  | -4.7  | -5.0    | -4.8    | -3.9    | -3.5    | -3.3    | -2.8    |      |
| Solde budgétaire global, dons inclus (base caisse)                  | -5.1  | -4.0  | -2.3  | -7.1    | -5.4    | -3.9    | -3.5    | -3.3    | -2.8    |      |
| Solde budgétaire global, dons inclus (ordonnements)                 | -5.4  | -5.5  | -4.7  | -5.0    | -4.8    | -3.9    | -3.5    | -3.3    | -2.8    |      |
| Solde primaire de base (engagements)                                | -5.3  | -4.6  | -5.2  | -4.5    | -4.4    | -2.7    | -1.9    | -1.2    | -0.3    |      |
| Solde primaire de base (base caisse)                                | -5.2  | -4.2  | -2.8  | -6.6    | -5.0    | -2.7    | -1.9    | -1.2    | -0.3    |      |
| Financement intérieur   | 2.1   | 1.1   | -0.3  | 3.4     | 2.1     | 0.7     | -0.8    | -0.8    | -0.8    |      |
| <b>Épargne et investissement</b>                                    |       |       |       |         |         |         |         |         |         |      |
| Solde transactions courantes (transferts officiels courants inclus) | -8.2  | -11.7 | -4.5  | -8.7    | -5.2    | -6.3    | -7.3    | -7.6    | -8.1    |      |
| Solde transactions courantes (transferts officiels courants exclus) | -12.5 | -15.1 | -8.9  | -13.1   | -9.3    | -9.6    | -11.3   | -11.0   | -10.6   |      |
| Investissement brut   | 19.6  | 20.9  | 17.8  | 21.2    | 22.8    | 24.5    | 25.3    | 26.0    | 26.4    |      |
| Public  | 9.0   | 6.4   | 8.5   | 8.8     | 9.1     | 9.0     | 9.1     | 9.3     | 9.4     |      |
| Privé   | 10.6  | 14.5  | 9.3   | 12.4    | 13.7    | 15.5    | 16.3    | 16.6    | 17.1    |      |
| Épargne intérieure brute  | 5.4   | 4.3   | 7.1   | 6.8     | 12.4    | 13.9    | 13.1    | 14.1    | 15.1    |      |
| Public  | 0.8   | 2.3   | 1.6   | 1.6     | 3.4     | 3.5     | 3.8     | 4.6     | 5.3     |      |
| Privé   | 4.6   | 2.0   | 5.6   | 5.1     | 9.0     | 10.4    | 9.3     | 9.5     | 9.8     |      |
| Épargne nationale brute   | 11.3  | 9.2   | 13.2  | 12.5    | 17.6    | 18.3    | 18.0    | 18.3    | 18.4    |      |
| Public  | 4.8   | 5.4   | 5.6   | 5.6     | 7.1     | 6.5     | 7.5     | 7.6     | 7.4     |      |
| Privé   | 6.6   | 3.8   | 7.6   | 6.8     | 10.5    | 11.7    | 10.6    | 10.7    | 10.9    |      |
| <b>Indicateurs relatifs à la dette et au secteur extérieur</b>      |       |       |       |         |         |         |         |         |         |      |
| Exportations de biens et services                                   | 10.5  | 9.8   | 11.8  | 14.2    | 15.0    | 18.2    | 18.5    | 18.6    | 18.3    |      |
| Importations de biens et services                                   | 24.7  | 26.5  | 22.5  | 28.6    | 25.5    | 28.9    | 30.7    | 30.4    | 29.6    |      |
| Dette extérieure  | 18.5  | 21.7  | 23.7  | 26.4    | 24.9    | 26.2    | 27.9    | 29.4    | 30.4    |      |
| VAN de la dette extérieure  | 12.0  | 11.6  | 15.4  | 17.7    | 16.5    | 17.7    | 19.1    | 20.5    | 21.4    |      |
| VAN de la dette extérieure (en % des exportations)                  | 113.2 | 116.2 | 124.6 | 124.8   | 109.6   | 97.1    | 103.7   | 110.2   | 117.2   |      |
| VAN de la dette extérieure (en % des recettes)                      | 88.0  | 87.3  | 115.3 | 127.9   | 105.6   | 112.9   | 118.7   | 120.3   | 120.9   |      |
| <i>Pour mémoire:</i>  |       |       |       |         |         |         |         |         |         |      |
| PIB nominal (en milliards de FCFA)                                  | 3,252 | 3,689 | 3,986 | 4,225   | 4,280   | 4,605   | 4,960   | 5,370   | 5,833   |      |

Sources : autorités burkinabè ; estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> En pourcentage de la masse monétaire en début de période.

Tableau 2. Burkina Faso : Balance des paiements, 2007–14

|   | 2007   | 2008   | 2009   |        | 2010   |        | 2011    | 2012    | 2013    | 2014 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|---------|------|
|   |        |        | Est.   | Prog.  | Proj.  | Proj.  | Proj.   | Proj.   | Proj.   |      |
| (En milliards de FCFA)  |        |        |        |        |        |        |         |         |         |      |
| <b>Compte courant</b>   | -268.1 | -432.2 | -181.3 | -369.4 | -223.4 | -288.5 | -362.3  | -409.2  | -471.2  |      |
| <i>Transferts officiels exclus</i>  | -406.4 | -558.4 | -356.5 | -552.7 | -398.2 | -442.7 | -560.2  | -588.4  | -615.5  |      |
| Balance commerciale   | -286.6 | -402.2 | -229.3 | -347.5 | -214.2 | -208.9 | -282.1  | -281.8  | -272.6  |      |
| Exportations de biens   | 298.6  | 310.4  | 417.9  | 542.8  | 586.2  | 777.7  | 851.7   | 930.2   | 994.8   |      |
| <i>dont</i> : coton   | 166.4  | 102.8  | 125.4  | 101.5  | 134.7  | 173.5  | 195.4   | 224.8   | 246.2   |      |
| or  | 16.1   | 70.2   | 179.8  | 304.9  | 332.0  | 477.4  | 521.6   | 561.8   | 595.0   |      |
| Importations de biens   | -585.1 | -712.6 | -647.2 | -890.3 | -800.5 | -986.6 | -1133.9 | -1212.0 | -1267.4 |      |
| <i>dont</i> : pétrole   | -143.3 | -241.8 | -173.2 | -305.1 | -238.2 | -275.7 | -357.0  | -389.9  | -415.5  |      |
| Services, net   | -173.7 | -211.6 | -194.3 | -261.8 | -234.1 | -281.9 | -325.7  | -353.0  | -387.7  |      |
| Exportations de services  | 43.5   | 53.0   | 54.4   | 56.9   | 57.2   | 60.3   | 63.7    | 67.6    | 72.0    |      |
| Importations de services  | -217.1 | -264.6 | -248.7 | -318.7 | -291.3 | -342.2 | -389.4  | -420.7  | -459.8  |      |
| <i>dont</i> : fret et assurance   | -138.7 | -182.1 | -148.6 | -202.3 | -183.8 | -226.5 | -264.8  | -288.4  | -318.9  |      |
| Revenus, net  | -1.1   | -1.6   | -2.2   | -6.3   | -17.9  | -18.3  | -20.0   | -22.5   | -25.5   |      |
| <i>dont</i> : intérêts sur la dette publique (FMI inclus)                             | -6.9   | -8.3   | -8.9   | -11.0  | -10.3  | -10.3  | -11.8   | -14.2   | -17.0   |      |
| Transferts courants   | 193.3  | 183.3  | 244.5  | 246.1  | 242.8  | 220.5  | 265.6   | 248.2   | 214.6   |      |
| Transferts privés, nets   | 55.0   | 57.0   | 69.3   | 62.8   | 68.0   | 66.3   | 67.6    | 69.0    | 70.4    |      |
| <i>dont</i> : remises des expatriés, net  | -0.5   | 0.2    | 0.3    | 5.3    | 0.3    | 0.3    | 0.3     | 0.3     | 0.3     |      |
| Transferts officiels, net   | 138.3  | 126.3  | 175.2  | 183.2  | 174.8  | 154.2  | 198.0   | 179.2   | 144.3   |      |
| <i>dont</i> : dons programme  | 95.6   | 88.2   | 145.5  | 143.6  | 151.1  | 130.1  | 173.3   | 154.1   | 118.6   |      |
| <b>Compte de capital</b>  | 140.2  | 85.5   | 113.7  | 142.1  | 148.2  | 157.2  | 132.8   | 156.9   | 201.1   |      |
| Dons projet   | 114.7  | 58.7   | 86.9   | 121.4  | 121.4  | 130.4  | 106.0   | 130.2   | 174.3   |      |
| Autres transferts de capitaux   | 25.5   | 26.8   | 26.8   | 20.7   | 26.8   | 26.8   | 26.8    | 26.8    | 26.8    |      |
| <b>Compte financier</b>   | 317.8  | 311.7  | 259.4  | 167.2  | 150.8  | 148.7  | 229.5   | 248.2   | 246.2   |      |
| Investissements directs   | 164.5  | 47.5   | 16.2   | 18.1   | 3.5    | 3.5    | 19.4    | 16.8    | 20.2    |      |
| Investissements de portefeuille   | 3.6    | 4.1    | 7.6    | 2.4    | 2.4    | 3.2    | 2.7     | 2.6     | 3.2     |      |
| Autres investissements  | 149.6  | 260.2  | 235.7  | 146.7  | 144.8  | 142.0  | 207.4   | 228.8   | 222.8   |      |
| Investissements de long terme   | 120.2  | 259.4  | 235.4  | 144.9  | 143.3  | 140.2  | 205.5   | 226.1   | 220.7   |      |
| Prêts projet  | 93.0   | 69.3   | 109.4  | 148.8  | 148.8  | 164.6  | 229.0   | 243.4   | 239.7   |      |
| Prêts programme   | 21.5   | 45.9   | 14.5   | 7.4    | 12.7   | 0.0    | 0.0     | 0.0     | 0.0     |      |
| Amortissement des prêts publics (FMI exclu)   | -15.2  | -13.0  | -14.3  | -22.6  | -22.6  | -26.5  | -25.7   | -26.3   | -27.7   |      |
| Investissements privés  | 20.9   | 157.1  | 125.9  | 11.3   | 4.4    | 2.1    | 2.2     | 9.0     | 8.7     |      |
| Investissements de court terme  | 29.4   | 0.8    | 0.2    | 1.8    | 1.6    | 1.9    | 1.9     | 2.7     | 2.1     |      |
| <b>Erreurs et omissions / écart</b>   | -1.7   | -0.1   | -2.5   | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0     | 0.0     | 0.0     |      |
| <b>Balance globale</b>  | 188.1  | -35.1  | 189.3  | -60.2  | 75.6   | 17.4   | 0.0     | -4.1    | -23.9   |      |
| <b>Financement</b>  | -188.1 | 35.1   | -189.3 | 35.5   | -80.3  | -27.0  | -9.6    | -0.8    | 23.9    |      |
| Actifs extérieurs nets de la banque centrale  | -151.6 | 40.0   | -70.8  | 35.5   | 29.6   | -27.0  | -9.6    | -0.8    | 23.9    |      |
| <i>dont</i> : réserves officielles brutes   | -181.7 | 18.2   | -149.9 | 36.0   | 9.9    | -25.5  | -6.4    | 3.0     | 29.5    |      |
| financement net du FMI  | 0.4    | 8.1    | 25.5   | -0.5   | 5.9    | -1.5   | -3.2    | -3.8    | -5.6    |      |
| Utilisation des ressources  | 0.4    | 8.1    | 25.5   | 0.0    | 5.9    | 0.0    | 0.0     | 0.0     | 0.0     |      |
| Remboursements (charges exclues)  | 0.0    | 0.0    | 0.0    | -0.5   | 0.0    | -1.9   | -3.7    | -4.0    | -5.6    |      |
| Avoirs extérieurs nets des banques commerciales                                       | -36.5  | -4.9   | -118.5 | 0.0    | -109.9 | 0.0    | 0.0     | 0.0     | 0.0     |      |
| <b>Besoin de financement</b> <sup>1</sup>   | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 24.6   | 4.8    | 9.6    | 9.6     | 4.8     | 0.0     |      |
| (En % du PIB, sauf indication contraire)  |        |        |        |        |        |        |         |         |         |      |
| <i>Pour mémoire :</i>   |        |        |        |        |        |        |         |         |         |      |
| Balance commerciale (= déficit)   | -8.8   | -10.9  | -5.8   | -8.2   | -5.0   | -4.5   | -5.7    | -5.2    | -4.7    |      |
| Volume des exportations de coton (milliers de tonnes)                                 | 275.6  | 149.8  | 188.0  | 161.9  | 149.7  | 205.8  | 238.8   | 274.7   | 295.8   |      |
| Volume des exportations d'or (milliers de tonnes)                                     | 1.5    | 5.6    | 12.1   | 18.0   | 18.5   | 25.9   | 27.9    | 29.7    | 31.1    |      |
| Compte courant (= déficit)  | -8.2   | -11.7  | -4.5   | -8.7   | -5.2   | -6.3   | -7.3    | -7.6    | -8.1    |      |
| <i>Transferts officiels exclus</i>  | -12.5  | -15.1  | -8.9   | -13.1  | -9.3   | -9.6   | -11.3   | -11.0   | -10.6   |      |
| Balance globale (= déficit)   | 5.8    | -1.0   | 4.8    | -1.4   | 1.8    | 0.4    | 0.0     | -0.1    | -0.4    |      |
| Réserves internationales brutes   |        |        |        |        |        |        |         |         |         |      |
| Réserves officielles brutes (réserves imputées, milliards de dollars EU) <sup>2</sup> | 1.0    | 0.9    | 1.2    | 1.1    | 1.2    | 1.2    | 1.3     | 1.3     | 1.2     |      |
| (pourcentage de la masse monétaire au sens large)                                     | 54.5   | 46.9   | 53.6   | 47.2   | 45.1   | 43.8   | 41.0    | 37.7    | 33.0    |      |
| Réserves officielles brutes de l'UEMOA (milliards de dollars EU)                      | 10.8   | 10.7   | 13.6   | ...    | ...    | ...    | ...     | ...     | ...     |      |
| (pourcentage de la masse monétaire au sens larg)                                      | 56.6   | 55.0   | 58.7   | ...    | ...    | ...    | ...     | ...     | ...     |      |
| (mois d'importation de BSNF par l'UEMC)   | 5.4    | 6.1    | 6.9    | ...    | ...    | ...    | ...     | ...     | ...     |      |
| \$ EU/EURO  | 1.37   | 1.47   | 1.39   | 1.31   | 1.31   | 1.28   | 1.28    | 1.27    | 1.26    |      |
| PIB à prix courants (milliards de FCFA)   | 3,252  | 3,689  | 3,986  | 4,225  | 4,280  | 4,605  | 4,960   | 5,370   | 5,833   |      |

Sources : autorités burkinabè ; estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Le besoin de financement devrait être couvert par les décaissements au titre de la FEC, les autres sources de financement étant incluses dans les dons et prêts programmes.<sup>2</sup> Allocation de droits de tirage spéciaux d'août 2009 incluse.

Tableau 3. Burkina Faso : Situation monétaire, 2007–11

|  | 2007  | 2008  | 2009   | 2010   |        |        | 2011   |       |
|--|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
|  |       |       |        | Est.   | Mars   | Juin   |        | Déc.  |
|  |       |       |        |        | Est.   | Est.   |        | Proj. |
| (Milliards de FCFA)  |       |       |        |        |        |        |        |       |
| <b>Avoirs extérieurs nets</b>  | 409.3 | 374.2 | 563.6  | 564.9  | 675.5  | 643.3  | 670.3  |       |
| Banque centrale des états d'Afrique de l'ouest (BCEAO)   | 355.0 | 315.0 | 385.8  | 345.4  | 387.9  | 355.7  | 382.7  |       |
| Actifs   | 457.0 | 438.7 | 588.7  | 554.0  | 599.5  | 578.7  | 604.2  |       |
| Passifs  | 102.0 | 123.7 | 202.9  | 208.6  | 211.6  | 223.0  | 221.5  |       |
| Banques commerciales   | 54.3  | 59.2  | 177.8  | 219.5  | 287.6  | 287.6  | 287.6  |       |
| <b>Avoirs intérieurs nets</b>  | 429.9 | 563.1 | 543.9  | 633.5  | 668.9  | 648.1  | 719.3  |       |
| Crédit intérieur net   | 452.6 | 604.7 | 618.2  | 707.8  | 742.9  | 722.1  | 793.3  |       |
| Crédit net à l'Etat  | -94.0 | -55.8 | -53.8  | 17.3   | 32.5   | 21.8   | 61.2   |       |
| Trésor   | -18.0 | 35.0  | -3.7   | 60.5   | 79.2   | 71.9   | 111.3  |       |
| BCEAO  | -54.7 | -3.3  | -46.9  | -38.2  | -57.5  | -21.1  | 18.3   |       |
| Banques commerciales   | 36.7  | 38.3  | 43.1   | 76.5   | 66.0   | 93.0   | 93.0   |       |
| Autres, administration centrale  | -76.0 | -90.8 | -50.1  | -43.2  | -44.6  | -50.1  | -50.1  |       |
| Crédit à l'économie  | 546.6 | 660.5 | 672.1  | 690.5  | 708.3  | 700.3  | 732.1  |       |
| Crédit de campagne   | 18.1  | 14.1  | 22.1   | 52.6   | 33.4   | 23.1   | 24.2   |       |
| Autres   | 528.5 | 646.4 | 650.0  | 637.9  | 674.8  | 677.2  | 707.9  |       |
| Autres postes (net)  | -22.7 | -41.6 | -74.3  | -74.3  | -74.0  | -74.0  | -74.0  |       |
| <b>Monnaie au sens large</b>   | 839.2 | 937.3 | 1107.5 | 1198.5 | 1344.4 | 1291.5 | 1389.7 |       |
| <i>dont</i> : dépôts bancaires du secteur privé  | 555.7 | 640.2 | 789.0  | 901.2  | 1086.3 | 964.8  | 1040.7 |       |
| (Variation annuelle en % de la masse monétaire sur les douze derniers mois, sauf indication contraire) |       |       |        |        |        |        |        |       |
| <i>Pour mémoire:</i>   |       |       |        |        |        |        |        |       |
| Avoirs extérieurs nets   | 27.8  | -4.2  | 20.2   | 15.0   | 17.8   | 7.2    | 2.1    |       |
| Avoirs intérieurs nets   | -4.0  | 15.9  | -2.0   | 7.9    | 12.5   | 9.4    | 5.5    |       |
| Crédit net à l'Etat  | -9.4  | 4.6   | 0.2    | 8.1    | 9.2    | 6.8    | 3.1    |       |
| Crédit à l'économie  | 0.6   | 13.6  | 1.2    | 2.3    | 5.0    | 2.5    | 2.5    |       |
| (variation annuelle en %)  | 0.8   | 20.8  | 1.7    | 2.3    | 5.0    | 4.2    | 4.5    |       |
| (crédit de campagne exclu)   | 13.2  | 22.3  | 0.6    | 1.6    | 11.4   | 4.2    | 4.5    |       |
| Masse monétaire  | 23.8  | 11.7  | 18.2   | 22.9   | 30.3   | 16.6   | 7.6    |       |
| <i>dont</i> : dépôts bancaires   | 12.7  | 10.1  | 15.9   | 24.6   | 37.6   | 15.9   | 5.9    |       |
| Vélocité de la monnaie (PIB/monnaie au sens large)   | 3.9   | 3.9   | 3.6    | 3.6    | 3.4    | 3.3    | 3.3    |       |

Sources : autorités burkinabè ; estimations et projections des services du FMI.

Tableau 4. Burkina Faso : Opérations consolidées de l'administration centrale, 2007-14

|   | 2007                | 2008   | 2009   | 2010   |        | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   |
|---|---------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
|   |                     |        |        | Prog.  | Proj.  | Prog.  |        | Proj.  |        |
|   | (Milliards de FCFA) |        |        |        |        |        |        |        |        |
| <b>Total recettes et dons</b>                   | 650.5               | 630.8  | 771.5  | 850.2  | 940.5  | 981.8  | 1078.5 | 1198.1 | 1327.1 |
| Recettes totales                                | 440.2               | 483.8  | 539.1  | 585.2  | 667.9  | 721.4  | 799.1  | 913.9  | 1034.2 |
| Recettes fiscales                               | 405.2               | 444.7  | 494.6  | 541.6  | 558.1  | 635.1  | 741.8  | 844.1  | 948.9  |
| Revenu et bénéfices                             | 98.2                | 103.5  | 106.7  | 125.6  | 140.4  | 163.4  | 206.1  | 258.4  | 297.1  |
| Biens et services intérieurs                    | 217.3               | 243.8  | 282.9  | 308.8  | 307.0  | 350.8  | 396.4  | 435.1  | 476.6  |
| Commerce international                          | 78.1                | 81.8   | 89.7   | 95.8   | 94.9   | 104.3  | 119.8  | 127.9  | 147.7  |
| Autres  | 11.6                | 15.6   | 15.2   | 11.5   | 15.8   | 16.7   | 19.5   | 22.7   | 27.5   |
| Recettes non fiscales                           | 35.0                | 39.2   | 44.5   | 43.6   | 109.9  | 86.3   | 57.4   | 69.8   | 85.3   |
| Dons  | 210.3               | 146.9  | 232.4  | 265.1  | 272.6  | 260.4  | 279.3  | 284.2  | 292.9  |
| Projet  | 114.7               | 58.7   | 86.9   | 121.4  | 121.4  | 130.4  | 106.0  | 130.2  | 174.3  |
| Programme                                       | 95.6                | 88.2   | 145.5  | 143.6  | 151.1  | 130.1  | 173.3  | 154.1  | 118.6  |
| <b>Dépenses et prêts nets <sup>1</sup></b>      | 834.8               | 795.3  | 959.6  | 1061.9 | 1145.9 | 1161.2 | 1253.6 | 1377.2 | 1492.4 |
| Dépenses courantes                              | 450.3               | 455.2  | 499.1  | 532.2  | 532.3  | 571.1  | 613.2  | 664.1  | 720.3  |
| Traitements et salaires                         | 187.6               | 198.8  | 228.4  | 242.0  | 245.9  | 265.5  | 290.2  | 314.2  | 341.5  |
| Biens et services                               | 94.8                | 95.3   | 95.1   | 107.0  | 100.3  | 106.8  | 116.1  | 125.9  | 136.8  |
| Paieement d'intérêts                            | 13.1                | 12.7   | 16.9   | 18.4   | 21.1   | 22.4   | 24.0   | 26.3   | 29.2   |
| Transferts courants                             | 154.8               | 148.4  | 158.6  | 164.8  | 164.9  | 176.4  | 183.0  | 197.6  | 212.9  |
| Dépenses de capital                             | 383.3               | 328.5  | 457.4  | 522.9  | 550.5  | 585.1  | 636.4  | 709.1  | 774.0  |
| Financées sur ressources intérieures            | 175.7               | 200.4  | 261.0  | 252.6  | 280.3  | 290.1  | 301.4  | 335.5  | 360.1  |
| Transferts de capitaux                          | 32.9                | 6.2    | 25.4   | 9.4    | 5.4    | 7.0    | 7.0    | 7.0    | 7.0    |
| Exonérations                                    | 18.8                | 27.1   | 36.5   | 25.0   | 24.8   | 27.2   | 31.3   | 33.4   | 38.6   |
| Autres dépenses de capital                      | 124.0               | 167.2  | 199.2  | 218.2  | 250.1  | 255.9  | 263.1  | 295.2  | 314.5  |
| Financées sur ressources extérieures            | 207.6               | 128.0  | 196.3  | 270.2  | 270.2  | 295.0  | 335.0  | 373.6  | 414.0  |
| Dépenses sur les crédits de 2009 reportées      | 0.0                 | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 67.7   | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    |
| Prêts nets                                      | 1.2                 | 11.6   | 3.2    | 6.8    | -4.5   | 5.0    | 4.0    | 4.0    | -2.0   |
| <b>Solde global (base engagement)</b>           | -184.2              | -164.5 | -188.1 | -211.6 | -205.4 | -179.4 | -175.1 | -179.1 | -165.3 |
| Dons exclus                                     | -394.5              | -311.4 | -420.5 | -476.7 | -478.0 | -439.8 | -454.4 | -463.3 | -458.2 |
| <b>Solde primaire de base (base engagement)</b> | -173.8              | -170.7 | -207.3 | -188.0 | -186.6 | -122.4 | -95.5  | -63.4  | -15.1  |
| Ajustement base caisse                          | 17.2                | 15.8   | 95.5   | -89.3  | -27.0  | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    |
| Variations arriérés                             | 0.0                 | 0.0    | -16.7  | -6.2   | -6.2   | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    |
| Dépenses engagées non mandatées                 | 8.8                 | -36.9  | 56.1   | -56.2  | -56.1  | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    |
| Dépenses mandatées non payées                   | -2.9                | 1.9    | 63.6   | -26.9  | -32.2  | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    |
| Variations dépôts au Trésor                     | 7.3                 | 50.7   | 4.1    | 0.0    | 73.7   | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    |
| Variations compte FSDEB                         | 4.0                 | 0.0    | -11.6  | 0.0    | -6.2   | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    |
| <b>Solde global (base caisse)</b>               | -167.0              | -148.7 | -92.6  | -300.9 | -232.4 | -179.4 | -175.1 | -179.1 | -165.3 |
| Dons exclus                                     | -377.3              | -295.6 | -325.0 | -566.0 | -505.0 | -439.8 | -454.4 | -463.3 | -458.2 |
| <b>Solde primaire de base (base caisse)</b>     | -169.7              | -154.9 | -111.8 | -277.3 | -213.6 | -122.4 | -95.5  | -63.4  | -15.1  |
| <b>Erreurs et omissions</b>                     | -1.0                | 5.4    | -6.3   | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    |
| <b>Financement</b>                              | 168.0               | 143.4  | 98.9   | 276.3  | 227.6  | 169.7  | 165.5  | 174.2  | 165.3  |
| Financement extérieur                           | 99.3                | 102.3  | 109.6  | 133.6  | 138.9  | 138.1  | 203.3  | 217.1  | 212.0  |
| Tirages   | 114.5               | 115.3  | 123.9  | 156.2  | 161.5  | 164.6  | 229.0  | 243.4  | 239.7  |
| Prêts projets                                   | 93.0                | 69.3   | 109.4  | 148.8  | 148.8  | 164.6  | 229.0  | 243.4  | 239.7  |
| Prêts programmes                                | 21.5                | 45.9   | 14.5   | 7.4    | 12.7   | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    |
| Amortissement (FMI exclu)                       | -15.2               | -13.0  | -14.3  | -22.6  | -22.6  | -26.5  | -25.7  | -26.3  | -27.7  |
| Financement intérieur                           | 68.7                | 41.1   | -10.6  | 142.7  | 88.7   | 31.7   | -37.8  | -42.8  | -46.7  |
| Secteur bancaire                                | -63.9               | 38.3   | 2.0    | 87.4   | 70.8   | 29.8   | -7.1   | -12.1  | -16.0  |
| Banque centrale                                 | -70.8               | 47.3   | -42.8  | 87.4   | 20.9   | 29.8   | -7.1   | -12.1  | -16.0  |
| Banques commerciales                            | 6.9                 | -9.0   | 44.7   | 0.0    | 49.9   | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    |
| Non bancaire                                    | 132.6               | 2.8    | -12.6  | 55.3   | 17.9   | 1.8    | -30.7  | -30.7  | -30.7  |
| Bons du Trésor                                  | -25.2               | -12.3  | 18.0   | 15.2   | 16.8   | 1.8    | -30.7  | -30.7  | -30.7  |
| Nouvelles émissions                             | 23.8                | 30.9   | 55.5   | 43.0   | 51.6   | 30.0   | 0.0    | 0.0    | 0.0    |
| Amortissements                                  | -49.0               | -43.3  | -37.5  | -27.8  | -34.9  | -28.2  | -30.7  | -30.7  | -30.7  |
| Revenus des privatisations                      | 139.1               | 2.9    | 30.1   | 7.1    | 6.6    | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    |
| Autres financements non bancaires               | 18.7                | 12.3   | -60.7  | 33.0   | -5.5   | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0    |
| <b>Besoin de financement <sup>2</sup></b>       | 0.0                 | 0.0    | 0.0    | 24.6   | 4.8    | 9.6    | 9.6    | 4.8    | 0.0    |
| <i>Pour mémoire :</i>                           |                     |        |        |        |        |        |        |        |        |
| Dépenses pour la réduction de la pauvreté       | 182.6               | 198.5  | 259.6  | 274.5  | 274.5  | 300.6  | 337.3  | 381.3  | 431.6  |
| dont : Education                                | 76.6                | 82.2   | 91.4   | 109.2  | 109.2  | 119.6  | 134.2  | 151.7  | 171.7  |
| Santé   | 60.2                | 60.1   | 69.8   | 83.8   | 83.8   | 91.7   | 103.0  | 116.4  | 131.7  |
| PIB nominal                                     | 3,252               | 3,689  | 3,986  | 4,225  | 4,280  | 4,605  | 4,960  | 5,370  | 5,833  |

(suite)



Table 4. Burkina Faso : Opérations consolidées de l'administration centrale, 2007–14 (fin)

|   | 2007  | 2008  | 2009  | 2010  |       | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
|   |       |       |       | Prog. | Proj. | Prog. |       |       |       |
| (En % du PIB, sauf indication contraire)        |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| <b>Total recettes et dons</b>                   | 20.0  | 17.1  | 19.4  | 20.1  | 22.0  | 21.3  | 21.7  | 22.3  | 22.8  |
| Recettes Totales                                | 13.5  | 13.1  | 13.5  | 13.9  | 15.6  | 15.7  | 16.1  | 17.0  | 17.7  |
| Recettes fiscales                               | 12.5  | 12.1  | 12.4  | 12.8  | 13.0  | 13.8  | 15.0  | 15.7  | 16.3  |
| Revenu et bénéfices                             | 3.0   | 2.8   | 2.7   | 3.0   | 3.3   | 3.5   | 4.2   | 4.8   | 5.1   |
| Biens et services intérieurs                    | 6.7   | 6.6   | 7.1   | 7.3   | 7.2   | 7.6   | 8.0   | 8.1   | 8.2   |
| Commerce international                          | 2.4   | 2.2   | 2.3   | 2.3   | 2.2   | 2.3   | 2.4   | 2.4   | 2.5   |
| Autres  | 0.4   | 0.4   | 0.4   | 0.3   | 0.4   | 0.4   | 0.4   | 0.4   | 0.5   |
| Recettes non fiscales                           | 1.1   | 1.1   | 1.1   | 1.0   | 2.6   | 1.9   | 1.2   | 1.3   | 1.5   |
| Dons  | 6.5   | 4.0   | 5.8   | 6.3   | 6.4   | 5.7   | 5.6   | 5.3   | 5.0   |
| Projet  | 3.5   | 1.6   | 2.2   | 2.9   | 2.8   | 2.8   | 2.1   | 2.4   | 3.0   |
| Programme                                       | 2.9   | 2.4   | 3.7   | 3.4   | 3.5   | 2.8   | 3.5   | 2.9   | 2.0   |
| <b>Dépenses et prêts nets <sup>1</sup></b>      | 25.7  | 21.6  | 24.1  | 25.1  | 26.8  | 25.2  | 25.3  | 25.6  | 25.6  |
| Dépenses courantes                              | 13.8  | 12.3  | 12.5  | 12.6  | 12.4  | 12.4  | 12.4  | 12.4  | 12.3  |
| Traitements et salaires                         | 5.8   | 5.4   | 5.7   | 5.7   | 5.7   | 5.8   | 5.9   | 5.9   | 5.9   |
| Biens et services                               | 2.9   | 2.6   | 2.4   | 2.5   | 2.3   | 2.3   | 2.3   | 2.3   | 2.3   |
| Paieement d'intérêts                            | 0.4   | 0.3   | 0.4   | 0.4   | 0.5   | 0.5   | 0.5   | 0.5   | 0.5   |
| Transferts courants                             | 4.8   | 4.0   | 4.0   | 3.9   | 3.9   | 3.8   | 3.7   | 3.7   | 3.7   |
| Dépenses de capital                             | 11.8  | 8.9   | 11.5  | 12.4  | 12.9  | 12.7  | 12.8  | 13.2  | 13.3  |
| Financées sur ressources intérieures            | 5.4   | 5.4   | 6.6   | 6.0   | 6.5   | 6.3   | 6.1   | 6.2   | 6.2   |
| Transferts de capitaux                          | 1.0   | 0.2   | 0.6   | 0.2   | 0.1   | 0.2   | 0.1   | 0.1   | 0.1   |
| Exonérations                                    | 0.6   | 0.7   | 0.9   | 0.6   | 0.6   | 0.6   | 0.6   | 0.6   | 0.7   |
| Autres dépenses de capital                      | 3.8   | 4.5   | 5.0   | 5.2   | 5.8   | 5.6   | 5.3   | 5.5   | 5.4   |
| Financées sur ressources extérieures            | 6.4   | 3.5   | 4.9   | 6.4   | 6.3   | 6.4   | 6.8   | 7.0   | 7.1   |
| Dépenses sur les crédits de 2009 reportées      | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 1.6   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| Prêts nets                                      | 0.0   | 0.3   | 0.1   | 0.2   | -0.1  | 0.1   | 0.1   | 0.1   | 0.0   |
| Solde global (base engagement)                  | -5.7  | -4.5  | -4.7  | -5.0  | -4.8  | -3.9  | -3.5  | -3.3  | -2.8  |
| Dons exclus                                     | -12.1 | -8.4  | -10.6 | -11.3 | -11.2 | -9.6  | -9.2  | -8.6  | -7.9  |
| <b>Solde primaire de base (base engagement)</b> | -5.3  | -4.6  | -5.2  | -4.5  | -4.4  | -2.7  | -1.9  | -1.2  | -0.3  |
| Ajustement base caisse                          | 0.5   | 0.4   | 2.4   | -2.1  | -0.6  | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| Variations arriérés                             | 0.0   | 0.0   | -0.4  | -0.1  | -0.1  | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| Dépenses engagées non mandatées                 | 0.3   | -1.0  | 1.4   | -1.3  | -1.3  | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| Dépenses mandatées non payées                   | -0.1  | 0.1   | 1.6   | -0.6  | -0.8  | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| Variations dépôts au Trésor                     | 0.2   | 1.4   | 0.1   | 0.0   | 1.7   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| Variations compte FSDEB                         | 0.1   | 0.0   | -0.3  | 0.0   | -0.1  | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| <b>Solde global (base caisse)</b>               | -5.1  | -4.0  | -2.3  | -7.1  | -5.4  | -3.9  | -3.5  | -3.3  | -2.8  |
| Dons exclus                                     | -11.6 | -8.0  | -8.2  | -13.4 | -11.8 | -9.6  | -9.2  | -8.6  | -7.9  |
| <b>Solde primaire de base (base caisse)</b>     | -5.2  | -4.2  | -2.8  | -6.6  | -5.0  | -2.7  | -1.9  | -1.2  | -0.3  |
| <b>Erreurs et omissions</b>                     | 0.0   | 0.1   | -0.2  | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| <b>Financement</b>                              | 5.2   | 3.9   | 2.5   | 6.5   | 5.3   | 3.7   | 3.3   | 3.2   | 2.8   |
| Financement extérieur                           | 3.1   | 2.8   | 2.7   | 3.2   | 3.2   | 3.0   | 4.1   | 4.0   | 3.6   |
| Tirages   | 3.5   | 3.1   | 3.1   | 3.7   | 3.8   | 3.6   | 4.6   | 4.5   | 4.1   |
| Prêts projets                                   | 2.9   | 1.9   | 2.7   | 3.5   | 3.5   | 3.6   | 4.6   | 4.5   | 4.1   |
| Prêts programmes                                | 0.7   | 1.2   | 0.4   | 0.2   | 0.3   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| Amortissement (FMI exclu)                       | -0.5  | -0.4  | -0.4  | -0.5  | -0.5  | -0.6  | -0.5  | -0.5  | -0.5  |
| Financement intérieur                           | 2.1   | 1.1   | -0.3  | 3.4   | 2.1   | 0.7   | -0.8  | -0.8  | -0.8  |
| Secteur bancaire                                | -2.0  | 1.0   | 0.0   | 2.1   | 1.7   | 0.6   | -0.1  | -0.2  | -0.3  |
| Banque centrale                                 | -2.2  | 1.3   | -1.1  | 2.1   | 0.5   | 0.6   | -0.1  | -0.2  | -0.3  |
| Banques commerciales                            | 0.2   | -0.2  | 1.1   | 0.0   | 1.2   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| Non bancaire                                    | 4.1   | 0.1   | -0.3  | 1.3   | 0.4   | 0.0   | -0.6  | -0.6  | -0.5  |
| Bons du Trésor                                  | -0.8  | -0.3  | 0.5   | 0.4   | 0.4   | 0.0   | -0.6  | -0.6  | -0.5  |
| Nouvelles émissions                             | 0.7   | 0.8   | 1.4   | 1.0   | 1.2   | 0.7   | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| Amortissements                                  | -1.5  | -1.2  | -0.9  | -0.7  | -0.8  | -0.6  | -0.6  | -0.6  | -0.5  |
| Revenus des privatisations                      | 4.3   | 0.1   | 0.8   | 0.2   | 0.2   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| Autres financements non bancaires               | 0.6   | 0.3   | -1.5  | 0.8   | -0.1  | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| <b>Besoin de financement <sup>2</sup></b>       | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.6   | 0.1   | 0.2   | 0.2   | 0.1   | 0.0   |
| <i>Pour mémoire :</i>                           |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| PIB nominal (milliards de FCFA)                 | 3,252 | 3,689 | 3,986 | 4,225 | 4,280 | 4,605 | 4,960 | 5,370 | 5,833 |

Sources : autorités burkinabè ; estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Base "engagement".<sup>2</sup> Le besoin de financement devrait être couvert par les décaissements au titre de la FEC, les autres sources de financement étant incluses dans les dons et prêts programmes.

Tableau 5. Burkina Faso : Indicateurs de la capacité à rembourser le FMI, 2008–14

|   | 2008              | 2009  | 2010  | 2011        | 2012  | 2013  | 2014   |
|---|-------------------|-------|-------|-------------|-------|-------|--------|
|   |                   | Est.  |       | Projections |       |       |        |
| <b>Obligations envers le FMI sur la base des crédits existants</b>                |                   |       |       |             |       |       |        |
|   | (Millions de DTS) |       |       |             |       |       |        |
| Principal   | 0.0               | 0.0   | 0.0   | 2.4         | 4.7   | 5.1   | 7.2    |
| Commissions et intérêts   | 0.4               | 0.2   | 0.0   | 0.0         | 0.2   | 0.2   | 0.2    |
| <b>Obligations envers le FMI sur la base des crédits existants et prospectifs</b> |                   |       |       |             |       |       |        |
|   | (Millions de DTS) |       |       |             |       |       |        |
| Principal   | 0.0               | 0.0   | 0.0   | 2.4         | 4.7   | 5.1   | 7.2    |
| Commissions et intérêts   | 0.4               | 0.2   | 0.0   | 0.0         | 0.3   | 0.3   | 0.3    |
| <b>Total des obligations sur la base des crédits existants et prospectifs</b>     |                   |       |       |             |       |       |        |
| En millions de DTS  | 0.4               | 0.2   | 0.0   | 2.4         | 5.0   | 5.4   | 7.5    |
| En milliards de FCFA  | 0.3               | 0.1   | 0.0   | 1.9         | 3.9   | 4.2   | 5.8    |
| En % des exportations de biens et de services                                     | 0.1               | 0.0   | 0.0   | 0.2         | 0.4   | 0.4   | 0.5    |
| En % du service de la dette <sup>3</sup>  | 1.4               | 0.6   | 0.0   | 5.3         | 9.5   | 9.5   | 12.1   |
| En % du PIB   | 0.0               | 0.0   | 0.0   | 0.0         | 0.1   | 0.1   | 0.1    |
| En % des recettes fiscales  | 0.1               | 0.0   | 0.0   | 0.3         | 0.5   | 0.5   | 0.6    |
| En % de la quote-part   | 0.7               | 0.3   | 0.0   | 4.0         | 8.3   | 9.0   | 12.4   |
| <b>Encours total des crédits du FMI <sup>2</sup></b>                              |                   |       |       |             |       |       |        |
| En millions de DTS  | 35.3              | 70.4  | 83.6  | 94.1        | 102.3 | 103.7 | 96.5   |
| En milliards de FCFA  | 24.8              | 51.1  | 63.6  | 73.1        | 79.9  | 81.0  | 75.4   |
| En % des exportations de biens et de services                                     | 6.8               | 10.8  | 9.9   | 8.7         | 8.7   | 8.1   | 7.1    |
| En % du service de la dette <sup>3</sup>  | 117.8             | 221.6 | 193.1 | 205.4       | 194.0 | 181.8 | 156.5  |
| En % du PIB   | 0.7               | 1.3   | 1.5   | 1.6         | 1.6   | 1.5   | 1.3    |
| En % des recettes fiscales  | 5.6               | 10.3  | 11.4  | 11.5        | 10.8  | 9.6   | 7.9    |
| En % de la quote-part   | 58.6              | 116.9 | 138.9 | 156.3       | 169.9 | 172.2 | 160.3  |
| <b>Utilisation nette des crédits du FMI (en millions de DTS)</b>                  |                   |       |       |             |       |       |        |
| Décaissements   | 11.5              | 35.1  | 13.9  | 10.5        | 8.2   | 1.4   | -7.2   |
| Remboursements et rachats   | 0.0               | 0.0   | 0.0   | 2.4         | 4.7   | 5.1   | 7.2    |
| <b>Pour mémoire :</b>   |                   |       |       |             |       |       |        |
| Exportations de biens et services (en milliards de FCFA)                          | 363.3             | 472.3 | 643.4 | 838.0       | 915.4 | 997.9 | 1066.9 |
| Service de la dette extérieure (en milliards de FCFA) <sup>1</sup>                | 21.1              | 23.1  | 32.9  | 35.6        | 41.2  | 44.6  | 48.2   |
| PIB nominal (en milliards de FCFA)  | 3,689             | 3,986 | 4,280 | 4,605       | 4,960 | 5,370 | 5,833  |
| Recettes fiscales (en milliards de FCFA)  | 444.7             | 494.6 | 558.1 | 635.1       | 741.8 | 844.1 | 948.9  |
| Quote-part (en millions de DTS)   | 60.2              | 60.2  | 60.2  | 60.2        | 60.2  | 60.2  | 60.2   |

Sources : estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Le total du service de la dette extérieure inclut les rachats et remboursements du FMI.

**Tableau 6. Burkina Faso : Calendrier des décaissements au titre de l'accord FEC, 2010–13**

| Montant               | Date de disponibilité | Conditions nécessaires au décaissement <sup>1</sup>  |
|-----------------------|-----------------------|--|
| 7,454 millions de DTS | 14/6/2010             | Après approbation par le Conseil d'administration du nouvel accord au titre de la FEC.                                 |
| 6,45 millions de DTS  | 15/12/ 2010           | Observation des critères de réalisation au 30 juin 2010, et achèvement de la première revue au titre de l'accord.      |
| 6,45 millions de DTS  | 14/6/2011             | Observation des critères de réalisation au 31 décembre 2010, et achèvement de la deuxième revue au titre de l'accord.  |
| 6,45 millions de DTS  | 15/12/2011            | Observation des critères de réalisation au 30 juin 2011, et achèvement de la troisième revue au titre de l'accord.     |
| 6,45 millions de DTS  | 14/6/2012             | Observation des critères de réalisation au 31 décembre 2011, et achèvement de la quatrième revue au titre de l'accord. |
| 6,45 millions de DTS  | 15/12/2012            | Observation des critères de réalisation au 30 juin 2012, et achèvement de la cinquième revue au titre de l'accord.     |
| 6,45 millions de DTS  | 31/5/2013             | Observation des critères de réalisation au 31 décembre 2012, et achèvement de la sixième revue au titre de l'accord.   |

Source : Services du FMI.

<sup>1</sup> Outre les conditions généralement applicables au titre de la Facilité élargie de crédit.

Tableau 7. Burkina Faso : Dépenses sociales en faveur de la réduction de la pauvreté, 2001–10

|   | 2001                        | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007  | 2008  | 2009  | 2010<br>Proj. |
|---|-----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------------|
|   | (En milliards de FCFA)      |       |       |       |       |       |       |       |       |               |
| <b>Total des dépenses sociales en faveur de la réduction de la pauvreté</b>               | 80.4                        | 108.9 | 116.6 | 145.0 | 161.8 | 167.2 | 182.6 | 198.5 | 259.6 | 274.5         |
| Total dépenses courantes  | 64.9                        | 76.7  | 83.8  | 94.0  | 112.6 | 121.7 | 143.1 | 146.2 | 172.0 | 209.8         |
| Total dépenses de capital   | 15.5                        | 32.2  | 32.8  | 50.9  | 49.2  | 45.5  | 39.5  | 52.2  | 87.6  | 64.7          |
| Santé   | 27.3                        | 38.5  | 37.9  | 48.1  | 54.2  | 55.7  | 60.2  | 60.1  | 69.8  | 83.8          |
| Dépenses courantes  | 24.1                        | 31.5  | 29.9  | 31.9  | 39.4  | 43.6  | 50.6  | 49.9  | 55.4  | 67.8          |
| Dépenses de capital   | 3.2                         | 6.9   | 8.0   | 16.3  | 14.8  | 12.1  | 9.6   | 10.2  | 14.5  | 16.0          |
| Education   | 35.1                        | 42.7  | 47.9  | 56.9  | 64.5  | 70.6  | 76.6  | 82.2  | 91.4  | 109.2         |
| Dépenses courantes  | 29.8                        | 30.5  | 37.6  | 44.2  | 53.1  | 59.5  | 67.6  | 72.8  | 82.7  | 99.8          |
| Dépenses de capital   | 5.3                         | 12.2  | 10.3  | 12.7  | 11.4  | 11.1  | 9.0   | 9.5   | 8.8   | 9.4           |
| Routes rurales  | 1.9                         | 1.8   | 2.3   | 3.3   | 3.7   | 3.9   | 2.7   | 2.3   | 15.4  | 4.1           |
| Dépenses courantes  | 0.0                         | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.1   | 0.0   | 0.1   | 0.1   | 0.1           |
| Dépenses de capital   | 1.9                         | 1.8   | 2.3   | 3.3   | 3.6   | 3.7   | 2.7   | 2.2   | 15.3  | 4.0           |
| Bien-être des femmes et autres dépenses sociales en faveur de la réduction de la pauvreté | 16.2                        | 25.9  | 28.5  | 36.6  | 39.4  | 37.0  | 43.2  | 53.8  | 82.9  | 77.4          |
| Dépenses courantes  | 11.1                        | 14.7  | 16.3  | 18.0  | 20.1  | 18.5  | 24.9  | 23.5  | 33.9  | 42.2          |
| Dépenses de capital   | 5.1                         | 11.2  | 12.2  | 18.6  | 19.3  | 18.6  | 18.3  | 30.3  | 49.0  | 35.3          |
|   | (En % du PIB)               |       |       |       |       |       |       |       |       |               |
| <b>Total des dépenses sociales en faveur de la réduction de la pauvreté</b>               | 3.9                         | 4.9   | 4.8   | 5.7   | 5.6   | 5.3   | 5.6   | 5.4   | 6.5   | 6.4           |
| Total dépenses courantes  | 3.1                         | 3.4   | 3.4   | 3.7   | 3.9   | 3.8   | 4.4   | 4.0   | 4.3   | 4.9           |
| Total dépenses de capital   | 0.7                         | 1.4   | 1.3   | 2.0   | 1.7   | 1.4   | 1.2   | 1.4   | 2.2   | 1.5           |
| Santé   | 1.3                         | 1.7   | 1.6   | 1.9   | 1.9   | 1.8   | 1.9   | 1.6   | 1.8   | 2.0           |
| Dépenses courantes  | 1.2                         | 1.4   | 1.2   | 1.2   | 1.4   | 1.4   | 1.6   | 1.4   | 1.4   | 1.6           |
| Dépenses de capital   | 0.2                         | 0.3   | 0.3   | 0.6   | 0.5   | 0.4   | 0.3   | 0.3   | 0.4   | 0.4           |
| Education   | 1.7                         | 1.9   | 2.0   | 2.2   | 2.2   | 2.2   | 2.4   | 2.2   | 2.3   | 2.6           |
| Dépenses courantes  | 1.4                         | 1.4   | 1.5   | 1.7   | 1.8   | 1.9   | 2.1   | 2.0   | 2.1   | 2.3           |
| Dépenses de capital   | 0.3                         | 0.5   | 0.4   | 0.5   | 0.4   | 0.3   | 0.3   | 0.3   | 0.2   | 0.2           |
| Routes rurales  | 0.1                         | 0.1   | 0.1   | 0.1   | 0.1   | 0.1   | 0.1   | 0.1   | 0.4   | 0.1           |
| Dépenses courantes  | 0.0                         | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0           |
| Dépenses de capital   | 0.1                         | 0.1   | 0.1   | 0.1   | 0.1   | 0.1   | 0.1   | 0.1   | 0.4   | 0.1           |
| Bien-être des femmes et autres dépenses sociales en faveur de la réduction de la pauvreté | 0.8                         | 1.2   | 1.2   | 1.4   | 1.4   | 1.2   | 1.3   | 1.5   | 2.1   | 1.8           |
| Dépenses courantes  | 0.5                         | 0.7   | 0.7   | 0.7   | 0.7   | 0.6   | 0.8   | 0.6   | 0.9   | 1.0           |
| Dépenses de capital   | 0.2                         | 0.5   | 0.5   | 0.7   | 0.7   | 0.6   | 0.6   | 0.8   | 1.2   | 0.8           |
|   | (En % des dépenses totales) |       |       |       |       |       |       |       |       |               |
| <b>Total des dépenses sociales en faveur de la réduction de la pauvreté</b>               | 17.5                        | 22.3  | 20.0  | 24.9  | 24.7  | 22.3  | 21.9  | 25.3  | 27.1  | 25.4          |
| Total dépenses courantes  | 14.1                        | 15.7  | 14.4  | 16.1  | 17.2  | 16.3  | 17.2  | 18.7  | 18.0  | 19.4          |
| Total dépenses de capital   | 3.4                         | 6.6   | 5.6   | 8.7   | 7.5   | 6.1   | 4.7   | 6.7   | 9.2   | 6.0           |
| Santé   | 5.9                         | 7.9   | 6.5   | 8.3   | 8.3   | 7.4   | 7.2   | 7.7   | 7.3   | 7.7           |
| Dépenses courantes  | 5.2                         | 6.4   | 5.1   | 5.5   | 6.0   | 5.8   | 6.1   | 6.4   | 5.8   | 6.3           |
| Dépenses de capital   | 0.7                         | 1.4   | 1.4   | 2.8   | 2.3   | 1.6   | 1.1   | 1.3   | 1.5   | 1.5           |
| Education   | 7.6                         | 8.7   | 8.2   | 9.8   | 9.8   | 9.4   | 9.2   | 10.5  | 9.6   | 10.1          |
| Dépenses courantes  | 6.5                         | 6.2   | 6.5   | 7.6   | 8.1   | 8.0   | 8.1   | 9.3   | 8.6   | 9.2           |
| Dépenses de capital   | 1.2                         | 2.5   | 1.8   | 2.2   | 1.7   | 1.5   | 1.1   | 1.2   | 0.9   | 0.9           |
| Routes rurales  | 0.4                         | 0.4   | 0.4   | 0.6   | 0.6   | 0.5   | 0.3   | 0.3   | 1.6   | 0.4           |
| Dépenses courantes  | 0.0                         | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0           |
| Dépenses de capital   | 0.4                         | 0.4   | 0.4   | 0.6   | 0.6   | 0.5   | 0.3   | 0.3   | 1.6   | 0.4           |
| Bien-être des femmes et autres dépenses sociales en faveur de la réduction de la pauvreté | 3.5                         | 5.3   | 4.9   | 6.3   | 6.0   | 4.9   | 5.2   | 6.9   | 8.7   | 7.1           |
| Current expenditure   | 2.4                         | 3.0   | 2.8   | 3.1   | 3.1   | 2.5   | 3.0   | 3.0   | 3.5   | 3.9           |
| Dépenses de capital   | 1.1                         | 2.3   | 2.1   | 3.2   | 3.0   | 2.5   | 2.2   | 3.9   | 5.1   | 3.3           |

Sources : autorités burkinabè ; estimations et projections des services du FMI.

Tableau 8. Burkina Faso : Principaux indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le développement, 1990–2008

|  | 1990  | 1995  | 2000   | 2008   |
|--|---|-------|--------|--------|
|  | (Cible 2015 : réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour et les taux de malnutrition) |       |        |        |
| Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim  |   |       |        |        |
| Part de revenus des 20% les plus pauvres   | ..  | 5,1   | 5,9    | 6,9*   |
| Prévalence de la malnutrition, poids par âge (% enfants - de 5 ans)                          | ..  | 32,7  | 34,3   | 37,7*  |
| Indice d'écart de la pauvreté à 1\$EU/jour (PPA) (%) <sup>1</sup>                            | ..  | 19,5  | 14,4   | 7,3*   |
| Ratio personnes/1\$EU/jour (PPA) (% de la population) <sup>1</sup>                           | ..  | 51,4  | 44,9   | 27,2*  |
| Ratio personnes au seuil de pauvreté (% de la population)                                    | ..  | ..    | 54,6   | 46,4*  |
| Prévalence de la malnutrition (% de la population)   | 21,0  | 19,0  | ..     | 10,0   |
| Assurer l'éducation primaire pour tous   | (Cible 2015 : taux de scolarisation nette 100%)   |       |        |        |
| Taux d'alphabétisation, total jeunes (% de la population 15-24 ans)                          | ..  | ..    | ..     | 40,0   |
| Persistance jusqu'à la fin de la 5ème année primaire (% de la cohorte)                       | 70,0  | ..    | 69,0   | 69,0   |
| Achèvement de la 5ème année de primaire, total (% du groupe d'âge pertinent)                 | 20,0  | 20,0  | 25,0   | 37,0   |
| Taux de scolarisation, primaire (% net)  | 29,0  | ..    | 36,0   | 59,0   |
| Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes                                | (Cible 2015 : ratio d'éducation 100%)   |       |        |        |
| Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national (%)                        | ..  | 4,0   | 8,0    | 15,0   |
| Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire et secondaire (%)                        | 61,0  | ..    | 70,0   | 87,0   |
| Taux d'alphabétisation des femmes jeunes par rapport aux garçons (% 15-24 ans)               | ..  | ..    | ..     | 74,0   |
| Pourcentage de salariées dans le secteur non agricole (% du total des emplois non agricoles) | 12,5  | 13,0  | 13,9   | 14,6** |
| Reduire la mortalité infantile   | (Cible 2015 : réduire de deux-tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de - de 5 ans)  |       |        |        |
| Immunisation, rougeole (% enfants 12-23 mois)  | 79,0  | 43,0  | 59,0   | 94,0   |
| Taux de mortalité, nouveaux-nés (pour 1 000 naissances vivantes)                             | 113,0   | 107,0 | 100,0  | 104,0  |
| Taux de mortalité, moins de 5 ans (pour 1 000)   | 210,0   | 204,0 | 196,0  | 191,0  |
| Améliorer la santé maternelle  | (Cible 2015 : réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle)   |       |        |        |
| Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié (% total)             | ..  | 42,0  | 31,0   | 54,0   |
| Ratio de mortalité maternelle (est. modélisée, pour 1 000 naissances vivantes)               | ..  | ..    | 1000,0 | 700**  |
| Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies                                     | (Cible 2015 : d'ici à 2015, avoir maîtrisé le sida, etc., et avoir commencé à renverser la tendance actuelle)   |       |        |        |
| Taux d'utilisation de la contraception (% de femmes 15-49 ans)                               | ..  | 25,0  | 12,0   | 17,0   |
| Taux de prévalence de la tuberculose (pour 1 000 personnes)                                  | 158,0   | 155,0 | 182,0  | 226,0  |
| Taux de prévalence du VIH, femmes (% 15-24 ans)  | ..  | ..    | ..     | 0,9    |
| Taux de prévalence du VIH, total (% population 15-49)  | ..  | ..    | ..     | 1,6    |
| Cas de tuberculose détectés dans le cadre DOTS (%)   | ..  | 11,0  | 17,0   | 18,0   |
| Assurer un environnement durable   | (Cible 2015: divers)  |       |        |        |
| Émissions de dioxyde de carbone (tonnes métriques par habitant)                              | 0,1   | 0,1   | 0,1    | 0,1**  |
| Proportion de zones forestières (% des terres)   | 26,0  | ..    | 25,0   | 25**   |
| Énergie consommée (en Kg d'équivalent pétrole par 2 000 dollars de PIB (PPA) constants)      | ..  | ..    | ..     | ..     |
| Meilleur système d'assainissement (% de la population qui y a accès)                         | 7,0   | ..    | ..     | 13,0   |
| Source d'eau meilleure (% de la population qui y a accès)                                    | 38,0  | ..    | ..     | 72,0   |
| Superficie des terres protégées pour préserver la biodiversité (en %)                        | ..  | ..    | ..     | 14,0   |
| Mettre en place un partenariat mondial pour le développement                                 | (Cible 2015 : divers)   |       |        |        |
| APD par habitant (\$EU courants)   | 38,0  | 50,0  | 30,0   | 63,0   |
| Service dette (uniq. CGA et FMI, % des exp.B&S, hors envois de fonds travailleurs)           | 7,8   | 14,6  | 20,3   | 7,0    |
| Utilisateurs Internet (pour 1 000 personnes)   | 0,0   | 0,0   | 1,0    | 9,0    |
| Nombre de micro-ordinateurs (pour 1 000 personnes)   | 0,0   | 0,0   | 1,0    | 2,0*   |
| Total service de la dette (% des export. B&S et des revenus)                                 | 6,8   | 11,9  | 14,9   | ..     |
| Taux de chômage, femmes jeunes (% population active féminine, 15-24 ans)                     | ..  | ..    | ..     | ..     |
| Taux de chômage, hommes jeunes (% de la pop. active masculine, 15-24 ans)                    | ..  | ..    | ..     | ..     |
| Taux de chômage, total jeunes (% de la population active, 15-24)                             | ..  | ..    | ..     | ..     |
| Autres   |   |       |        |        |
| Taux de fécondité, total (naissances par femme)  | 6,9   | 6,9   | 6,5    | 6,0    |
| RNB par habitant, méthode Atlas (\$EU courants)  | 350,0   | 240,0 | 250,0  | 480,0  |
| RNB, méthode Atlas (\$EU courants) (milliards)   | 2,9   | 2,4   | 2,8    | 7,3    |
| Formation capital brut (% du PIB)  | 18,2  | 22,8  | 22,7   | 18,1   |
| Espérance de vie à la naissance, total (années)  | 48,0  | 46,0  | 47,0   | 52,0   |
| Taux d'alphabétisation, total adultes (% 15 ans et plus)                                     | ..  | ..    | ..     | 29,0   |
| Population, total (millions)   | 8,5   | 9,8   | 11,3   | 15,2   |
| Commerce (% du PIB)  | 35,4  | 40,7  | 34,3   | 38,3   |

Source : Base de données des Indicateurs de développement dans le monde, 2010.

\* : données pour 2006 ; \*\* : données pour 2007.

<sup>1</sup> \$ EU 1.25 pour 2008.

**LETTRE D'INTENTION**

Ouagadougou, le 17 novembre 2010

Monsieur Dominique Strauss-Kahn  
Directeur général  
Fonds monétaire international  
700 19<sup>th</sup> Street NW  
WASHINGTON, DC 20431 (USA)

Monsieur le Directeur Général,

1. Le gouvernement burkinabè reste engagé à mettre en œuvre des politiques économiques et financières saines, ainsi que les réformes nécessaires pour relever les défis de développement auxquels le pays fait face. Ainsi, pendant le premier semestre de 2010, nous avons continué nos efforts pour consolider la stabilité macro-économique et combattre la pauvreté, dans le contexte de notre programme économique et financier soutenu par la Facilité Élargie de Crédit (FEC).

2. Le gouvernement est convaincu que la mise en œuvre continue des politiques et réformes structurelles définies dans le programme lui permettra de réaliser les objectifs de soutenabilité des finances publiques et de la dette, et de renforcer les perspectives de croissance économique pour le pays. Au cours du premier semestre de 2010, les principaux objectifs du programme ont été atteints. En effet, nous avons mis en application toutes les mesures structurelles prévues pour fin juin et septembre 2010, et accompli des progrès importants pour la réalisation des mesures prévues pour le reste de l'année. Pour ce qui est des objectifs quantitatifs, nos efforts continus pour augmenter l'efficacité dans l'administration fiscale nous ont permis de dépasser les objectifs de recouvrement de recettes à fin juin, et par ailleurs, le taux de défaillance de grandes entreprises était inférieur au niveau programmé. De plus, le gouvernement a continué à maintenir une politique d'endettement prudente, et n'a pas accumulé d'arriérés. Cependant, le repère indicatif sur les dépenses de réduction de la pauvreté était légèrement en dessous de l'objectif en raison des difficultés liées aux procédures de passation de marchés. D'autre part, le critère de performance (CP) sur le déficit budgétaire global (base engagement, dons inclus) n'a pas été respecté parce qu'une bonne partie de dons programmés pour fin juin n'a été déboursée qu'en août.

3. Les objectifs macro-économiques à moyen terme du gouvernement, communiqués dans ma lettre datée du 31 mai 2010, restent appropriés. La stabilité macro-économique et la consolidation des finances publiques restent notre priorité. À cet effet, nous entendons maintenir nos efforts de mobilisation des recettes, et accélérer les réformes de finances publiques. Nous restons convaincus qu'il est essentiel de faire avancer les réformes structurelles afin de renforcer les perspectives de croissance et de réduire la pauvreté. Dans ce contexte, nous continuerons la réhabilitation du secteur de coton, secteur très important

pour notre économie et pourvoyeur de revenus pour une grande partie de la population. Nous prévoyons d'accélérer les réformes dans le secteur financier, et d'améliorer davantage l'environnement des affaires afin de soutenir le développement du secteur privé. Nous allons également approfondir les réformes de la fonction publique afin de renforcer notre politique salariale.

4. Le gouvernement est convaincu que les politiques économiques et financières présentées dans le Mémoire de Politiques Économiques et Financières (MPEF) ci-joint l'aideront à atteindre les objectifs de son programme triennal. Néanmoins, nous sommes disposés à prendre toute mesure supplémentaire qui s'avérerait nécessaire à cet effet. Le gouvernement consultera le FMI avant de prendre de telles mesures, et en tout état de cause avant de réviser les mesures énoncées dans le MPEF, conformément à la politique du FMI régissant ce type de consultation. Nous communiquerons par ailleurs au FMI les informations relatives à la mise en œuvre des mesures convenues et à l'exécution du programme, comme prévu dans le Protocole d'accord technique ci-joint, ou à la demande du FMI.

5. Le gouvernement est conscient que la mise en œuvre satisfaisante des critères de performance à fin juin est une condition pour conclure la première revue du programme. Comme expliqué ci-dessus, tous les critères de performance ont été respectés sauf celui sur le déficit budgétaire global qui ne l'a pas été à fin juin à cause d'un manque à gagner important, bien que temporaire dans les dons budgétaires attendus, et pour lequel nous demandons une dérogation. Par ailleurs, l'objectif de décembre 2010 devra être atteint parce que l'exécution du budget restera prudente pour le reste de l'année, les efforts de mobilisation de recettes vont se poursuivre, et les dons budgétaires sont projetés à la hausse par rapport au niveau programmé.

6. Au vu de la performance générale dans la mise en œuvre du programme à fin juin, et des engagements pris dans le MPEF ci-joint, le gouvernement sollicite la conclusion de la première revue du programme soutenu par la FEC, et le deuxième décaissement d'un montant de 6,45 millions de DTS.

5. Le gouvernement prendra les mesures nécessaires afin de s'assurer que les conditions nécessaires à la conclusion de la deuxième revue du programme puissent être satisfaites, et que la revue soit conclue au plus tard le 14 juin 2011.

6. Le gouvernement autorise le FMI à rendre publics la présente lettre et les pièces qui y sont jointes, ainsi que le rapport établi par les services du FMI, une fois que le Conseil d'administration aura conclu la première revue au titre de la FEC.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération distinguée.

/s/

Lucien Marie Noël BEMBAMBA  
Officier de l'Ordre National

Pièces jointes : Mémoire de politiques économiques  
et financières 2010-2011  
Protocole d'accord technique



## MÉMORANDUM DE POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES POUR 2010-11

### I. INTRODUCTION

1. Le programme économique et financier du Burkina Faso, soutenu par le Fonds Monétaire International (FMI) au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), vise à consolider la stabilité macroéconomique, à renforcer les perspectives de croissance, et à intensifier la lutte contre la pauvreté. Le présent mémorandum complète celui du 31 mai 2010. Il fait le point de la mise en œuvre du programme à fin-juin 2010, et définit les politiques et réformes économiques que le gouvernement entend mettre en œuvre en 2010-11 pour atteindre les objectifs de son programme économique et financier.

### II. SITUATION ECONOMIQUE ET MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME A FIN JUIN 2010

#### A. Evolution économique récente et perspectives pour fin 2010

2. **L'activité économique a connu une embellie au cours du premier semestre 2010, et l'inflation est restée modérée.** Les prévisions de croissance ont été revues à la hausse d'environ 1 point de pourcentage à 5,2%. Cette croissance serait essentiellement soutenue par le dynamisme observé dans les secteurs agricole et minier, et par la reprise de la production cotonnière. En ce qui concerne l'agriculture, la production céréalière devrait croître de 4,4% en raison des conditions climatiques plutôt favorables, et des actions engagées par le Gouvernement au cours des dernières années pour soutenir la productivité du secteur à travers le renforcement de l'utilisation de la fumure organique et la mise à la disposition des producteurs de semences améliorées. Pour ce qui est du secteur minier, l'entrée en production de la cinquième mine d'or (ESSAKANE), qui est de classe mondiale, permettra une augmentation de la production de 50%. Enfin, grâce à des conditions climatiques favorables, la production de coton graine devrait augmenter de 24 % après une baisse de 17% en 2009. L'inflation a sensiblement baissé au cours du premier semestre de 2010, essentiellement grâce à une bonne récolte céréalière. Elle devrait rester modérée sur l'ensemble de l'année, et bien en deçà de la norme communautaire de 3%.

3. **Le pays a connu de nouvelles inondations en juillet 2010.** Ces dernières, contrairement à celles survenues en septembre 2009 qui avaient surtout été circonscrites dans la ville de Ouagadougou, ont affecté plusieurs localités du pays, entraînant des pertes en vies humaines et des dégâts matériels importants. Selon les estimations préliminaires, plus de 100.000 personnes auraient été sinistrées. Le coût des interventions humanitaires d'urgence est estimé à environ 4 milliards de francs CFA.

4. **En finances publiques, la mobilisation de recettes s'est renforcée davantage, et les dépenses en capital ont été plus faibles que prévu.** Une responsabilisation plus accrue et un suivi renforcé des unités de recouvrement a permis un niveau de recouvrement de recettes plus élevé que prévu. L'exécution du budget au cours des six premiers mois de 2010 s'est faite d'une manière exceptionnelle. En effet, certaines dépenses de l'exercice 2009 ont été engagées entre janvier et avril 2010, à hauteur de 67,7 milliards de francs CFA, soit 1,6%

du PIB. Ces dépenses étaient liées aux mesures destinées à faire face aux conséquences des inondations et de la crise financière internationale de 2009. En dépit de cette clôture tardive de l'exercice budgétaire 2009, toutes les dépenses y relatives, y compris celles engagées en 2010 ont été dûment enregistrées dans la loi de règlement pour 2009, récemment déposée à la Cour des comptes. Les dépenses d'investissement et les dépenses sociales sont restées en deçà des objectifs, essentiellement à cause de la lenteur du processus de passation des marchés. La revue à mi-parcours de l'exécution du budget 2010 a permis de dégager un certain nombre de recommandations, dont les plus importantes sont la suppression des avis d'octroi de crédit pour les crédits délégués aux structures déconcentrées et la passation anticipée des marchés pour la réalisation des investissements prévus dans le projet de budget 2011. Ces mesures ont commencé à être mises en œuvre dans la seconde moitié de l'année 2010. Elles contribueront à l'amélioration du taux d'exécution des dépenses d'investissement.

**5. Sur base des résultats de juin, et des efforts continus au cours du second semestre, les recettes sont projetées à 15,6% du PIB, comparé à 13,9% dans le programme, et 13,5% en 2009.** Cette hausse est attribuable aux gains d'efficacité réalisés depuis l'année dernière, et à l'encaissement de recettes exceptionnelles provenant du renouvellement des licences de téléphonie mobile. Dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2010, le gouvernement envisage d'utiliser ces recettes exceptionnelles pour financer des nouveaux projets d'investissement. Ainsi, l'exécution des dépenses en capital devrait s'accélérer au cours du quatrième trimestre ; afin de porter ces dépenses à 280,3 milliards de francs, comparé à 252,6 milliards dans le programme. En raison de cette augmentation, et de l'exécution des dépenses de l'exercice 2009, le niveau total de dépenses et prêts nets devrait être à environ 27% du PIB en 2010, par rapport à un objectif programmé de 25%. Néanmoins, le déficit budgétaire (base engagements, y compris les dons) devrait être à 4,8%, et conforme au niveau programmé grâce à la bonne performance des recettes et à un niveau plus élevé que prévu des aides budgétaires.

**6. La position extérieure du Burkina Faso devrait bénéficier de l'amélioration attendue des termes de l'échange comparé au programme.** En effet, la hausse projetée des exportations et la forte amélioration attendue des termes de l'échange en 2010 devraient plus que compenser l'effet de la hausse des importations. Cette dernière est essentiellement liée à la remontée des prix internationaux du pétrole, aux activités de production dans les secteurs agricole et minier, ainsi qu'à la reconstruction des ouvrages et infrastructures endommagés à la suite des fortes inondations de 2009 et 2010. Par conséquent, le compte des transactions courantes (transferts inclus), devrait se situer à 5,2% du PIB en 2010 comparé à 8,7% dans les projections initiales.

**7. Les développements observés dans le secteur financier reflètent la reprise de l'activité économique constatée au premier semestre de 2010.** La masse monétaire s'est accrue, et le crédit au secteur privé s'est raffermi. Pour l'ensemble de l'année, la masse monétaire devrait croître d'environ 17%, reflétant la forte augmentation des avoirs extérieurs nets du système bancaire.

## B. Résultats de la mise en œuvre du programme

8. **Le gouvernement a atteint la majorité des objectifs de son programme :** le plancher des recettes totales de 300,1 milliards de francs CFA a été dépassé d'environ 4%, avec une réalisation de 310,9 milliards de francs CFA. De plus, grâce aux efforts de suivi rapproché des entreprises, le taux de défaillance des grandes entreprises a été de 4% pour un repère de 5% à fin juin. Cependant, les dépenses sociales étaient en deçà des objectifs. En outre, le critère de réalisation portant sur le déficit budgétaire (base engagements, dons inclus) n'a pu être atteint en raison du retard dans le décaissement des aides budgétaires programmées pour fin juin. Le gouvernement a maintenu une politique prudente d'endettement extérieur : il n'a contracté, ni garanti de dette à des conditions non concessionnelles. De plus, il n'a pas accumulé d'arriérés (Tableau 1). Au niveau des réformes structurelles, toutes les mesures attendues à fin juin 2010 ont été prises (Tableau 2). Il s'agit notamment de la production du rapport trimestriel sur les dépenses de lutte contre la pauvreté, et de l'adoption des textes d'application de la réforme fiscale approuvée par le Parlement en Janvier 2010 (le décret sur le code des investissements et l'arrêté sur les modalités de remboursement de crédits TVA).

9. **Des progrès dans la mise en œuvre d'autres mesures d'amélioration de la situation de finances publiques ont notamment portés sur les réalisations suivantes:**

- Les bureaux de Douanes de Thiou et Ouessa ont été connectés au serveur unique de la Douane. Pour le poste de Bingo, la ligne de téléphone spécialisée de l'Onatel a été installée et le transfert de données est en cours.
- Dans le cadre de la préparation de l'implantation du budget programme, les actions suivantes ont été effectuées : (i) un guide d'élaboration des politiques sectorielles a été adopté par le Conseil des Ministres du 15 septembre 2010 ; (ii) des cellules relais du secrétariat technique national ont été créées dans les ministères et institutions ; (iii) un collège de personnes ressources du budget programme a été constitué pour accompagner le comité de pilotage et le secrétariat technique national ; (iv) un consultant a été recruté pour l'élaboration d'un document de stratégie d'implantation du budget programme de l'Etat; et (v) les actions d'information sur le budget programme au profit des départements ministériels et des autres acteurs ont été intensifiées.
- Une nouvelle nomenclature des pièces justificatives a été adoptée. Elle permettra de réduire davantage les délais de paiement de la dépense publique grâce à une réduction conséquente du nombre de pièces exigées dans les dossiers de paiement.
- Un nouveau canevas de présentation du plan de trésorerie a été adopté en septembre.
- L'Inspection Générale du Budget en collaboration avec l'Inspection Générale des Finances (IGF) a réalisé un audit organisationnel des Directions des Affaires Administratives et Financières (DAF) dans 28 ministères et institutions. Les recommandations de l'audit ont permis de définir les points de responsabilité et les

critères pour l'évaluation des performances de ce maillon important de la chaîne de la dépense publique.

10. **Bien que la mise en œuvre de la stratégie du secteur financier ait connu un retard**, le décret mettant en place le comité de suivi a été signé en mai 2010. Il est prévu l'organisation d'un atelier national de dissémination et d'une table ronde des bailleurs de fonds d'ici fin 2010. La plupart des actions prévues au chronogramme pour 2010 n'ont pas été mises en œuvre en raison des retards dans la mise en place du dispositif institutionnel de suivi et de la difficulté à mobiliser les financements nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie. Pour ce qui est de la restructuration des banques, le Conseil d'administration de la Banque Commerciale du Burkina (BCB) a décidé d'augmenter son capital de 18 milliards de francs CFA. À ce jour, les actionnaires ont libéré 6,5 milliards de francs CFA, et le solde le sera d'ici fin décembre 2010, afin de respecter les dispositions réglementaires régionales. En ce qui concerne la Banque de l'Habitat du Burkina Faso (BHBF), des concertations sont en cours avec la Société Financière Internationale (SFI) pour la participation de cette dernière au capital de la BHBF.

11. **Les perspectives d'ensemble se sont améliorées dans le secteur coton après de nombreuses difficultés ces dernières années.** Pour la plupart ces difficultés ont été liées aux aléas climatiques, à la baisse des cours mondiaux, et au faible taux de transformation de la fibre. Dans un contexte où les cours mondiaux du coton se sont redressés et eu égard à l'importance du secteur pour l'économie et pour la lutte contre la pauvreté, le gouvernement entend poursuivre les réformes nécessaires pour la restructuration de la SOFITEX, et pour l'amélioration de la viabilité financière du secteur, en collaboration avec les autres acteurs concernés. Dans ce cadre, la SOFITEX a été effectivement recapitalisée en 2010 à hauteur de 16,4 milliards de francs CFA. La SOFITEX a recruté un cabinet spécialisé afin de mener à terme la réévaluation des immobilisations dans l'optique de finaliser l'opération de recapitalisation conformément à la réglementation en vigueur. De plus, elle a poursuivi la mise en œuvre des actions visant à réduire les charges d'exploitation, ainsi que les autres réformes tel que présenté ci-dessous :

- La relecture de l'organigramme de l'entreprise sur base des recommandations de l'audit réalisé en fin 2009. Le nouvel organigramme est entré en vigueur en juillet 2010. Il introduit deux nouveaux départements devant fonctionner selon les normes internationales, à savoir le département de l'audit interne et celui du contrôle de gestion. Les actions de formation du personnel pour ces départements sont en cours.
- La préparation du manuel de procédure qui est actuellement à la phase de validation.
- La mise en place d'un nouveau système d'information qui devrait être utilisée à partir de la campagne 2010-11.
- La préparation d'un plan d'affaires.

12. **Le gouvernement a poursuivi ses efforts de réduction de la pauvreté. Son objectif sous le Cadre Stratégique de réduction de la pauvreté (CSLP), est de réduire la pauvreté de 43,2 pour cent de la population à la fin 2009 à moins de 35 pour cent de la**

population en 2015. Pour atteindre ce but, les actions du gouvernement se sont concentrées sur les secteurs suivants : (i) l'amélioration de l'accès aux services de santé et d'éducation de base ; (ii) la sécurité alimentaire ; (iii) la création d'emploi. Les programmes de réduction de la pauvreté ont également ciblés directement les groupes vulnérables. En particulier, le gouvernement a récemment augmenté l'envergure de son programme de cantines scolaires, et distribué des matériaux de construction aux victimes des inondations.

### III. POLITIQUES ECONOMIQUES ET FINANCIERES POUR 2011

#### A. Cadre macroéconomique

13. **Le gouvernement entend maintenir ses efforts de réforme.** Il prévoit de mettre en œuvre les mesures nécessaires à la stabilité macroéconomique, au renforcement des perspectives de croissance, et à la réduction de la pauvreté. Dans ce cadre, il envisage de finaliser et de mettre en œuvre en 2011, sa Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD), dont la préparation est très avancée.

14. **Le taux de croissance devrait atteindre 5,5% en 2011, et l'inflation devrait rester modérée.** La hausse de la croissance sera essentiellement portée par la poursuite d'une bonne performance dans les secteurs agricole, cotonnier, et minier ainsi que par le dynamisme du secteur des services. En particulier, la production du coton devrait croître de 10% essentiellement grâce au paiement à bonne date des producteurs prévu pour la campagne en cours ; à l'apurement en 2010 des arriérés internes entre producteurs ; ainsi qu'au relèvement de 14% du prix au producteur pour la campagne 2010-11. La production d'or quant à elle, devrait croître de 40% en raison du niveau élevé des prix mondiaux, et de l'augmentation de la production de la plus importante mine aurifère du Burkina Faso (ESSAKANE). Le secteur des services devra bénéficier de l'expansion des activités dans le secteur secondaire ainsi que de la demande découlant des manifestations officielles prévues en 2010-11, notamment la célébration du Cinquantenaire de l'indépendance du Burkina Faso. Une bonne exécution du programme d'investissement public, notamment pour la réhabilitation des ouvrages détruits par les inondations en 2009 et 2010, devra également soutenir la croissance en 2011. L'inflation devrait rester modérée, et bien en deçà de la norme communautaire régionale de 3%, grâce essentiellement à la bonne production attendue dans le secteur agricole.

#### B. Politique budgétaire

15. **Le gouvernement entend maintenir les efforts destinés à consolider la situation des finances publiques.** En 2011, la politique budgétaire visera essentiellement à soutenir la reprise économique, et à faire face aux effets des inondations de 2009-10, tout en préservant la soutenabilité à moyen terme des finances publiques et de la dette. Ainsi, la priorité sera donnée aux mesures destinées au renforcement des recettes et à la gestion des dépenses publiques. Tout en maintenant une gestion budgétaire prudente, l'allocation des ressources budgétaires sera axée principalement sur (i) le renforcement du soutien à l'agriculture et aux ressources animales, (ii) le développement des infrastructures économiques, (iii) la consolidation des actions de lutte contre la pauvreté et (iv) la promotion de l'emploi et la réduction du chômage.

16. **Le gouvernement entend renforcer davantage la mobilisation de recettes.** Les recettes budgétaires devraient augmenter pour atteindre 721,4 milliards de Francs CFA, soit 15,7% du PIB en 2011. Le rendement de recettes bénéficiera des mesures suivantes :

- Nouvelles mesures fiscales : (i) l'entrée en vigueur de la réforme fiscale adoptée en début 2010, qui devrait contribuer à l'augmentation des recettes provenant de l'impôt sur les sociétés ; (ii) le relèvement de 25 à 30% des droits d'accises sur les boissons alcoolisées (autres que la bière) dans le cadre de la loi de finances 2011 ; (iii) l'application d'un nouveau système d'évaluation de la taxe de superficie, qui en augmente le taux de 3 à 5%, et qui serait modulé par rapport à l'évolution des cours mondiaux. L'impact de cette dernière mesure sera renforcé par la hausse projetée de recettes d'exportation de l'or.
- Hausse des recettes non fiscales grâce aux recettes attendues de l'octroi de la quatrième licence de téléphonie mobile et du reliquat des paiements sur les renouvellements de licences en 2010.
- Mesures administratives : (i) la poursuite du suivi de recettes par unité de recouvrement ; (ii) le démarrage des opérations de la Direction des moyennes entreprises à partir d'octobre 2010 ; (iii) l'intensification des actions de recouvrement des arriérés d'impôts ; (iv) les campagnes de sensibilisation destinées à augmenter le civisme fiscal, et les actions de renforcement de contrôle ; (v) la mise en œuvre de deux scanners, l'un au poste de douane de Ouaga route et l'autre au poste de douanes de Bobo gare au plus tard au 31 décembre 2011 (**repère structurel**) ; et (vi) le renforcement des brigade de contrôle mixte DGI-Douanes.

17. **Les dépenses sont projetées à 1.161,1 milliards de Francs CFA, soit 25,2% du PIB.** Les dépenses courantes seraient à 12,4 % du PIB, et les dépenses de réduction de pauvreté augmenteraient d'environ 10% pour atteindre 6,5% du PIB. Grâce à l'application du système d'avancement au mérite, la masse salariale devrait être contenue à 5,8% du PIB, tout en accommodant des recrutements dans les secteurs prioritaires. Les dépenses d'investissement se situeraient à 12,5% du PIB, avec un niveau important consacré à la réhabilitation des infrastructures.

18. **Grace aux efforts additionnels de recettes qui sont attendus, le déficit budgétaire devrait être réduit à 3,9% du PIB en 2011.** Il sera financé par les aides budgétaires attendues, par le décaissement programmé des troisième et quatrième tranches de la FEC du FMI, et par un emprunt obligataire sur le marché régional de l'UEMOA. Conscientes de la nécessité d'éviter toute accumulation d'arriérés de paiement intérieurs, les autorités s'engagent à réduire les dépenses non prioritaires à hauteur d'un manque à gagner éventuel au niveau de recettes et/ou des appuis budgétaires attendus.

### C. Balance des paiements et dette extérieure

19. **La position extérieure devrait fléchir quelque peu en 2011.** En effet, le déficit du compte courant (y compris les transferts) est projeté à 6,3% du PIB contre 5,2% du PIB en 2010, à cause de la baisse projetée des transferts officiels, et de la détérioration attendue des termes de l'échange, qui compense largement l'effet de la hausse des exportations en volume du coton et de l'or. En prenant en compte les autres flux nets de la balance des paiements, le solde global de la balance des paiements devrait atteindre un surplus modéré 17,4 milliards de Francs CFA.

20. **Le gouvernement entend maintenir une politique prudente d'endettement.** La dernière analyse de soutenabilité de la dette extérieure menée par les services du FMI et de la Banque mondiale en mai 2010 a montré que le risque de surendettement est élevé. En effet, un des indicateurs principaux de la dette, mettant en rapport l'encours de la dette et les exportations pourrait dépasser son seuil de tolérance à partir de 2017. Cet indicateur montre entre autres que malgré l'essor des exportations d'or au cours des trois dernières années, la base d'exportation reste étroite. Par conséquent, le gouvernement est déterminé à poursuivre une politique d'endettement prudente afin de préserver la viabilité de la dette extérieure. Par conséquent, il s'engage à ne pas contracter ou garantir des prêts non concessionnels tels que définis dans le Protocole d'Accord Technique qui accompagne ce mémorandum.

21. **Le renforcement de la capacité de gestion de la dette sera poursuivi.** Dans ce cadre, les autorités envisagent de demander l'appui de la Banque pour mettre à jour les résultats de l'exercice portant sur l'Évaluation de la Capacité de Gestion de la Dette mené en 2008. De plus, le manuel de procédures d'endettement et de gestion de la dette finalisé en septembre 2010 sera pleinement exploité par les services concernés. Avec l'appui des partenaires financiers et techniques du Burkina Faso, les actions suivantes sont envisagées à partir de 2011 :

- l'intensification de l'informatisation du service de gestion de la dette;
- la formation des cadres en charge de la gestion de la dette;
- l'amélioration de la qualité de la base des données, y compris la création d'une réplique à Bobo Dioulasso ; et
- la mise en place d'un système intégré de gestion des financements extérieurs.

### D. Reformes structurelles

22. **Le gouvernement entend intensifier en 2011 les actions visant à l'amélioration de la gestion de la dépense et de la trésorerie.** Les axes prioritaires seront les procédures d'exécution de dépenses et le suivi du plan de trésorerie. Dans ce contexte, et afin d'éviter des retards dans la clôture de l'exercice budgétaire tel que observé dans l'exécution du budget 2009, les autorités prendront les mesures nécessaires pour assurer le respect strict des délais réglementaires, à savoir, l'arrêt des engagements à fin novembre et celui des ordonnancements à fin décembre de l'année concernée, et la clôture des opérations de

paiements des dépenses de la gestion à la fin de la période complémentaire, c'est-à-dire à fin février de l'année suivante. En outre, l'IGF procédera, avant fin juin 2011, à l'audit des DAF des ministères afin d'identifier et corriger les goulots d'étranglement dans l'exécution du budget, particulièrement les dépenses en capital (**repère structurel**). Les autorités envisagent d'accélérer les travaux d'harmonisation qui permettront l'adoption d'une nouvelle nomenclature budgétaire conforme aux directives de l'UEMOA, à fin décembre 2011.

23. **En ce qui concerne les produits pétroliers**, un nouveau système de fixation de prix et de taxation sera mis en place à fin juin 2011 (**repère structurel**), sur base des recommandations des études sur ces deux aspects, qui seront achevées à fin décembre 2010.

24. **Les autorités entendent profiter de l'amélioration des perspectives du secteur coton pour accélérer les réformes.** Celles-ci portent essentiellement sur la réhabilitation de la SOFITEX et la modification des systèmes de financement des intrants et du fonds de lissage. En ce qui concerne la réhabilitation de la SOFITEX, la recapitalisation opérée en 2010, conjuguée à l'augmentation attendue de recettes d'exportations devrait contribuer à renforcer la situation financière de la société à réduire les besoins en soutien de la part de l'État. Sur cette base, une convention sera signée avec ce dernier pour le remboursement des obligations de la SOFITEX vis-à-vis du pool bancaire domestique qui ont été prises en charge par l'État depuis 2009. Les réformes suivantes seront finalisées dans le secteur coton en 2010-11 :

- le renforcement de la capacité de gestion de la SOFITEX par :
  - (i) l'opérationnalisation des nouveaux départements (d'audit et de contrôle de gestion), (ii) la mise en place de la Direction des études et de la prospective; (iii) la finalisation du nouveau manuel de procédures; (iv) la préparation d'une cartographie des risques; et (v) la finalisation du plan d'affaires discuté par le conseil d'administration en juin 2010.
- Le réajustement des zones cotonnières afin de renforcer la soutenabilité financière des sociétés d'égrenage, en collaboration avec la Banque mondiale.
- La finalisation des études sur les mécanismes de financement du fonds de lissage et du fonds pour les intrants. Sur base des recommandations de ces études, les autorités prépareront un plan d'action avec les mesures clés pour 2011-12.

25. **La réforme de la fonction publique visera à renforcer la politique salariale et la qualité des services administratifs.** Ainsi, la mise en œuvre du système d'avancement au mérite se poursuivra, et les recrutements seront concentrés dans les secteurs prioritaires. De plus, un recensement physique des fonctionnaires sera effectué à fin décembre 2011 en vue de la mise à jour des données de la solde, et de leur harmonisation avec celles du fichier de la fonction publique (**repère structurel**). Par ailleurs, un système de carte d'identification électronique sera également mis en œuvre pour tous les fonctionnaires, afin de renforcer la maîtrise des effectifs de la fonction publique.



26. **La mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur financier sera conforme au plan d’actions adopté par le gouvernement en 2010.** Les principales mesures prévues pour 2011-12 sont les suivantes :

- la finalisation du désengagement partiel de l’État du capital de la BHBF;
- la mise en œuvre du plan d’actions sur la promotion de la bancarisation dans l’UEMOA;
- l’audit organisationnel et fonctionnel de la Direction des Assurances et l’application de ses recommandations;
- la diffusion et l’application des nouvelles dispositions légales sur les Structures Financières Décentralisées (SFD) ;
- l’établissement d’un tableau de bord trimestriel avec les indicateurs financiers des SFD;
- la mise en œuvre de la stratégie nationale de microfinance;
- la préparation d’une stratégie de privatisation des services financiers postaux; et
- l’évaluation des impayés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, en vue de leur apurement.

27. **Afin de soutenir le développement du secteur privé, les autorités entendent poursuivre la mise en œuvre des actions destinées à améliorer le climat des affaires.** Dans ce contexte, il est prévu de rendre opérationnel les tribunaux de Commerce de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso en 2011, et de terminer la formation des juges pour ces tribunaux. Par ailleurs, les autorités entendent mettre en place avant fin 2011, un guichet électronique unique visant à faciliter le commerce extérieur utilisant le système ORBUS (repère structurel).

28. **La mise en œuvre des conditions de conformité aux principes de l’Initiative de Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) se poursuivra dans l’optique d’une finalisation avant la date butoir de mai 2011.** Les actions prévues pour fin 2010 incluent la mise en place d’un site Internet pour la publication des rapports et données du secteur minier, et la formation des membres du Comité ITIE. Le premier rapport du conciliateur, couvrant les activités minières de 2008-09, est attendu pour la fin de l’année 2010.

#### **E. Amélioration des statistiques**

29. **Le renforcement de la qualité et de la disponibilité des données économiques et sociales se poursuivra.** Elle sera notamment basée sur les recommandations des missions

d'assistance technique du FMI et celles d'autres partenaires techniques et financiers du Burkina Faso. Les domaines prioritaires restent la gestion des finances publiques et la politique de gestion des dépenses, le renforcement des administrations et de la politique fiscale, la gestion de la dette, le suivi du secteur de la microfinance, ainsi que les comptes nationaux et les prix.

## F. Suivi du programme

30. **Les autorités entendent faire un suivi rapproché de la mise en œuvre de leur programme économique et financier.** Afin d'assurer le succès du programme, elles entendent prendre toutes les mesures nécessaires pour la réalisation des objectifs quantitatifs et structurels agréés avec les services du FMI, et qui sont présentes dans les tableaux 1 et 2 de ce mémorandum. Le suivi du programme se fera conformément au contenu du Protocole d'Accord Technique (joint à ce mémorandum), qui définit les critères de performance quantitatifs et les modalités de transmission régulière de données aux services du FMI. Pendant la durée de mise en œuvre du programme, le gouvernement burkinabè s'abstiendra d'imposer des restrictions sur les paiements et les transferts au titre des transactions courantes, ou de renforcer ces restrictions, le cas échéant, sans avoir consulté le FMI au préalable; d'instaurer ou de modifier des pratiques de taux de change multiples; de conclure des accords de paiement bilatéraux incompatibles avec les dispositions de l'article VIII des Statuts du FMI ; et d'instaurer des restrictions sur les importations pour les besoins de la balance des paiements. Il est prévu que la deuxième revue du programme soutenu par la FEC soit achevée au plus tard le 14 juin 2011, la troisième revue au plus tard le 15 décembre 2011, et la quatrième revue au plus tard le 14 juin 2012.

31. **Le gouvernement sollicite une dérogation pour le non-respect du critère de performance sur le déficit budgétaire à fin juin 2010.** En effet, comme expliqué plus haut dans ce mémorandum, le critère de fin juin n'a pas pu être respecté en raison des retards dans le décaissement des aides budgétaires. Il y avait en effet environ 81 milliards de moins-value sur les ressources extérieures attendues à fin juin. Prenant en compte l'ajusteur de 25 milliards de francs CFA prévu dans le programme, le dépassement du critère de réalisation était limité à 0,9% du PIB. L'objectif budgétaire de fin décembre devrait être atteint parce que les aides budgétaires sont projetées à la hausse comparé au programme, et l'exécution du budget restera prudente.

Tableau 1. Burkina Faso: Critères et repères quantitatifs, 2009–11

(En milliards de FCFA, données cumulées; sauf là où indiqué)

|   | 2009              |        | 2010 |                   |        |       |        |                   |        |                   |        |        |
|---|-------------------|--------|------|-------------------|--------|-------|--------|-------------------|--------|-------------------|--------|--------|
|   | Mar. <sup>5</sup> |        |      | Jun. <sup>6</sup> |        |       | Status | Sep. <sup>5</sup> |        | Dec. <sup>6</sup> |        |        |
|   | Prog.             | Adj.   | Est. | Prog.             | Adj.   | Est.  |        | Prog.             | Proj.  | Prog.             | Proj.  |        |
| <b>Critères de performance et repères indicatifs</b>  |                   |        |      |                   |        |       |        |                   |        |                   |        |        |
| Plafond du déficit global, dons compris <sup>1</sup>  | 222.7             | 71.3   | 96.3 | 82.5              | 95.1   | 120.1 | 156.9  | Non realise       | 143.6  | 161.3             | 217.8  | 217.8  |
| Plafond des nouveaux emprunts extérieurs non concessionnels contractés ou garantis par le gouvernement <sup>2,3</sup> | 0.0               | 0.0    | ...  | 0.0               | 0.0    | ...   | 0.0    | Realise           | 0.0    | 0.0               | 0.0    | 0.0    |
| Plafond des nouveaux emprunts extérieurs de moins d'un an contractés ou garantis par le gouvernement <sup>2,3</sup>   | 0.0               | 0.0    | ...  | 0.0               | 0.0    | ...   | 0.0    | Realise           | 0.0    | 0.0               | 0.0    | 0.0    |
| Accumulation d'arriérés extérieurs <sup>2</sup>   | 0.0               | 0.0    | ...  | 0.0               | 0.0    | ...   | 0.0    | Realise           | 0.0    | 0.0               | 0.0    | 0.0    |
| <b>Repères indicatifs</b>   |                   |        |      |                   |        |       |        |                   |        |                   |        |        |
| Recettes totales  | 539.1             | 124.4  | ...  | 132.9             | 300.1  | ...   | 310.9  | Realise           | 438.6  | 488.7             | 585.2  | 667.9  |
| Dépenses sociales de réduction de la pauvreté   | 259.6             | 60.4   | ...  | 53.2              | 126.3  | ...   | 118.0  | Non realise       | 200.4  | 200.4             | 274.5  | 274.5  |
| Taux défaillants pour les grandes entreprises (%) <sup>4</sup>  | 3.0               | 5.0    | ...  | 5.0               | 5.0    | ...   | 4.0    | Realise           | 5.0    | 5.0               | 5.0    | 5.0    |
| Accumulation d'arriérés de paiements intérieurs   | 0.0               | 0.0    | ...  | 0.0               | 0.0    | ...   | 0.0    | Realise           | 0.0    | 0.0               | 0.0    | 0.0    |
| <b>Ajustement à la hausse maximum du plafond sur le déficit global (dons compris) en raison d'un :</b>                |                   |        |      |                   |        |       |        |                   |        |                   |        |        |
| Manque à gagner sur les dons par rapport aux projections du programme   | 25.0              | 25.0   | ...  | 25.0              | 25.0   | ...   | 25.0   | ...               | 25.0   | 25.0              | 25.0   | 25.0   |
| Excédent de prêts concessionnels par rapport aux projections du programme   | 0.0               | 15.0   | ...  | 0.0               | 15.0   | ...   | 0.0    | ...               | 15.0   | 15.0              | 15.0   | 15.0   |
| <b>Facteurs d'ajustement</b>  |                   |        |      |                   |        |       |        |                   |        |                   |        |        |
| Manque à gagner sur les dons par rapport aux projections du programme   | 38.7              | 0.0    | ...  | 51.8              | 0.0    | ...   | 80.6   | ...               | 0.0    | 17.6              | 0.0    | -7.5   |
| Excédent de prêts concessionnels par rapport aux projections du programme   | -28.2             | 0.0    | ...  | -5.9              | 0.0    | ...   | -3.2   | ...               | 0.0    | -9.0              | 0.0    | 5.3    |
| <b>Memorandum items:</b>  |                   |        |      |                   |        |       |        |                   |        |                   |        |        |
| Deficit primaire de base (base caisse)  | -111.8            | -125.1 | ...  | -75.1             | -168.3 | ...   | -103.3 | ...               | -222.4 | -168.4            | -277.3 | -213.6 |
| Dons  | 232.4             | 69.1   | ...  | 17.2              | 134.5  | ...   | 53.9   | ...               | 212.2  | 194.6             | 265.1  | 272.6  |
| Prêts concessionnels  | 123.9             | 37.2   | ...  | 31.3              | 74.4   | ...   | 71.2   | ...               | 119.0  | 110.0             | 156.2  | 161.5  |

(voir suite)

Tableau 1. Burkina Faso: Critères et repères quantitatifs, 2009–11 (suite et fin)

(En milliards de FCFA, données cumulées; sauf là où indiqué)

|   | 2011              |                   |                   |                   |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|   | Mar. <sup>5</sup> | Jun. <sup>6</sup> | Sep. <sup>5</sup> | Dec. <sup>6</sup> |
|   | Proj.             | Proj.             | Proj.             | Proj.             |
| <b>Critères de performance et repères indicatifs</b>  |                   |                   |                   |                   |
| Plafond du déficit global, dons compris <sup>1</sup>  | 68.2              | 88.1              | 148.6             | 179.4             |
| Plafond des nouveaux emprunts extérieurs non concessionnels contractés ou garantis par le gouvernement <sup>2,3</sup> | 0.0               | 0.0               | 0.0               | 0.0               |
| Plafond des nouveaux emprunts extérieurs de moins d'un an contractés ou garantis par le gouvernement <sup>2,3</sup>   | 0.0               | 0.0               | 0.0               | 0.0               |
| Accumulation d'arriérés extérieurs <sup>2</sup>   | 0.0               | 0.0               | 0.0               | 0.0               |
| <b>Repères indicatifs</b>   |                   |                   |                   |                   |
| Recettes totales  | 144.8             | 353.0             | 515.4             | 721.4             |
| Dépenses sociales de réduction de la pauvreté   | 66.1              | 138.3             | 219.4             | 300.6             |
| Taux des défaillants pour les grandes entreprises (%) <sup>4</sup>  | 5.0               | 5.0               | 5.0               | 5.0               |
| Accumulation d'arriérés de paiements intérieurs   | 0.0               | 0.0               | 0.0               | 0.0               |
| <b>Ajustement à la hausse maximum du plafond sur le déficit global (dons compris) en raison d'un :</b>                |                   |                   |                   |                   |
| Manque à gagner sur les dons par rapport aux projections du programme   | 25.0              | 25.0              | 25.0              | 25.0              |
| Excédent de prêts concessionnels par rapport aux projections du programme   | 15.0              | 15.0              | 15.0              | 15.0              |
| <b>Facteurs d'ajustement</b>  |                   |                   |                   |                   |
| Manque à gagner sur les dons par rapport aux projections du programme   | 0.0               | 0.0               | 0.0               | 0.0               |
| Excédent de prêts concessionnels par rapport aux projections du programme   | 0.0               | 0.0               | 0.0               | 0.0               |
| <b>Memorandum items:</b>  |                   |                   |                   |                   |
| Deficit primaire de base (base caisse)  | -24.9             | -56.9             | -97.5             | -122.4            |
| Dons  | 19.7              | 70.0              | 160.7             | 260.4             |
| Prêts concessionnels  | 41.2              | 41.2              | 82.3              | 164.6             |

Sources : Autorités Burkinabé ; estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Le plafond du déficit global dons compris sera ajusté conformément aux indications du protocole d'accord technique. Le déficit est calculé sur la base des engagements.<sup>2</sup> A observer de manière continue.<sup>3</sup> A l'exclusion des bons et obligations du Trésor et des bonds émis sur le marché financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Ce plafond exclut les crédits fournisseurs d'une durée égale ou inférieure à un an.<sup>4</sup> S'applique à la moyenne du trimestre.<sup>5</sup> Repère indicatif.<sup>6</sup> Critère de performance.

**Tableau 2. Burkina Faso: Repères Structurels, 2010-11**

**Janvier-Septembre 2010**

| <b>Mesures</b>  | <b>Date de mise en œuvre</b> | <b>Statut</b> |
|---|------------------------------|---------------|
| Adopter les textes juridiques liés à la réforme fiscale votée par le parlement en Janvier 2010.   | Fin juin                     | Réalisé       |
| Préparer sur une base continue, un rapport trimestriel sur les dépenses de réduction de la pauvreté basé sur le nouveau système adopté en octobre 2009 à partir de juin 2010. | Fin juin                     | Réalisé       |
| Adopter une nouvelle présentation du plan de trésorerie.  | Fin septembre                | Réalisé       |
| Finaliser la préparation du manuel de procédure sur l'endettement et la gestion de la dette extérieure.   | Fin septembre                | Réalisé       |
| Finaliser l'audit social de la fonction publique.   | Fin septembre                | Réalisé       |
| Mettre en place une structure d'audit interne à la SOFITEX.   | Fin septembre                | Réalisé       |

(voir suite)

Tableau 2. Burkina Faso - Repères structurels (suite et fin)

Octobre 2010-Janvier 2011

| Mesures  | Date de mise en oeuvre                 | Justification  |
|--|--|--|
| <b>Gestion des finances publiques</b>  |  |  |
| Informatiser et connecter électroniquement deux postes de douane au bureau central.  | Fin décembre 2010<br>(deuxième revue)  | Améliorer la mobilisation de recettes.   |
| Préparer une étude sur la taxation des produits pétroliers et sur un nouveau mécanisme de fixation des prix de ces produits. | Fin décembre 2010<br>(deuxième revue)  | Réduction des subventions.   |
| Préparer l'audit financier des DAF des ministères.   | Fin Juin 2011<br>(troisième revue)     | Améliorer la gestion des dépenses.   |
| Mettre en œuvre le nouveau mécanisme de fixation des prix des produits pétroliers.   | Fin juin 2011<br>(troisième revue)     | Réduction des subventions.   |
| Mettre en place le guichet unique du commerce extérieur avec le système ORBUS.   | Fin décembre 2011<br>(quatrième revue) | Améliorer le climat d'affaires.  |
| Mettre en place deux scanners aux postes de Ouaga Route et de Bobo Gare afin d'améliorer l'évaluation des marchandises.      | Fin décembre 2011<br>(troisième revue) | Améliorer la mobilisation de recettes.   |
| <b>Fonction publique</b>   |  |  |
| Mettre en œuvre le système d'avancement au mérite.   | Fin décembre 2010<br>(deuxième revue)  | Améliorer la politique salariale ainsi que l'efficacité de la fonction publique. |
| Réaliser le recensement de la fonction publique et harmoniser les systèmes de la paye et de la fonction publique.            | Fin décembre 2011<br>(quatrième revue) | Améliorer la politique salariale.  |
| <b>Système financier</b>   |  |  |
| Finaliser la restructuration de la Banque Commerciale du Burkina.  | Fin décembre 2010<br>(deuxième revue)  | Augmenter l'accès aux services financiers.                                       |
| Adopter et mettre en œuvre la nouvelle stratégie nationale de la microfinance.   | Fin juin 2011<br>(troisième revue)     | Augmenter l'accès aux services financiers.                                       |
| <b>Secteur coton</b>   |  |  |
| Élaborer un plan d'affaires pour la SOFITEX.   | Fin décembre 2010<br>(deuxième revue)  | Améliorer la viabilité financière de la SOFITEX.                                 |

## PROTOCOLE D'ACCORD TECHNIQUE

Ouagadougou, le 17 novembre 2010

1. Le présent protocole d'accord technique (PAT) définit les critères de réalisation quantitatifs, les objectifs indicatifs et les repères structurels servant à évaluer les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre du programme appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC). Il fixe également les délais de communication des données aux services du FMI.

### I. DÉFINITIONS

Sauf indication contraire, l'État est défini comme l'administration centrale du Burkina Faso et n'inclut pas les démembrements politiques (comme les collectivités locales), la Banque centrale ni toute autre entité publique ou appartenant à l'État, dotée de la personnalité juridique et n'entrant pas dans le champ du TOFE.

2. Les définitions de la «dette» et des «emprunts concessionnels» retenues pour les besoins de ce protocole d'accord sont spécifiées au point 9 de la décision du Conseil d'administration du FMI no. 6230-(79/140), subséquemment amendée, incluant la décision No. 14416-(09/91), effective le 1<sup>er</sup> Décembre 2009.

(a) pour les besoins de ce protocole d'accord la dette s'entend comme une obligation directe, donc non contingente, résultant d'un accord contractuel prévoyant la mise à disposition de valeurs sous forme d'actifs (y compris monétaires) ou de services, et par lequel le débiteur s'engage à effectuer un ou plusieurs paiements sous forme d'actifs (y compris monétaires) ou de services, selon un échéancier déterminé; ces paiements libéreront le débiteur des engagements contractés en termes de principal ou d'intérêt. La dette peut prendre plusieurs formes, dont notamment :

(i) Des prêts, c'est-à-dire des avances de fonds effectuées au profit du débiteur par le créancier sur la base d'un engagement du débiteur de rembourser ces fonds dans le futur (notamment dépôts, bons, titres obligataires, prêts commerciaux, crédit-acheteurs) et d'échanges temporaires d'actifs, équivalant à des prêts totalement sécurisés, au titre desquels le débiteur doit rembourser les fonds prêtés, et généralement payer un intérêt, en rachetant les actifs donnés en garantie au vendeur dans le futur (par exemple, accords de rachats ou accords officiels d'échange);

(ii) Des crédits fournisseurs, c'est-à-dire des contrats par lesquels le fournisseur accorde au client un paiement différé jusqu'à une date postérieure à celle de la livraison des biens ou de la prestation du service;

(iii) Des accords de crédit-bail, c'est-à-dire des accords donnant au preneur le droit d'utiliser une propriété pour des durées généralement plus courtes que la durée de vie des biens concernés mais sans transfert de propriété, dont le titre est conservé par le bailleur. Pour les besoins de cette directive, la dette est la valeur actualisée (à la création du bail) de tous les paiements anticipés du bail durant la période de l'accord à l'exception des paiements nécessaires au fonctionnement, aux réparations et à l'entretien des biens concernés;

(iv) Les bons et titres du Trésor libellés en francs CFA, émis sur le marché régional de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), comptabilisés dans la dette publique aux fins du présent protocole.

Conformément à la définition de la dette retenue ci-dessus, les arriérés, pénalités et indemnités accordées par voie de justice suite à un défaut de paiement d'une obligation contractuelle ayant le caractère de dette constituent également une dette. Le non-paiement d'une obligation qui n'est pas considérée comme une dette selon cette définition (par exemple paiement à la livraison) ne donnera pas lieu à la création de dette.

- (b) Un prêt est réputé concessionnel si, à la date initiale de signature de contrat, le ratio entre la valeur actuelle du prêt calculée sur la base des taux d'intérêt de référence, d'une part, et la valeur nominale du prêt, d'autre part, représente moins de 65 % (soit un élément de libéralité supérieur à 35 % de sa valeur nominale). La valeur actualisée nette du prêt est calculée par décompte des paiements à échoir au titre des intérêts et du principal, sur la base des taux d'intérêt commerciaux de référence (TICR) établis par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le taux d'intérêt de référence à 10 ans publié par l'OCDE est celui qui sert dans le cas des prêts à échéance supérieure à 15 ans, tandis que le TICR moyen sur six mois s'applique aux prêts à échéance plus courte. A ces deux taux de référence doit être ajoutée la marge pour les périodes de remboursement différentes comme établie par l'OCDE (0,75 % pour les périodes de remboursement inférieur à 15 ans; 1 % pour les périodes de remboursement de 15 à 19 ans; 1,15 % pour les périodes de remboursement de 20 à 29 ans; et 1,25 % pour les périodes de remboursement de 30 ans ou plus).
- (c) La « dette intérieure » est définie comme dette de dénomination francs CFA, tandis que la « dette extérieure » est définie comme dette de dénomination autre que le franc CFA.

## II. CRITÈRES DE RÉALISATION QUANTITATIFS

3. Les critères de réalisation quantitatifs proposés pour juin et décembre 2011 se rapportent : (i) au déficit global (base engagement, dons inclus) tel que défini au paragraphe 4; (ii) à l'engagement ou la garantie de dette non-concessionnelle et de dette extérieure à court terme, tel que défini plus bas dans ce paragraphe; et (iii) à l'accumulation d'arriérés de

paiements au titre du service de la dette publique extérieure. Les montants inscrits au programme pour mars et septembre 2011 constituent des repères. Le suivi des critères de réalisation suivants sera effectué de manière continue : (i) nouvelle dette extérieure non concessionnelle contractée ou garantie par l'État, y inclut les entreprises et autres entités du secteur public n'étant pas exclues au Tableau 1 du Mémoire de Politiques Économiques et Financières (MPEF) ainsi que pour toute dette privée pour laquelle l'État aurait offert une garantie qui constituerait une dette contingente pour le gouvernement; (ii) nouvelle dette extérieure à court-terme contractée ou garantie par l'État; (iii) arriérés de paiements au titre du service de la dette publique extérieure.

### **A. Déficit global dons inclus**

#### **Définition**

4. Aux fins du programme, le déficit global dons inclus est évalué sur base engagement. Il est défini comme la somme du financement intérieur et extérieur net de l'État, calculée du point de vue du financement, plus l'ajustement base caisse. Le financement extérieur net de l'État est la somme des nouveaux emprunts extérieurs moins l'amortissement. Le financement intérieur net de l'État est défini comme la somme : (i) du crédit bancaire net à l'État, comprenant la somme du crédit bancaire net au Trésor public comme défini ci-après, et les autres créances et dettes de l'État à l'égard des institutions bancaires nationales; (ii) du stock non remboursé des bons et obligations de l'État détenus en dehors des banques commerciales nationales et; (iii) des recettes de privatisation. Le crédit bancaire net au Trésor public est défini comme le solde des créances et des dettes du Trésor public à l'égard des institutions bancaires nationales. Les créances du Trésor public incluent les encaisses du Trésor burkinabè, les dépôts à la banque centrale, les dépôts dans les banques commerciales, les obligations cautionnées, et les dépôts de l'État aux CCP. Les dettes du Trésor public à l'égard du système bancaire incluent les concours de la Banque centrale (y compris les avances statutaires, les avances consolidées, les concours du FMI et le refinancement des obligations cautionnées), les titres d'État détenus par la Banque centrale, les concours des banques commerciales (y compris les titres d'État détenus par les banques commerciales) et les dépôts titrisés de la CNE (Caisse nationale d'épargne postale)/CCP. Le crédit bancaire net à l'État est calculé par la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dont les chiffres font foi dans le cadre du programme. Le stock des bons et obligations de l'État, ainsi que le financement extérieur net de l'État, est calculé par le Ministère de l'Économie et des Finances. L'ajustement base caisse est défini comme la somme de : (i) l'ensemble des dépenses engagées non payées et de : (ii) la variation des dépôts du Trésor.

5. Tous ces éléments sont calculés sur la base du rapport d'exécution du budget de l'État, qui est présenté chaque mois dans le tableau des opérations financières de l'État préparé par le Secrétariat permanent pour le suivi des politiques et programmes financiers (SP-PPF), en collaboration avec d'autres directions du Ministère de l'économie et des finances.



## **Ajustement**

6. Le déficit global, dons compris, est ajusté à la hausse par le manque à gagner sur le montant programmé de dons, jusqu'à un montant plafond (indiqué au Tableau 1 du MPEF). Le déficit global, dons inclus, ne sera pas ajusté au cas où les dons seraient plus élevés que dans le programme.
7. Le déficit global, dons compris, est ajusté à la hausse par le surplus des emprunts concessionnels dans le cadre du programme, jusqu'à un montant plafond (MPEF, Tableau 1).

## **Délais de transmission**

8. Les données concernant le déficit global hors dons seront transmises au FMI par le Ministère des Finances et de l'Économie sur une base trimestrielle dans les six semaines à compter de la fin du trimestre.

## **B. Non accumulation d'arriérés de paiements extérieurs**

### **Critère de réalisation**

9. La dette extérieure de l'État est représentée par le stock de dette dû ou garanti par l'État. Les arriérés de paiements extérieurs sont des paiements extérieurs dus mais non éteints. Dans le cadre du programme, l'État s'engage à ne pas accumuler d'arriérés de paiements extérieurs sur sa dette, à l'exception d'arriérés de paiements extérieurs provenant des obligations en cours de renégociation avec les créanciers extérieurs, y compris les créanciers bilatéraux non membres du Club de Paris. La non-accumulation d'arriérés de paiements extérieurs est un critère de réalisation à observer de manière continue.

### **Délais de transmission**

10. Les données de l'encours, de l'accumulation et du remboursement des arriérés de paiements extérieurs seront transmises chaque mois dans les six semaines à compter de la fin du mois.

## **C. Dette extérieure non concessionnelle contractée ou garantie par l'État**

### **Critère de réalisation**

11. L'État s'engage à ne contracter ou garantir aucun emprunt extérieur d'une durée d'un an ou plus, ayant un élément don inférieur à 35 % (calculé en utilisant les taux d'intérêt de référence correspondant aux devises d'emprunt fournis par le FMI), au-delà du plafond indiqué au Tableau 1 du MPEF. Ce critère de réalisation s'applique non seulement à la dette telle que définie au point 9 de la décision du Conseil d'administration du FMI no. 6230-(79/140) et subséquemment amendée, incluant la décision du Conseil d'administration No. 14416-(09/91) effective le 1<sup>er</sup> Décembre 2009, mais aussi à toute obligation contractée ou garantie en contrepartie de laquelle aucune valeur n'a été reçue. Ce critère s'applique

également à toute dette privée garantie par l'État qui constituerait une dette contingente pour le gouvernement, telle que définie dans la section I de ce mémorandum. En outre, ce critère s'applique aux entreprises et autres entités du secteur public n'étant pas exclues au Tableau 1 du MPEF. Cependant, ce critère de réalisation ne s'applique pas aux bons et obligations du Trésor émis en francs CFA sur le marché régional de l'UEMOA. Cet engagement est un critère de réalisation à observer de manière continue.

### **Délais de transmission**

12. Les détails concernant tout emprunt (conditions et créanciers) de l'État doivent être communiqués chaque mois dans les quatre semaines à compter de la fin du mois. La même exigence s'applique aux garanties accordées par l'État.

### **D. Dette extérieure à court terme de l'État**

13. La définition du paragraphe 11 s'applique également à ce critère de réalisation. Une dette à court terme est une dette dont l'échéance est à moins d'un an. Les prêts liés aux importations et aux exportations, les bons et obligations du Trésor émis en francs CFA sur le marché régional de l'UEMOA, de même que les crédits fournisseurs normaux à court terme sont exclus du champ de ce critère de réalisation.

### **Critère de réalisation**

14. Dans le contexte de ce programme, le gouvernement s'engage à ne pas contracter ni garantir des dettes non-concessionnelles à courte échéance. La définition de non-concessionnalité réfère au paragraphe 3b du présent mémorandum. Le gouvernement s'engage également à ne contracter ni garantir aucune dette extérieure à courte échéance avant d'en avoir établi le degré de concessionnalité avec les services du FMI. Cette obligation est un critère de réalisation à observer de manière continue. Au 30 septembre 2010, l'État du Burkina Faso n'avait pas de dette extérieure à court terme.

## **III. AUTRES OBJECTIFS INDICATIFS QUANTITATIFS**

15. Le programme comprend aussi des objectifs indicatifs relatifs aux recettes totales de l'État, aux dépenses sociales de réduction de la pauvreté, à la non-accumulation d'arriérés intérieurs et aux taux de grands contribuables non-déclarants.

### **A. Recettes totales de l'État**

#### **Définition**

16. Les recettes totales de l'État sont évaluées sur base caisse. Elles comprennent l'ensemble des recettes fiscales et non fiscales recouvrées par la Direction générale des impôts, la Direction générale des douanes, le Trésor et les services de recouvrement des ministères et institutions, y compris les recettes provenant des chèques du Trésor.

**Délais de transmission**

17. Les données détaillées sur les recettes totales seront transmises aux services du FMI par le SP-PPF du Ministère de l'économie et des finances sur une base mensuelle, dans les six semaines à compter de la fin du mois.

**B. Dépenses sociales de réduction de la pauvreté****Définition**

18. Les dépenses sociales de réduction de la pauvreté sont définies comme les dépenses des secteurs abritant des programmes prioritaires identifiés dans le CSLP pour accélérer la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté. Ces dépenses couvrent tous les titres pour les ministères suivants : MEBA; Santé; Action sociale et solidarité nationale; Promotion de la femme; Travail et sécurité sociale; Emploi et jeunesse; Agriculture, hydraulique et ressources halieutiques; Ressources animales; Environnement et cadre de vie. Elles couvrent aussi les pistes rurales et le PPTE (titre 5) pour les infrastructures, et les dépenses sur PPTE uniquement pour la Justice et le MEF. Ces dépenses sont suivies directement dans le cadre du budget.

**Délais de transmission**

19. Le gouvernement communiquera dans les six semaines à compter de la fin du mois, des données mensuelles sur les dépenses sociales de réduction de la pauvreté.

**C. Non-accumulation d'arriérés de paiements intérieurs****Définition**

20. L'État n'accumulera pas d'arriérés de paiements intérieurs sur les obligations de l'État pendant la durée du programme. La non-accumulation d'arriérés de paiements intérieurs constitue un repère à observer de manière continue.

**Délais de transmission**

21. Les données concernant l'encours, l'accumulation et le remboursement des arriérés intérieurs sur les obligations de l'État seront transmises chaque mois dans les quatre semaines à compter de la fin du mois.

## **D. Taux de grandes entreprises non-déclarantes**

### **Définition**

22. Le taux de grandes entreprises non déclarantes est défini comme le ratio de retardataires et de non-déclarants à la Direction des grandes entreprises (DGE) par rapport au nombre total de contribuables tenus de déclarer à la DGE. Un déclarant retardataire est toute personne qui déclare après la date limite de déclaration. Un non-déclarant est toute personne comprise dans la base de données des déclarants et qui ne déclare pas. Les principales catégories d'impôts sont : la TVA, le BIC, et l'IUTS. La fréquence des dates limites de déclaration pour les principales catégories d'impôts est déterminée par le code des impôts.

### **Délais de transmission**

23. L'État communiquera, dans les deux semaines suivant la fin de chaque trimestre, le nombre total de retardataires et de non-déclarants, ainsi que le nombre total de contribuables tenus de déclarer à la DGE pour les principales catégories fiscales.

## **IV. REPÈRES STRUCTURELS**

24. Le programme comprend des repères structurels (voir MPEF, Tableau 2).

## **V. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LE SUIVI DU PROGRAMME**

### **A. Finances publiques**

25. Le gouvernement communiquera les données suivantes, sous forme de chiffrier électronique MS Excel aux services du FMI :

- Le Tableau des opérations financières de l'État (TOFE) et les tableaux annexes traditionnels; ces données seront transmises mensuellement dans les six semaines à compter de la fin du mois; si les données sur l'exécution des investissements financés sur dons et prêts extérieurs ne sont pas disponibles dans les temps requis, une estimation d'exécution linéaire par rapport aux prévisions annuelles sera retenue.
- Des données mensuelles complètes sur le financement intérieur du budget (crédit bancaire net à l'État et stock des bons et obligations du Trésor non remboursés). Ces données seront transmises mensuellement dans les six semaines à compter de la fin du mois.
- Des données trimestrielles sur la mise en œuvre du Programme d'investissement public, comprenant le détail des sources de financement. Ces données seront transmises sur une base trimestrielle dans les six semaines à compter de la fin du trimestre.

- Des données trimestrielles sur le stock et le service de la dette extérieure, les emprunts extérieurs contractés, et le remboursement de la dette extérieure. Ces données seront transmises dans les six semaines à compter de la fin du trimestre.
- Des données mensuelles sous forme de tableau, sur le suivi des dépenses sociales de réduction de la pauvreté, dont les modalités de transmission sont les mêmes que pour le TOFE, ci-dessus.
- Des données mensuelles concernant les prix et la taxation des produits pétroliers, incluant :
  - i) la structure des prix en vigueur durant le mois;
  - ii) le calcul détaillé de la structure des prix, partant du prix f.à.b.-Med et finissant au prix de détail;
  - iii) les volumes achetés et mis à la consommation par la SONABHY; et
  - iv) la décomposition des recettes fiscales sur les produits pétroliers — droits de douane, taxes sur les produits pétroliers (TPP), et taxe sur la valeur ajoutée (TVA) — et des subventions payées. Ces données seront transmises dans les quatre semaines à compter de la fin du mois.
- L'état des comptes auprès du Trésor public par grandes catégories (services administratifs, sociétés d'État, sociétés d'économie mixte, EPA, organismes internationaux, déposants privés, et autres). Cet état sera transmis sur une base mensuelle dans les six semaines à compter de la fin du mois.
- Les données trimestrielles de la Direction des grandes entreprises (pour la *TVA*, le *BIC* et l'*IUTS*) sur le nombre :
  - de contribuables enregistrés;
  - de déclarations reçues à temps;
  - de rappels de correspondance envoyés à des défaillants pour cause de déclaration tardive ou d'absence de déclaration;
- Ces données statistiques doivent être communiquées trimestriellement, dans les deux semaines à compter de la fin du trimestre. De même, les données trimestrielles sur les points suivant sont à envoyer dans les deux dernières semaines de chaque trimestre :
  - le nombre total de déclarations en douane;

- le nombre de déclarations par circuit;
- le nombre de déclarations par type de circuit, sujettes à un traitement particulier.

### **B. Secteur monétaire**

26. Le gouvernement communiquera mensuellement, dans les six semaines à compter de la fin du mois :

- le bilan consolidé des institutions monétaires;
- la situation monétaire, dans les six semaines à compter de la fin du mois, pour les données provisoires, et dans les dix semaines à compter de la fin du mois, pour les données définitives;
- les taux d'intérêt créditeurs et débiteurs;
- les indicateurs usuels de supervision bancaire pour les institutions financières bancaires et non bancaires, si nécessaire.

### **C. Balance des paiements**

27. Le gouvernement communiquera aux services du Fonds monétaire international :

- toute révision des données de balance des paiements (y compris les services, les transferts privés, les transferts officiels, les transactions en capital) dès leur révision;
- les statistiques du commerce extérieur préparées par l'Institut national de la statistique, dans les trois mois suivant la fin du mois auquel elles se rapportent;
- les données annuelles préliminaires de balance des paiements, dans les neuf mois à compter de la fin de l'année concernée.

### **D. Secteur réel**

28. Le gouvernement communiquera aux services du Fonds monétaire international :

- les indices des prix à la consommation mensuels désagrégés, à un rythme mensuel dans les deux semaines à dater de la fin du mois;
- les comptes nationaux provisoires;
- toute révision des comptes nationaux.

### **E. Réformes structurelles et autres données**

29. Le gouvernement communiquera également les informations suivantes aux services du FMI :

- toute étude, ou rapport officiel consacré à l'économie du Burkina Faso, dans les deux semaines à compter de sa publication.
- toute décision, arrêté, loi, décret, ordonnance ou circulaire ayant des implications économiques ou financières, à compter de sa publication ou, au plus tard, de son entrée en vigueur.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

BURKINA FASO

**Première revue de l'accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et  
demande de dérogation pour non-observation d'un critère de réalisation  
Annexe d'information**

Préparé par le Département Afrique

Approuvé par Peter Allum et Thomas Dorsey

Le 18 novembre 2010

- **Relations avec le FMI.** Description de l'assistance technique et financière fournie par le FMI et présentation d'informations relatives à l'évaluation des sauvegardes et au régime de change. L'encours des achats et prêts s'élevait à 77,14 millions de DTS (128,14% de la quote-part) à la fin d'octobre 2010.
- **Mise en œuvre du Plan d'action conjoint (JMAP).** Description de la collaboration de la Banque mondiale et du FMI.
- **Questions d'ordre statistique.** Évaluation de la qualité des données statistiques. Les lacunes constatées sur un large éventail de statistiques économiques nuisent à l'analyse de l'évolution de la situation économique du pays.



|      | Table des matières                                | Page |
|------|---|------|
| I.   | Relations avec le FMI .....                       | 3    |
| II.  | Plan d'action conjoint (JMAP), mise en œuvre..... | 14   |
| III. | Questions d'ordre statistique .....               | 16   |

## I. Relations avec le FMI

(au 30 octobre 2010)

**I. Statut :** 2 mai 1963

Article VIII

### II. Compte des ressources générales :

|                                    | Millions de DTS | Pourcentage de la quote-part |
|------------------------------------|-----------------|------------------------------|
| Quote-part                         | 60,20           | 100,00                       |
| Avoirs du FMI en monnaie nationale | 52,74           | 87,60                        |
| Position de réserve au FMI         | 7,47            | 12,41                        |
| Prêts au FMI                       |                 |                              |
| Émission d'obligations             |                 |                              |
| Taux de change des avoirs          |                 |                              |

### III. Département des DTS :

|                             | Millions de DTS | Pourcentage de l'allocation |
|-----------------------------|-----------------|-----------------------------|
| Allocation cumulative nette | 57,58           | 100,00                      |
| Avoirs                      | 48,18           | 83,66                       |

### IV. Encours des achats et des prêts

|                            | Millions de DTS | Pourcentage de la quote-part |
|----------------------------|-----------------|------------------------------|
| Accords au titre de la FEC | 77,14           | 128,14                       |

### V. Accords financiers :

| Type | Date d'approbation | Date d'expiration | Montant approuvé (Millions de DTS) | Montant tiré (Millions de DTS) |
|------|--------------------|-------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| FEC  | 14 juin 2010       | 13 juin 2013      | 46,15                              | 7,45                           |
| FRPC | 23 avril 2007      | 22 avril 2010     | 48,16                              | 47,16                          |
| FRPC | 11 juin 2003       | 30 sept. 2006     | 30,10                              | 30,10                          |

### VI. Projections des obligations financières envers le FMI <sup>1/</sup>

(Millions de DTS ; projections reposant sur les montants actuels des ressources utilisées et des avoirs en DTS) :

|                      | Obligations futures |             |             |             |             |
|----------------------|---------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|                      | <u>2010</u>         | <u>2011</u> | <u>2012</u> | <u>2013</u> | <u>2014</u> |
| Principal            |                     | 2,41        | 4,69        | 5,10        | 7,15        |
| Commissions/intérêts | <u>0,01</u>         | <u>0,04</u> | <u>0,22</u> | <u>0,21</u> | <u>0,19</u> |
| <b>Total</b>         | 0,01                | 2,45        | 4,91        | 5,30        | 7,34        |

<sup>1/</sup> Lorsqu'un pays membre a des impayés au titre d'obligations financières en souffrance depuis plus de trois mois, le montant de ces impayés figure dans cette section.

**VII. Mise en œuvre de l'initiative PPTE :**

|  | Cadre<br><u>d'origine</u> | Cadre<br><u>renforcé</u> | <u>Total</u> |
|--|---------------------------|--------------------------|--------------|
| I. Engagements de l'aide au titre de l'initiative PPTE                               |                           |                          |              |
| Date du point de décision  | Sept. 1997                | Juil. 2000               |              |
| Aide promise par l'ensemble des créanciers<br>(millions de dollars EU) <sup>1/</sup> | 229,00                    | 324,15                   |              |
| Dont : aide du FMI (millions de dollars EU)<br>(équivalent DTS en millions)          | 21,70                     | 35,88                    |              |
| Date du point d'achèvement   | Juil. 2000                | Avr. 2002                |              |
| II. Décaissement de l'aide du FMI (millions de DTS)                                  |                           |                          |              |
| Aide décaissée au pays membre  | 16,30                     | 27,67                    | 43,97        |
| Assistance intérimaire   | --                        | 4,15                     | 4,15         |
| Solde au point d'achèvement  | 16,30                     | 23,52                    | 39,82        |
| Décaissement additionnel au titre des revenus d'intérêts <sup>2/</sup>               | --                        | 2,01                     | 2,01         |
| <b>Total des décaissements</b>   | <b>16,30</b>              | <b>29,68</b>             | <b>45,98</b> |

<sup>1/</sup> L'aide engagée dans le cadre initial est exprimé en valeur actuelle nette (VAN) au point d'achèvement et l'aide engagée dans le cadre renforcé en VAN au point de décision. Les deux montants ne s'additionnent donc pas.

<sup>2/</sup> Dans le cadre renforcé, un décaissement supplémentaire a lieu au point d'achèvement qui correspond au revenu des intérêts sur le montant engagé au point de décision mais non décaissé pendant l'intervalle.

**VIII. Mise en œuvre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) :**

|  |  |       |
|--|--|-------|
| I. Dette éligible à l'IADM (millions de DTS) <sup>1/</sup> |  | 62,12 |
| Financée par le Compte IADM                                |  | 57,06 |
| Ressources restantes au titre de la PPTE                   |  | 5,06  |
| II. Allègement de la dette par facilité (millions de DTS)  |  |       |

---

**Dette admissible**


---

| <u>Date de décaissement</u> | <u>CRG</u> | <u>fonds fiduciaire</u><br><u>RPC</u> | <u>Total</u> |
|-----------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| Janvier 2006                | sans objet | 62,12                                 | 62,12        |

<sup>1/</sup> L'IADM prévoit un allègement intégral de la dette des pays membres admis à en bénéficier qui remplissent les conditions requises. L'aide sous forme de dons au titre de l'IADM et de l'initiative PPTE porte sur l'intégralité de l'encours de la dette envers le FMI à fin 2004 qui reste exigible au moment où le pays remplit les conditions nécessaires pour en bénéficier.

**IX. Mise en œuvre de l'allègement de la dette au titre de l'ADAC : ne s'applique pas**

## **X. Évaluation des sauvegardes :**

La Banque centrale des États de l’Afrique du l’Ouest (BCEAO) est la banque centrale commune des États de l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). L’évaluation des sauvegardes la plus récente de la BCEAO a été achevée le 1<sup>er</sup> mars 2010. L’évaluation actualisée de 2010 a relevé que la BCEAO a toujours des contrôles en place au niveau opérationnel. Son cadre global de gouvernance devrait toutefois être renforcé par l’adjonction d’un comité d’audit pour faire en sorte que le Conseil d’administration exerce une surveillance appropriée de la structure de contrôle, incluant les mécanismes d’audit et les états financiers. La réforme des institutions de l’UEMOA et de la BCEAO, achevée après approbation du rapport des sauvegardes, prévoyait la création du Comité d’audit qui devrait débiter ses travaux incessamment. Les efforts entrepris pour mettre totalement en œuvre le cadre de communication d’informations reposant sur les normes internationales d’informations financières (IFRS) devraient aussi être poursuivis.

## **XI. Régime de change :**

Le Burkina Faso est membre de l’Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et n’a pas de monnaie officielle distincte. La monnaie commune de l’UEMOA, le franc CFA, est rattaché à l’euro au taux 655,957 francs CFA pour 1 euro, conformément au taux officiel de conversion franc français/euro et au taux fixe antérieur de 100 francs CFA pour 1 franc français. Le 1<sup>er</sup> novembre 2010, 743,01 francs CFA équivalaient à 1 DTS. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, le régime de change des pays de l’UEMOA a été reclassé de la catégorie des régimes des pays n’ayant pas de monnaie officielle distincte à la catégorie des régimes de change conventionnel de parité fixe. Cette classification repose sur le comportement de la monnaie commune, alors que la précédente était basée sur l’absence de monnaie officielle distincte. Il s’agit donc seulement d’un changement de définition et ce reclassement n’implique pas qu’il y ait eu un changement fondamental du régime de change ou d’autres politiques de l’union monétaire ou du pays membres. Le Burkina Faso applique un régime de change exempt de restrictions sur les paiements et transferts afférents aux transactions internationales courantes.

## **XII. Consultations au titre de l'article IV :**

La fréquence des consultations au titre de l'article IV avec le Burkina Faso est fixée conformément à la décision du Conseil d'administration du 15 juillet 2002 relatif au cycle des consultations. Les entretiens relatifs aux consultations de 2009 au titre de l'article IV et à la cinquième revue de l'accord au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) se sont déroulés à Ouagadougou du 17 septembre au 4 octobre 2009. Le rapport des services du FMI a été soumis à l'examen du Conseil d'administration le 14 décembre 2009. Les prochaines consultations au titre de l'article IV sont prévues pour septembre 2011.

### **XIII. RONC/Plan d'action et d'évaluation (AAP) :**

Une mission du Département des finances publiques a séjourné à Ouagadougou du 7 au 18 mai 2001 pour aider les autorités à rédiger une ébauche du module du Rapport sur l'observation des normes et des codes (RONC) consacré aux finances publiques. Le rapport final, publié en juillet 2002, a conclu que le Burkina Faso avait accompli des progrès sensibles dans bon nombre de secteurs afin d'accroître la transparence et la responsabilisation de l'administration publique. Toutefois, des efforts supplémentaires seront requis pour mettre en œuvre un certain nombre d'améliorations concernant le suivi des dépenses au niveau local et les fonctions d'audit externe. Les entretiens initiaux ont mis en évidence que les autorités souscrivaient dans l'ensemble à l'évaluation de la mission. Le 31 juillet 2002, les autorités ont officiellement adopté un plan d'action fondé sur les recommandations du RONC final.

Une mission du Département des statistiques qui s'est déroulée du 8 au 21 mai 2003 a aidé les autorités à préparer un RONC sur les données. Le rapport a été publié en mars 2004. La mission a constaté que la plupart des méthodes utilisées pour la compilation des statistiques macroéconomiques sont globalement conformes aux normes généralement acceptées au plan international. Toutefois, la plupart des séries de données pâtissent des limites ou des insuffisances des données source, qui découlent de l'irrégularité des enquêtes (comptabilité nationale), de l'utilisation de pondérations obsolètes (IPC), ou du faible taux de réponse aux enquêtes (balance des paiements). Pour l'IPC et les statistiques de finances publiques, la diffusion des données répond aux critères du SGDD mais pour les autres séries de données macroéconomiques, les délais de diffusion ne respectent pas les recommandations du SGDD. Les autorités ont souscrit de manière générale aux principaux constats de la mission, ainsi qu'aux recommandations formulées pour y remédier.

En concertation avec leurs homologues de la Banque mondiale, les membres de la mission ont également abordé avec les autorités un plan d'action et évaluation (AAP) lié à l'initiative PPTE. L'objectif visé était d'évaluer la capacité du système de gestion des dépenses publiques à assurer le suivi des dépenses de lutte contre la pauvreté dans le cadre de l'initiative PPTE, de même que les besoins d'assistance technique pour accroître cette capacité. La mission a obtenu l'approbation des autorités sur l'évaluation préliminaire conjointe; elle a défini les besoins d'assistance technique pour la mise à niveau de la capacité de suivi de ces dépenses, et établi les grandes lignes d'un avant-projet de plan d'action. Ce plan expose les principaux besoins complémentaires en assistance technique pour améliorer le suivi des dépenses de lutte contre la pauvreté. L'AAP a reçu l'aval des autorités.

**XIV. Assistance technique :**

Depuis 1989, le Burkina Faso bénéficie d'importantes actions d'assistance technique, en particulier dans le domaine des finances publiques :

| <b>Département</b> | <b>Type d'assistance</b>  | <b>Date de prestation</b>            | <b>Objet</b>  |
|--------------------|---|--------------------------------------|---|
| AFRITAC            | Conseiller en fiscalité   | 7-11 février 2005                    | Revue des progrès de(s) : 1) la mise en place de la cellule Gros contribuables et du Bureau des contribuables moyens; 2) mesures visant à renforcer les contrôles fiscaux; 3) la réforme du registre des entreprises. |
| AFRITAC            | Conseiller en douanes   | 14-18 février 2005                   | Aide au contrôle des marchandises en transit dans le pays et des voyageurs à l'aéroport de Ouagadougou.   |
| AFRITAC            | Douanes, expert en mission de courte durée                      | 14-23 février 2005                   | Mise en œuvre du code d'évaluation en douanes et création d'une base de données des prix indicatifs à l'importation.  |
| AFRITAC            | Conseiller en micro finance                                     | 21-25 mars 2005                      | Évaluation des besoins en assistance technique de la cellule de supervision des établissements de micro finance et préparation d'un programme de renforcement des capacités.  |
| AFRITAC            | Expert en mission de courte durée                               | 18-29 avril 2005                     | Formation d'auditeurs de l'administration fiscale.  |
| AFRITAC            | Conseiller en GDP (gestion des dépenses publiques)              | 27 juin-1 <sup>er</sup> juillet 2005 | Examen des directives de finances publiques de l'UEMOA  |
| AFRITAC            | Conseiller en statistiques et expert en mission de courte durée | 27 juin - 5 juillet 2005             | Aide à la mise en place de la base de données du TOFE (première de deux missions prévues) et élargissement du champ du TOFE (dernière des trois missions prévues).  |

| <b>Département</b> | <b>Type d'assistance</b>                           | <b>Date de prestation</b>                | <b>Objet</b>  |
|--------------------|--|--|---|
| AFRITAC            | Visites du conseiller en douanes                   | 10-16 juillet 2005                       | Conseils sur le respect des règles douanières et l'évaluation de nouveaux besoins en assistance technique.  |
| AFRITAC            | Conseiller en fiscalité                            | 8-12 août 2005                           | 1) Suivi de la mise en œuvre des recommandations de la mission FAD de 2003; 2) mise à jour du plan d'action de la direction des impôts; 3) évaluation des besoins d'assistance technique de la DGI. |
| AFRITAC            | Expert en statistiques à court terme               | 22-26 août 2005                          | Aide à la mise en place de la base de données des finances publiques.   |
| AFRITAC            | Conseiller en douanes                              | 28 août - 1 <sup>er</sup> septembre 2005 | Conseil à l'application du dispositif des douanes et évaluations des besoins en assistance technique.   |
| AFRITAC            | Expert en statistiques à court terme               | 29 août - 2 septembre 2005               | Encadrement et mise en place de la base de données du TOFE (dernière des deux missions prévues).  |
| AFRITAC            | Conseiller en micro crédit                         | 19-23 septembre 2005                     | Renforcement des systèmes opérationnels de surveillance des établissements de micro finance.  |
| AFRITAC            | Expert en statistiques à court terme               | 19-23 septembre 2005                     | Encadrement et mise en place de la base de données du TOFE (mission complémentaire).  |
| AFRITAC            | Conseiller en GDP (gestion des dépenses publiques) | 10-14 octobre 2005                       | Suivi de la mise en œuvre des recommandations de la mission de janvier 2004 et évaluation des besoins d'assistance technique.   |
| AFRITAC            | Conseiller et expert à court terme en micro crédit | 21 novembre - 16 décembre 2005           | Encadrement des inspections des établissements de micro finance.  |
| AFRITAC            | Conseiller en statistiques                         | 6-15 décembre 2005                       | Examen des directives sur la nomenclature budgétaire de   |

| <b>Département</b> | <b>Type d'assistance</b>                         | <b>Date de prestation</b> | <b>Objet</b>   |
|--------------------|--|---------------------------|--|
|                    |  |                           | l'UEMOA.   |
| AFRITAC            | Conseiller en douanes                            | 23-25 janvier 2006        | Renforcement du dialogue entre l'administration douanière et le secteur privé (séminaire régional).  |
| AFRITAC            | Conseiller en statistiques                       | 11-25 mars 2006           | Revue des directives sur le TOFE.  |
| AFRITAC            | Conseiller en GDP                                | 13-17 mars 2006           | Revue des directives sur le TOFE.  |
| AFRITAC            | Administration fiscale ; expert de courte durée  | 14-28 Mars 2006           | Aide au renforcement : 1) des opérations de la cellule des gros contribuables et 2) des audits fiscaux   |
| AFRITAC            | Conseiller en douanes                            | 14-28 mars 2006           | Aide à l'élaboration du plan d'action visant à renforcer la mobilisation des recettes.   |
| FAD                | Mission (gestion des régies financières)         | 14-28 mars 2006           | Aide à la stratégie de réforme des administrations fiscale et douanière (améliorations de la cellule des gros contribuables et renforcement de la structure et des opérations de ces administrations). |
| AFRITAC            | Conseiller en douanes                            | 4-14 avril 2006           | Renforcement du contrôle de l'évaluation en douane.  |
| AFRITAC            | Administration fiscale : experts de courte durée | 17-28 avril 2006          | Renforcement de la gestion des plus gros contribuables   |
| AFRITAC            | Conseiller en fiscalité                          | 24-28 juillet 2006        | Suivi de la mise en œuvre des recommandations de la mission FAD de mars 2006.  |
| AFRITAC            | Conseiller en micro crédit                       | 31 juillet - 4 août 2006  | Identification des indicateurs de suivi à distance.  |
| AFRITAC            | Conseiller en statistiques du secteur réel       | 11-20 septembre 2006      | Bilan de la mise en œuvre des recommandations de la mission RONC de mars 2004.   |
| AFRITAC            | Microfinance; expert (courte                     | 28 sept.-20 oct.          | Accompagnement des agents de   |



| <b>Département</b> | <b>Type d'assistance</b>                        | <b>Date de prestation</b>         | <b>Objet</b>  |
|--------------------|---|-----------------------------------|---|
|                    | durée)  | 2006                              | la cellule S-IFD.   |
| AFRITAC            | Conseillers en gestion des dépenses publiques   | 2-12 octobre 2006                 | Revue et suivi de la mise en œuvre du plan d'action prioritaire figurant dans la stratégie de renforcement des finances publiques.                                    |
| AFRITAC            | Microfinance; expert (courte durée)             | 2-20 octobre 2006                 | Renforcement des capacités des agents chargés des inspections, et accompagnement sur le terrain.  |
| AFRITAC            | Administration douanière; expert (courte durée) | 20 nov.-1 <sup>er</sup> déc. 2006 | Évaluation de la mise en œuvre des recommandations préliminaires sur le contrôle de l'évaluation en douane des marchandises.  |
| AFRITAC            | Conseiller en fiscalité                         | 20 nov.-1 <sup>er</sup> déc. 2006 | Renforcement des capacités de l'administration fiscale en matière de lutte contre la fraude.  |
| AFRITAC            | Conseiller en statistiques macro-économiques    | 5-9 mars 2007                     | Formation à l'utilisation du Manuel des statistiques de finances publiques 2001.  |
| AFRITAC            | Conseiller en gestion de la dette               | 5-16 mars 2007                    | Étude de la situation de la gestion administrative de la dette intérieure et extérieure.  |
| AFRITAC            | Conseiller en douanes                           | 12-23 mars 2007                   | Bilan de la suite donnée aux recommandations de la mission FAD de mars 2006 et évaluation de la mise en œuvre du contrôle de l'évaluation en douane des marchandises. |
| AFRITAC            | Conseiller en statistiques macro-économiques    | 19-23 mars 2007                   | Formation à l'application du cadre de statistiques de finances publiques.   |
| AFRITAC            | Conseiller en fiscalité                         | 26-30 mars 2007                   | Aide à la mise en œuvre des mesures de renforcement et de modernisation de l'administration fiscale.  |

| <b>Département</b> | <b>Type d'assistance</b>             | <b>Date de prestation</b>               | <b>Objet</b>   |
|--------------------|--------------------------------------|---|--|
| AFRITAC            | Conseiller en fiscalité              | 22 mai–4 juin 2007                      | Suivi de l'administration fiscale.   |
| AFRITAC            | Conseiller en douanes                | 16–27 juillet 2007                      | Informatisation des procédures douanières.   |
| MCM                | Contrôle bancaire                    | 23–27 juillet 2007                      | Évaluation des besoins d'assistance technique et du contrôle bancaire.   |
| FAD                | Gestion budgétaire                   | 26 juin–9 juillet, 2007                 | Conseils sur la stratégie de réforme des administrations fiscale et douanière (y compris amélioration de la cellule des gros contribuables et renforcement de l'organisation et des opérations). |
| STA                | Statistiques macroéconomiques        | 26 novembre–7 décembre 2007             | Aide à la mise en place de comptes budgétaires pour le Trésor.   |
| FAD                | Réforme de la politique fiscale      | 27 novembre–12 décembre 2007            | Examen et simplification du système fiscal.  |
| FAD/<br>AFRITAC    | Gestion des finances publiques       |   | Aide à la mise en œuvre du programme de réforme des autorités dans la gestion des finances publiques.  |
| AFRITAC            | Atelier sur la viabilité de la dette | 28 janvier–1 <sup>er</sup> février 2008 | Aide à la mise en œuvre du cadre d'analyse de la viabilité de la dette.  |
| AFRITAC            | Administration des recettes          | 11–22 février 2008                      | Segmentation des contribuables, fonctionnalité du système Syntax et application dans la cellule des contribuables moyens.  |
| AFRITAC            | Contrôle de la microfinance          | 11–15 février 2008                      | Appuyer le personnel chargé du contrôle de la microfinance.  |
| STA/PEM            | Directives de l'UEMOA                | 25–29 février 2008                      | Appuyer la préparation de la révision des directives de  |

| <b>Département</b> | <b>Type d'assistance</b>                         | <b>Date de prestation</b>                | <b>Objet</b>  |
|--------------------|--|--|---|
| STA                | Comptabilité nationale                           | 14–25 avril 2008                         | l'UEMOA.<br>Former le personnel au logiciel de comptabilité nationale, ainsi qu'à de meilleures techniques d'établissement des données et méthodes de présentation. |
| FAD                | Réformes de l'administration fiscalo-douanière   | 1 <sup>er</sup> juin 2008-<br>avril 2009 | Fournir des conseils sur la stratégie de réforme de l'administration fiscalo-douanière.   |
| FAD                | Modernisation de l'administration des recettes   | 1 <sup>er</sup> mai 2008                 | Fournir des conseils sur la modernisation de l'administration des recettes.   |
| STA                | Conseiller en statistiques du secteur réel       | 26 décembre 2007<br>– 31 décembre 2008   | Fournir des conseils sur l'établissement de statistiques du secteur réel.   |
| FAD                | Gestion des finances publiques                   | 29 avril-11 mai 2009-                    | Fournir des conseils sur le renforcement du budget de programme.  |
| FAD                | Politique fiscale                                | 21 avril-5 mai 2009                      | Passer en revue et simplifier le système fiscal.  |
| AFRITAC            | Contrôle financier                               | 20-24 avril 2009                         | Améliorer la supervision des institutions de microfinance.  |
| MCM                | Gestion des actifs et des engagements souverains | 28 avril –<br>5 mai 2009                 | Renforcer les capacités du comité national de la dette.   |
| AFRITAC            | Gestion des dépenses publiques                   | 28 avril –<br>5 mai 2009                 | Fournir des conseils sur la gestion des finances publiques et sur les statistiques de finances publiques.   |
| STA                | Statistiques                                     | 7-14 décembre                            | Aide à l'élargissement du champ   |

| <b>Département</b> | <b>Type d'assistance</b>                                       | <b>Date de prestation</b>   | <b>Objet</b>  |
|--------------------|--|-----------------------------|---|
|                    |  | 2009                        | d'application des statistiques financières  |
| FAD                | Politique fiscale  | 18-22 janvier 2010          | Assistance technique en matière de politique budgétaire                             |
| MCM                | Gestion de la dette  | 8-12 février 2010           | Évaluation des besoins et évaluation de la capacité de gestion de la dette publique |
| MCM                | Gestion de la dette  | 15-19 mars 2010             | Amélioration de la capacité de gestion de la dette publique                         |
| FAD                | Gestion des finances publiques                                 | 15-26 mars 2010             | Amélioration de la gestion de la trésorerie   |
| FAD                | Budget - programme   | 31 mars - 15 avril 2010     | Amélioration de la capacité à établir un budget-programme                           |
| STA                | Statistiques   | 26-30 avril 2010            | Aide à la mise en application des directives de l'UEMOA.                            |
| FAD                | Gestion des finances publiques                                 | 26 avril - 13 mai 2010      | Mission de suivi sur la budgétisation des programmes et les dépenses                |
| FAD                | Administration fiscale   | 14-25 juin 2010             | Assistance technique en matière d'administration douanière                          |
| AFRITAC            | Gestion des finances publiques                                 | 15-22 juillet 2010          | Amélioration de la capacité de GFP au sein de l'administration publique             |
| STA                | Améliorer la couverture des statistiques de finances publiques | 25 juillet- 7 août 2010     | Améliorer la capacité statistique au sein de l'État                                 |
| AFRITAC            | Administration fiscale   | 26 juillet- 6 août 2010     | Accroître la capacité fiscale de la DGI   |
| FAD                | Gestion des finances publiques                                 | 25 octobre- 5 novembre 2010 | Améliorer la gestion de la chaîne des dépenses                                      |

#### **XIV. Représentant résident :**

M<sup>me</sup> Isabell Adenauer est en fonction au Burkina Faso depuis juin 2008.

## II. Mise en œuvre du plan d'action conjoint (JMAP)

### FMI et Banque mondiale

#### Plan d'action conjoint (juin 2010)

| Description  | Produits   | Calendrier provisoire des missions   | Date escomptée de livraison   |
|--|--|--|---|
| <b>A. Informations communes sur les programmes de travail pertinents</b> |  |  |   |
| Programme de travail de la Banque mondiale durant les 12 mois à venir    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mémoire économique</li> <li>• Revue des dépenses publiques</li> <li>• Première phase : santé, éducation, agriculture et décentralisation</li> <li>• Deuxième phase : transports et énergie</li> <li>• Crédit d'appui à la réduction de la pauvreté (CARP 10)</li> <li>• Évaluation de la pauvreté</li> <li>• ITIE secteur minier et étude</li> </ul>  | Diffusion en cours<br><br>Diffusion achevée (mars 2010)<br><br>Février 10, avril 10 (mission inversée) | Fin novembre 2009<br><br>Fin novembre 2009 (1 <sup>ère</sup> phase)<br><br>Seconde phase, janvier 2011<br>Juin 2010<br><br>Mars 2011<br><br>Août 2010 |
|  | <b>Assistance technique</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aide à l'AICB à l'élaboration d'une stratégie de gestion des risques climatiques</li> <li>• Feuille de route de la décentralisation (AT)</li> <li>• Soutien en matière d'audit basé sur les risques à l'ASCE et aux ministères pilotes : santé, éducation et infrastructures</li> <li>• Étude de faisabilité de l'intégration au Réseau global d'information juridique</li> </ul> | Juillet 2010<br><br>3-4 juin 10 (séminaire de haut niveau)   | Mai 2011<br><br>Mi-parcours : déc. 2010<br>Final : juin 11<br><br>Juillet 10 à janvier 11 : AT<br><br>Juin 2010                                       |
| Programme de travail du FMI durant les 12 mois à venir                   | <b>Programme appuyé par le FMI</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sixième revue FEC et nouvel accord FEC</li> <li>• Première revue nouvelle FEC</li> <li>• Seconde revue FEC</li> </ul>  | Mars 2010<br>Sept.-oct. 10<br>Mars 2011  | Juin 2010<br>Décembre 2010<br><br>Juin 2010   |
|  | <b>Assistance technique</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• AT pour donner suite aux activités liées à l'administration fiscal-douanière, la GFP, la supervision de la microfinance et les statistiques de comptabilité nationale</li> <li>• AT sur la politique fiscale (suivi, dans la mesure des moyens disponibles)</li> <li>• AT en matière de gestion de la dette</li> </ul>  |  | Novembre 2009 – avril 2010<br><br>Nov. 2009 - 2010  |

| <b>B. Demande de contributions au programme de travail</b> |   |                 |               |
|--|---|-----------------|---------------|
| Demande du FMI à la Banque mondiale                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise à jour périodique sur l'état d'avancement du CARP</li> <li>• Données quantitatives issues de la revue des dépenses publiques pour rééquilibrage des finances publiques</li> </ul> |                 |               |
| Demande de la Banque mondiale au FMI                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mises à jour régulières des projections macroéconomiques à moyen terme</li> <li>• Note sur relations avec le FMI (pour les opérations d'appui budgétaire)</li> </ul>                   |                 |               |
| <b>C. Accord sur des produits et missions conjoints</b>    |   |                 |               |
| Produits conjoints durant les 12 mois à venir              | • Suite donnée au PESF pour aider les autorités à élaborer un plan d'action   |                 | Janvier 2011  |
|  | • AVD   | Mars/avril 2011 | Juin 2011     |
|  | • Analyse de la croissance et des investissements   | Sept. 2010      | Décembre 2010 |

**III. Questions d'ordre statistique**  
**Burkina Faso—Appendice : Questions d'ordre statistique**  
 au 18 novembre 2010

| <b>I. Évaluation de l'adéquation des données aux fins de la surveillance</b>   |
|--|
| <p><b>Évaluation générale</b> : Les données communiquées présentent certaines lacunes, mais sont dans l'ensemble adéquates aux fins de la surveillance. Elles concernent essentiellement les statistiques de comptabilité nationale et les statistiques de prix. Le Burkina Faso a également reçue une assistance technique (AT) du FMI, partiellement financée par le Japon.</p>  |
| <p><b>Comptabilité nationale</b> : Les estimations annuelles du PIB sont préparées par activité économique, par secteur institutionnel et par catégorie de dépenses à des prix courants et des prix constants (1985=100). La rareté des données source adéquates et les déficiences des pratiques statistiques nuisent à la qualité des estimations des comptes nationaux. Le secteur informel n'est pas convenablement couvert — les estimations étant dérivées d'enquêtes sur le secteur informel de portée limitée réalisées en 1989 et 1996. La plus grande partie des petites et moyennes entreprises appartenant au « secteur moderne » omettent de présenter des relevés comptables ou des déclarations d'impôts. La consommation des ménages est estimée en tant que résidu et n'est pas étayée de manière adéquate par tes tableaux ressources-emplois.</p> |
| <p><b>Statistiques des prix</b> : L'IPC (1996=100) ne couvrent que les ménages qui vivent dans la capitale ; elles excluent les ménages non africains, différents types de biens et de services et les services de logement occupé par le propriétaire. Comparée aux pays voisins, la pondération des « produits alimentaires, boissons et tabac » est très faible. On suppose que les prix des produits non disponibles n'ont pas changé pendant une période qui peut aller jusqu'à trois mois, alors qu'il serait plus juste de calculer une variation du prix de ces produits fondés sur les prix relevés pour des produits apparentés. Le logiciel utilisé pour calculer l'IPC peut être amélioré. L'indice des prix à la production et l'indice des prix de gros ne sont pas établis et il n'est pas prévu de mettre au point ces indices..</p>                 |
| <p><b>Statistiques des finances publiques</b> : La compilation des statistiques de finances publiques pâtit du manque de coordination entre entités budgétaires. Pour améliorer ces statistiques, il convient de ventiler les dépenses au niveau fonctionnel et ministériel, d'étendre la couverture du TOFE aux administrations publiques et de s'appuyer sur les comptes du Trésor.</p>  |
| <p><b>Statistiques monétaires et financières</b> : La plupart des difficultés des statistiques monétaires ne sont pas propres au Burkina Faso, mais affectent tous les pays membres de l'UEMOA. La BCEAO a rencontré des difficultés pour estimer le volume de circulation fiduciaire dans chacun des pays membres de l'UEMOA en raison de l'important retard accumulé dans le tri des billets détenus dans les diverses agences nationales de la Banque centrale.</p>   |
| <p><b>Balance des paiements</b> : La couverture du commerce informel est incomplète. La poursuite de l'amélioration de la couverture des services et des transferts (notamment des envois de fonds des travailleurs) est liée à l'intensification des contacts avec les organismes déclarants.</p>   |

La mission de 2003 du RONC sur les données a constaté que le taux de réponses aux enquêtes n'était que de 40 % dans les entreprises industrielles et commerciales. Les enquêtes annuelles, la déclaration de transactions d'investissements directs étrangers ne font que commencer. Pour améliorer la qualité des rapports de la balance des paiements, les autorités de la BCEAO ont intégré deux autres sources : les transactions boursières régionales et la base de données sur les bilans des entreprises. Les autorités de la BCEAO ont également fait savoir que des données trimestrielles calculées à partir des rapports de règlements bancaires, seront bientôt utilisées pour évaluer l'information existante. Les compilateurs de la balance des paiements reçoivent les états des paiements effectués tous les 10 jours ; toutefois, ces informations n'entrent pas dans la compilation des états annuels de la balance des paiements, mais servent plutôt à assurer le contrôle de la qualité des données et à fournir aux autorités de la BCEAO des informations par anticipation.

## **II. Normes statistiques et qualité des données**

|   |   |
|---|---|
| Le Burkina Faso participe au Système général de diffusion des données depuis le 28 décembre 2001. | Une mission de RONC sur les données s'est rendue au Burkina Faso du 8 au 21 mai 2003. |
|---|---|

## **III. Communication des données au Département des statistiques (facultatif)**

En octobre 2010, des données annuelles et trimestrielles pour 2006-2008 portant sur le budget de l'administration centrale ont été communiquées aux fins de leur publication dans *Statistiques financières internationales* et *l'Annuaire de statistiques de finances publiques* du FMI. La BCEAO communique les données monétaires au Département des statistiques avec un retard de trois mois au plus. En dépit de demandes répétées, les données sur la balance des paiements et la position extérieure globale n'ont pas été communiquées au Département des statistiques pour publication dans *SFI* et le *BOPSY* depuis 2001.



## Burkina Faso. Tableau des principaux indicateurs requis pour la surveillance (Novembre 2010)

|   | Date de la dernière observation | Date de réception des données | Périodicité des données <sup>7</sup> | Fréquence de communication <sup>7</sup> | Périodicité de publication <sup>7</sup> | Pour mémoire <sup>8</sup> :                                |                       |
|---|---------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|---|---|--|-----------------------|
|   |                                 |                               |                                      |   |   | Qualité des données – Validité méthodologique <sup>9</sup> |                       |
| Taux de change  | Permanente                      | Permanente                    | Q                                    | Q                                       | Q                                       |  |                       |
| Avoirs internationaux de réserve et engagements au titre des réserves des autorités monétaires <sup>1</sup>   | 09/2010                         | 9/2010                        | M                                    | M                                       | M                                       |  |                       |
| Monnaie centrale  | 09/2010                         | 9/2010                        | M                                    | M                                       | M                                       | LO, LO, LNO, O   | LO, O, O, O, O        |
| Masse monétaire au sens large   | 09/2010                         | 9/2010                        | M                                    | M                                       | M                                       |  |                       |
| Bilan de la banque centrale   | 9/2010                          | 9/2010                        | M                                    | M                                       | M                                       |  |                       |
| Bilan consolidé du système bancaire   | 9/2010                          | 9/2010                        | M                                    | M                                       | M                                       |  |                       |
| Taux d'intérêt <sup>2</sup>   | 9/2010                          | 9/2010                        | M                                    | M                                       | M                                       |  |                       |
| Indice des prix à la consommation   | 7/2010                          | 9/2010                        | M                                    | M                                       | M                                       | O, LNO, O, O   | LNO, O, O, O, NA      |
| Recettes; dépenses, solde et composition du financement <sup>3</sup> – Administrations publiques <sup>4</sup> | 9/2010                          | 9/2010                        | I                                    | I                                       | I                                       | O, LO, O, O  | O, LO, O, O, LNO      |
| Recettes; dépenses, solde et composition du financement <sup>3</sup> – Administration centrale                | 9/2010                          | 9/2010                        | M                                    | M                                       | M                                       |  |                       |
| Encours de la dette contractée ou garantie par l'administration centrale <sup>5</sup>                         | 9/2010                          | 9/2010                        | A                                    | A                                       | A                                       |  |                       |
| Solde extérieur courant   | 2009                            | 9/2010                        | A                                    | A                                       | A                                       | O, O, O, O   | LO, O, LO, O, O       |
| Exportations et importations de biens et de services  | 2009                            | 9/2010                        | A                                    | A                                       | A                                       |  |                       |
| PIB/PNB   | 2009                            | 9/2010                        | A                                    | A                                       | A                                       | LO, LNO, LNO, LO   | LNO, LNO, LO, LO, LNO |
| Dette extérieure brute  | 12/2009                         | 9/2010                        | A                                    | A                                       | A                                       |  |                       |
| Position extérieure globale <sup>6</sup>  | 12/2009                         | 9/2010                        | A                                    | A                                       | A                                       |  |                       |

<sup>1</sup> Les avoirs de réserve donnés en garantie ou autrement grevés de charges doivent être identifiés séparément. Les données doivent en outre comprendre les engagements à court terme liés à une devise étrangère mais réglés par d'autres moyens, ainsi que la valeur nominale des dérivés financiers pour paiement ou perception de devises, y compris ceux liés à une devise mais réglés par d'autres moyens

<sup>2</sup> Taux du marché et taux déterminés par les autorités, y compris les taux d'escompte, les taux du marché monétaire et les taux des bons, obligations et autres titres d'emprunt du Trésor.

<sup>3</sup> Financement extérieur et financement intérieur bancaire et non bancaire.

<sup>4</sup> Les administrations publiques se composent de l'administration centrale (fonds budgétaires, fonds extrabudgétaires et caisses de sécurité sociale), des États fédérés et des administrations locales.

<sup>5</sup> Y compris la composition par monnaie et par échéance.

<sup>6</sup> Comprend les positions en avoirs et engagements financiers extérieurs bruts envers des non résidents.

<sup>7</sup> Quotidienne (Q), hebdomadaire (H), mensuelle (M), trimestrielle (T), annuelle (A), irrégulière (I), non disponible (nd).

<sup>8</sup> Ces colonnes ne doivent être incluses que pour les pays pour lesquels ont été publiés des RONC de données (ou d'importantes mises à jour).

<sup>9</sup> D'après le RONC ou l'importante mise à jour (publié en ...) et les conclusions de la mission de (date), pour l'ensemble des données afférentes à la variable indiquée à chaque ligne. Pour chaque variable, l'évaluation donnée indique si les normes internationales concernant (respectivement) les concepts et définitions, le champ, la classification/sectorisation et la base d'enregistrement ont été observées (O), largement observées (LO), largement non observées (LNO), non observées (NO) ou que les données ne sont pas disponibles (nd).

<sup>10</sup> Même remarques que pour la note 9, mais pour les normes internationales concernant (respectivement) les données-sources, l'évaluation des données-sources, les techniques statistiques, l'évaluation et la validation des données intermédiaires et des résultats statistiques, et les études de révision.


**INTERNATIONAL MONETARY FUND**

 EXTERNAL  
RELATIONS  
DEPARTMENT

 Communiqué de presse N°10/470  
Le 3 décembre 2010

 Fonds monétaire international  
Washington, D.C. 20431 USA

### **Le Conseil d'administration du FMI achève la première revue de la Facilité élargie de crédit en faveur du Burkina Faso et approuve un décaissement de 9,9 millions de dollars EU**

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé aujourd'hui la première revue des résultats économiques du Burkina Faso dans le cadre du programme triennal appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Le Conseil d'administration a approuvé une demande de dérogation pour non-observation du critère de réalisation qui concerne la performance budgétaire à la fin de juin 2010. L'achèvement de la revue permet le décaissement immédiat de 6,45 millions de DTS (environ 9,9 millions de dollars EU), ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à 13,904 millions de DTS (environ 21,4 millions de dollars EU).

Le Conseil d'administration a approuvé le 14 juin 2010 (voir le [Communiqué de presse N° 10/241](#)) un programme triennal appuyé par la FEC équivalant à 46,154 millions de DTS (environ 70,9 millions de dollars EU) en faveur du Burkina Faso. Le pays est membre du FMI depuis le 2 mai 1963 et sa quote-part au FMI est de 60,2 millions de DTS (soit environ 92,5 millions de dollars EU).

À l'issue des débats du Conseil d'administration sur le Burkina Faso, M. John Lipsky, Premier Directeur général adjoint et Président par intérim a fait la déclaration suivante :

« Les résultats économiques ont été satisfaisants dans le cadre du programme appuyé par le FMI. Les politiques macroéconomiques prudentes ont contribué à soutenir une solide reprise économique et les conditions favorables de la production cotonnière et de l'exploitation minière ont éclairci les perspectives économiques. D'importantes réformes ont été entreprises dans plusieurs domaines, notamment l'administration fiscale. La base de production du Burkina Faso reste cependant limitée ce qui rend l'économie vulnérable aux chocs liés au climat et aux termes de l'échange. Les politiques économiques doivent donc tendre à préserver la stabilité macroéconomique et à encourager la diversification de l'économie.

« Le rééquilibrage des finances publiques est essentiel pour la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette à long terme. La persistance des autorités à renforcer la mobilisation des recettes a donné des résultats encourageants qu'il convient de consolider. Parallèlement,

il serait souhaitable que les dépenses soient réaffectées à l'infrastructure et au secteur social, qui sont cruciaux. Le maintien de politiques d'emprunt prudentes sera essentiel pour réduire les risques de surendettement.

« Les rapides progrès du programme de réformes structurelles aideront les autorités à atteindre leurs objectifs d'une croissance durable et diversifiée et de réduction de la pauvreté. À cet égard, il sera important d'accélérer les réformes du secteur financier pour promouvoir son développement et accroître l'accès aux services financiers, qui reste limité. Les mesures destinées à améliorer le climat des affaires, telles que la nouvelle initiative pour accélérer le dédouanement, encourageront le développement du secteur privé. Les conditions favorables de la production cotonnière offrent l'occasion de faire progresser les réformes requises pour rétablir la viabilité financière du secteur.

**Déclaration de M. Assimaïdou, Administrateur pour le Burkina Faso**  
**Le 3 décembre 2010**

Nous remercions les services du FMI pour un rapport bien rédigé et pour les entretiens constructifs qu'ils ont tenus récemment à Ouagadougou avec les autorités, dans le cadre de la première revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). Qu'il nous soit aussi permis de remercier les membres de la direction et du Conseil d'administration du FMI pour leur appui constant au Burkina.

**I. ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE ET PERFORMANCE DANS LE CADRE DU PROGRAMME**

Le secteur réel a connu un vigoureux redressement en 2010, les projections de croissance du PIB ayant été portées à 5,2 %, ce qui dénote la pertinence des mesures prises par les autorités pour juguler la crise, ainsi que des efforts de réforme structurelle menés. Le secteur agricole en général et la production cotonnière en particulier, ainsi que le secteur minier, ont été les principaux moteurs de la croissance. L'inflation est restée maîtrisée, ressortant bien en-deçà du critère de convergence régional de 3 %.

Mais en juillet 2010, le Burkina a de nouveau subi de graves inondations qui ont touché plus de 100.000 personnes, faisant de nombreuses victimes et causant des dégâts considérables aux infrastructures, en particulier dans l'est et le nord-est du pays. Le Burkina continue aussi de ressentir les effets de la crise économique et financière mondiale qui perdure. Une étude de la Banque mondiale conclut que ces séries de chocs ont anéanti six années de progrès du Burkina en matière de réduction de la pauvreté et que la situation peut se dégrader encore davantage si l'impact de la crise mondiale s'aggravait.

Les résultats obtenus dans le cadre de l'accord FEC ont été significatifs, malgré les chocs exogènes et l'environnement sociopolitique dominé par le cycle de consultations électorales qui vient de s'achever. Tous les critères de réalisation quantitatifs ont été respectés, sauf le critère relatif au déficit budgétaire global qui a été observé avec un mois de retard en raison du décaissement tardif d'un appui budgétaire. Les autorités burkinabè se sont en outre employées à améliorer la mobilisation des recettes, en mettant notamment en œuvre les réformes de l'administration fiscale et en améliorant le suivi du recouvrement des recettes par les régies financières. Sur le front des dépenses, les autorités burkinabè ont centré leurs efforts sur le renforcement de leur efficacité, en simplifiant les procédures d'affectation des ressources budgétaires pour améliorer le taux d'exécution des dépenses d'équipement et des dépenses de lutte contre la pauvreté. Elles ont aussi amélioré le suivi des dépenses de lutte contre la pauvreté. Les repères afférents aux réformes structurelles ont été largement atteints.

La gouvernance et les institutions publiques ont été renforcées dans la période qui a précédé l'élection présidentielle. Au plan régional, les autorités ont activement participé aux pourparlers de paix, ce qui doit favoriser la normalisation des flux d'échanges commerciaux et l'intégration régionale.

Tenant compte de leurs résultats d'ensemble dans la mise en œuvre du programme et dans le but de poursuivre leurs objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté comme indiqués ci-après, les autorités demandent la conclusion de la première revue du programme FEC et l'octroi d'une dérogation pour la non observation d'un critère de réalisation.

## II. POLITIQUES PRÉVUES POUR 2011

Au cours de la période à venir, les autorités entendent continuer à affermir la stabilité macroéconomique et poursuivre les progrès de la lutte contre la pauvreté. Elles procèdent à la conclusion de la rédaction de leur *Stratégie de croissance accélérée et de développement durable* (SCADD) qui doit guider ces politiques. Le SCADD aura pour objectif central de promouvoir une trajectoire de croissance durable et propice à la réduction de la pauvreté. Pour atteindre cet objectif, les autorités entendent créer la marge de manœuvre budgétaire nécessaire, promouvoir le développement du secteur financier afin de susciter une croissance tirée par le secteur privé et approfondir les réformes structurelles.

### Politique budgétaire et de gestion de la dette

La politique budgétaire des autorités visera à soutenir la reprise économique tout en préservant les équilibres budgétaires et la viabilité de la dette à moyen terme. Pour cela, elles intensifieront leurs efforts de mobilisation des recettes, notamment par de nouvelles mesures de politique fiscale, l'élargissement de la base d'imposition et la réforme de l'administration fiscale. Elles s'emploieront en particulier à améliorer le civisme fiscal des entreprises de taille moyenne et à renforcer le contrôle et le suivi des régies financières.

S'agissant des dépenses publiques, les autorités mettront l'accent sur la réorientation des dépenses vers les secteurs prioritaires, notamment l'infrastructure et les secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation.

Les autorités sont déterminées à mener une politique d'endettement prudente pour préserver la viabilité de la dette. Conformément à la stratégie de réduction de la pauvreté, elles s'efforceront de diversifier les exportations vers des produits et services à forte valeur, notamment dans les secteurs des mines, de l'agriculture, de l'élevage et du tourisme. Les autorités prévoient aussi la mise à jour de l'évaluation de la gestion de la dette par la Banque mondiale, pour contribuer à éclairer leurs politiques. Elles entendent par ailleurs poursuivre le renforcement des capacités des services de gestion de la dette en améliorant leur base de données et leurs moyens informatiques.

Les autorités saluent les efforts engagés par le FMI pour réviser les directives qui régissent les politiques et les limites d'endettement dans les programmes appuyés par le FMI. Les améliorations de l'analyse de viabilité de la dette, visant à en accroître la souplesse, à affiner les indicateurs de viabilité et à intégrer la contribution de l'investissement public à la croissance seront bénéfiques aux efforts de mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de développement des autorités burkinabè.

### **Politiques relatives au secteur financier**

Les autorités donneront suite au récent plan d'action du secteur financier, destiné à promouvoir le développement et la stabilité de ce secteur. Dans le but de promouvoir le développement de ce secteur, les autorités envisagent d'ouvrir davantage le secteur bancaire à la concurrence en poursuivant le désengagement de l'État de ce secteur et en prenant les dispositions nécessaires pour la privatisation des services financiers postaux. Par ailleurs, les autorités entendent adopter une stratégie nationale du secteur de la microfinance, afin de mieux capter sa contribution au développement. Elles poursuivront aussi leurs efforts de renforcement du cadre réglementaire et de supervision des institutions financières décentralisées en particulier.

### **Réformes structurelles**

En matière de réformes structurelles, les autorités mettront en œuvre un programme complet visant à accélérer la croissance et à faire reculer davantage la pauvreté. La nouvelle stratégie dans ce domaine adopte une approche régionale tirant parti des spécificités des pays de la région pour créer des pôles de croissance et de compétitivité. Les autorités entendent aussi accroître l'investissement dans le capital humain afin de mettre les compétences à la mesure des besoins du marché du travail et favoriser la création d'emplois.

Les efforts des autorités seront aussi axés sur le renforcement de la résistance de l'économie aux chocs par la diversification économique. Elles entendent promouvoir le développement du secteur privé par l'amélioration du climat des affaires et de l'investissement dans le secteur crucial de l'infrastructure. Parmi les mesures prévues, il faut citer la création d'un guichet unique du commerce extérieur offrant des procédures douanières simplifiées, ainsi que l'ouverture de tribunaux consulaires à Ouagadougou et Bobo Dioulasso pour accélérer la résolution des différends commerciaux.

Compte tenu de la part croissante du secteur minier dans l'activité économique au Burkina, les autorités poursuivront l'effort d'alignement sur les meilleures pratiques internationales de gestion des ressources naturelles, y compris par une prompt application des principes de l'ITIE.

Dans la filière cotonnière, les autorités entendent approfondir encore les réformes engagées, afin de le doter d'une assise financière pérenne. À cet effet, elles comptent poursuivre la restructuration de la SOFITEX, principe société d'égrenage du coton et parachever la mise en place du fonds de lissage du prix du coton.

### **III. CONCLUSION**

Eu égard au maintien des bons antécédents de mise en œuvre du programme que présente le Burkina, aux défis de taille à relever, et à l'application de politiques saines par les autorités pour faire face à ces défis, j'invite les administrateurs à entériner la conclusion de la première revue du programme au titre de la FEC et à accorder au Burkina, une dérogation pour la non observation d'un critère de réalisation.